

La fin inéluctable de l'Algérie française

Mythes et vérités sur le sort des Pieds-noirs

Manuela Seu-Stokkmo



Mémoire de master
Institut de littérature, civilisation et langues européennes

Directeur de mémoire : Svein Erling Lorås

Université d'Oslo

Printemps 2013

La fin inéluctable de l'Algérie française

Mythes et vérités sur le sort des Pieds-noirs

Manuela Seu-Stokkmo



« Blason de l'Algérie française »
Source : CDHA

Mémoire de master
Institut de littérature, civilisation et langues européennes

Université d'Oslo

Printemps 2013

© Forfatter: Manuela Seu-Stokkmo

År: 2013

Tittel : La fin inéluctable de l'Algérie française. Mythes et vérités sur le sort des Pieds-noirs

Forfatter: Manuela Seu-Stokkmo

<http://www.duo.uio.no/>

Trykk: Reprosentralen, Universitetet i Oslo

Remerciements

Je tiens à remercier ceux qui ont contribué, certains de façon décisive, à la réalisation de ce mémoire de master.

D'abord, j'aimerais remercier mon directeur de mémoire, Svein Erling Lorås, pour sa patience, pour ses conseils et son encouragement quand je ne croyais plus y arriver. Ainsi que de m'avoir mise en contact avec Monsieur Djalil Bouhachi, son voisin qui en suite m'a donné les coordonnées de la première personne que j'ai interviewée.

Lisbeth Larsen qui m'a aidée à obtenir un séjour à l'université de Grenoble.

L'université Stendhal III à Grenoble, qui a accepté de m'accueillir comme étudiante « Free Mover » (auditrice libre), en me donnant accès aux bibliothèques universitaires, donc à des livres importants pour mes recherches. De plus, accès aux gens qui ont pu m'aider en me prêtant le matériel dont j'avais besoin pour faire mes interviews.

Le Centre de Recherche historique sur l'Algérie (CDHA) et en particulier Hervé Noël et son équipe qui ont eu l'amabilité de me fournir les documents dont j'avais besoin, me donnant accès aux diverses archives et me mettant en contact avec des rapatriés.

Les rapatriés que j'ai eu la chance de pouvoir interviewer. Ils m'ont tous accueillie les bras ouverts, partageant leurs histoires et souvenirs, étant patients et disponibles si jamais j'avais besoin de plus d'explications ou d'informations. Parmi eux je tiens à remercier particulièrement Monsieur Méttert de la Maison du Rapatrié de l'Isère, qui n'a pas seulement pris le temps de partager ses histoires, mais qui m'a mise en contact avec d'autres rapatriés aussi.

Je tiens également à remercier Antony Cornillon, qui m'a donné la brillante idée de passer une année à Grenoble, ce qui m'a facilité l'accès à mes sources. Je tiens à le remercier aussi pour sa patience, pour son soutien infini et notamment pour la relecture de mon mémoire.

Et dernièrement, un grand merci à ma famille pour son soutien et son aide dans la réalisation de mon mémoire.

Merci!

Table des matières

1	Introduction	1
1.1	Problématique et hypothèses	2
1.2	Les étapes	3
2	Méthodologie, source et autocritique	5
2.1	L'approche disciplinaire et la méthodologie	5
2.2	La sélection des interlocuteurs	6
2.3	Les sources primaires	6
2.3.1	Les interviews	6
2.3.2	Les archives	6
2.4	Sources secondaires	9
2.4.1	Pierre Daum	9
2.4.2	Bruno Etienne	9
2.4.3	Expositions	10
2.3.3.1	1830-1962, Algérie, l'exode sans retour	10
2.3.3.2	Juifs d'Algérie	10
2.4.4	Les ouvrages généraux	10
2.5	Autocritique	11
3	Les Pieds-noirs	12
3.1	D'où vient-elle, cette appellation ?	12
3.2	Qu'est-ce qu'un « Pied-noir » ?	14
3.3	Pourquoi les Pieds-noirs se sont-ils installés en Algérie et d'où venaient-ils ?	16
3.4	Comment vivaient-ils avec la population algérienne autochtone ?	18
3.4.1	Les inégalités	18
3.4.2	La vie quotidienne	19
3.4.3	Les Pieds-noirs, tous des riches colons ?	21
4	Les éléments qui ont pu influencer le choix des Pieds-noirs de rester ou de partir	22
4.1	De Gaulle	22
4.1.1	De Gaulle – le retour	22
4.1.2	L'homme qui allait sauver l'Algérie française	23

4.2	Les accords d'Évian	26
4.2.1	Qu'est-ce que les accords d'Évian ?	27
4.2.2	L'annonce du cessez-le-feu	28
4.3	Le FLN et l'OAS	30
4.3.1	Le FLN	30
4.3.2	L'OAS – les seuls à se battre pour les Pieds-noirs ?	31
4.4	Les grandes familles	32
4.5	Les autorités	34
4.6	Ceux qui sont restés et ceux qui sont partis	35
4.6.1	Ceux qui sont partis en 1962, pourquoi sont-ils partis ?	35
4.6.2	Pourquoi des Pieds-noirs ont quitté l'Algérie avant 1962 ?	36
4.6.3	Pourquoi un grand nombre sont-ils restés en Algérie en 1962 ?	37
5	Les témoignages	40
5.1	Ceux qui sont partis avant 1962	41
5.1.1	Alain Gibergue	41
5.1.1.1	La vie quotidienne et les coutumes	42
5.1.1.2	L'attaque du village	42
5.1.1.3	Le retour en France et le conflit en Algérie suivi depuis la France	44
5.1.1.4	Les autres départs et les non départs	45
5.1.1.5	Comment éviter le grand exode	47
5.1.1.6	Le retour en Algérie	47
5.1.2	Témoin 6	48
5.1.2.1	La vie quotidienne en Algérie	48
5.1.2.2	Les bombes et le couvre-feu	49
5.1.2.3	Le début en France et la séparation	50
5.1.2.4	Les autres rapatriés et l'exode	50
5.1.2.5	Le retour en Algérie	52
5.2	Ceux qui sont partis en 1962	52
5.2.1	Louis Métert	53
5.2.1.1	La vie quotidienne	53
5.2.1.2	Le départ de Monsieur Métert et d'autres Pieds-noirs en 1962	53
5.2.1.3	L'arrivée en France et la mauvaise image	55
5.2.1.4	Les départs avant 1962 et les départs après	56

5.2.1.5	L'OAS, le FLN et les responsables du grand exode	58
5.2.1.6	Les accords d'Évian, la politique gaullienne et la possibilité d'éviter le grand exode	58
5.2.2	Henri Randalas	59
5.2.2.1	La vie en Algérie	60
5.2.2.2	Les départs.....	61
5.2.2.3	Le retour en France	63
5.2.2.4	Les accords des dupes, la politique et les responsables	64
5.2.3	Michèle Deveaux.....	65
5.2.3.1	La vie, les vacances et le départ définitif	66
5.2.3.2	Les départs et les événements	67
5.2.3.3	La situation en Algérie et les autorités	69
5.2.3.4	Le retour	70
5.3	Ceux qui sont restés en 1962	71
5.3.1	Claude Barile.....	71
5.3.1.1	La vie.....	71
5.3.1.2	Les raisons de rester ou de partir.....	72
5.3.1.3	L'OAS et le FLN.....	74
5.3.1.4	Les accords d'Évian	74
5.3.1.5	Les éléments qui ont mené au grand exode.....	75
5.3.1.6	Les réactions des autres Pieds-noirs et le retour en France.....	76
5.3.1.7	Éviter le grand exode.....	77
5.3.2	Témoin 4	77
5.3.2.1	La vie.....	77
5.3.2.2	Les vacances.....	78
5.3.2.3	Le retour en Algérie	79
5.3.2.4	Ceux qui sont restés et ceux qui sont partis	80
5.3.2.5	Les accords d'Évian et d'autres facteurs politiques	81
5.3.2.6	Le retour en France	82
6	Récapitulation et synthèse.....	84
6.1	La terreur et les émeutes	84
6.2	Un choix personnel.....	86
6.3	La fin inéluctable	88

6.4	Conclusion des hypothèses	90
7	Conclusion.....	91
	Bibliographie.....	95
	Annexe :	101
	En chiffres :	101
	L'attaque de Rouached.....	102
	Les questions d'entretiens	103

1 Introduction

Ce mémoire traitera un sujet jusqu'aujourd'hui peu étudié et abordé dans la littérature. Il traitera le sort des Pieds-noirs, non seulement de ceux qui sont partis en 1962, mais également de ceux qui sont restés après l'indépendance ainsi que de ceux qui sont partis avant.

L'Algérie a été une colonie française pendant 132 ans, de 1830 jusqu'en 1962. Contrairement au Maroc et à la Tunisie qui étaient des protectorats, l'Algérie a été une colonie de peuplement et les trois grandes villes d'Algérie : Oran, Alger et Constantine ont donné leurs noms à trois départements français, créés en 1848. L'Algérie était un territoire gouverné par les Français, mais habité par une variété de populations : Kabyles, Arabes, Juifs et Européens, qui au cours des années se sont influencés mutuellement et ont partagé leurs coutumes, nonobstant des cultures à l'origine très différentes. Ces populations ont vécu côte à côte pendant plus d'un siècle et un grand nombre dit de l'avoir fait en harmonie, même si la population autochtone était loin d'avoir les mêmes droits que les autres. Sauf peut-être pendant les guerres, quand elles ont lutté ensemble sous le même drapeau, le drapeau français.

Avec le temps la population algérienne, ou bien non-européenne, prend conscience de plus en plus des inégalités, des injustices et commence à réclamer plus de droits, voire, une Algérie algérienne. La guerre d'indépendance éclate avec des attentats le 1^{er} novembre 1954 et dure jusqu'en 1962. Quand la guerre se termine, et même avant son dénouement, beaucoup de Pieds-noirs « rentrent » en métropole. La version généralement admise est que « tous » les Pieds-noirs ont fui l'Algérie en 1962 en craignant pour leur vie. Ceci en particulier après deux événements dramatiques : d'abord le 26 mars 1962, peu après la signature des accords d'Évian, l'armée française tire sur les Pieds-noirs dans la rue d'Isly à Alger lors d'une manifestation et cause beaucoup de morts. Ensuite peu après la proclamation officielle de l'indépendance, le 5 juillet 1962, le massacre d'Oran a lieu. De nombreux Européens y sont massacrés ou enlevés par le FLN, sans que l'armée française s'y oppose.

Aujourd'hui une autre version sur le sort des Pieds-noirs est découverte : en dépit des événements dramatiques, voire tragiques à la fin de la guerre, il s'avère que tous les Pieds-noirs ne sont pas partis après l'indépendance en 1962. Selon des recherches récentes faites par

le journaliste Pierre Daum¹, environ 200 000 Pieds-noirs sont restés en Algérie après l'indépendance.

1.1 Problématique et hypothèses

Etant vivement intéressée par l'Algérie française, nous nous sommes plongée dans une vaste littérature sur l'Algérie française : la guerre, l'indépendance, le sort des Pieds-noirs et nous sommes tombée sur un article de Pierre Daum dans *Le Monde diplomatique*.² Dans cet article l'auteur présente le sort des Pieds-noirs qui, contrairement à la grande majorité, ont choisi de rester sur leur précieuse terre algérienne. Le fait qu'ils sont restés en Algérie, n'est pas très connu et peut-être aussi moins accepté, alors que ceux qui sont partis se sentaient « obligés » de le faire. Par conséquent cet article a provoqué des réactions fortes parmi les rapatriés. Cependant, cette révélation nous ayant beaucoup intriguée, elle nous a poussée à vouloir en savoir plus. Pourquoi sont-ils restés alors que la majorité sont partis ? Y a-t-il des éléments spécifiques qui ont pu influencer ce choix, si l'on peut l'appeler un choix ? Si oui, quels éléments peut-on relever ? Toutes ces questions nous ont aussi obligée d'inclure un troisième groupe de Pieds-noirs, qu'on a également tendance à oublier : ceux qui sont partis avant l'indépendance. Pourquoi partir avant que la guerre ne se termine ? Cela nous a amenée à la grande question, qui est devenue notre problématique :

Un grand nombre de Pieds-noirs sont restés après l'indépendance de l'Algérie, alors que la plupart sont partis, quelles raisons les ont poussés à faire des choix diamétralement opposés ?

La réalisation de ce mémoire a été motivée principalement par les points suivants :

- Le sort des Pieds-noirs est un sujet historiquement important.
- Le sort des Pieds-noirs qui sont restés est très peu étudié, et il est possible de contribuer à mieux le faire connaître.

¹ « [...] au 1er janvier 1963, sur le million de Pieds-noirs comptabilisés lors du dénombrement de 1960, ils étaient encore un peu plus de 200 000 à être présents sur le sol algérien. » (Daum, *Ni valise ni cercueil : les Pieds-noirs restés en Algérie après l'indépendance*, p. 24)

² Daum, Sans valise ni cercueil, les pieds-noirs restés en Algérie : <http://www.monde-diplomatique.fr/2008/05/DAUM/15870>

- Le désir de mieux comprendre ce qui a pu pousser les Pieds-noirs dans des directions différentes : le départ et le non-départ.
- Le désir de traiter le sort de tous les Pieds-noirs : ceux qui sont partis avant 1962, en 1962 et après 1962, au lieu de se concentrer sur un des trois « groupes ».

Il faut préciser que notre but n'est ni de juger, ni de trouver une « vérité », car une seule vérité n'existe probablement pas. Le but est d'étudier de plus près, montrer plusieurs versions et d'essayer de comprendre ce qui a pu pousser les Pieds-noirs à faire des choix différents. Après une première lecture de livres généraux, ainsi que du livre de Daum, il nous semble possible de constater qu'évidemment les gens ont eu des motifs différents pour partir avant 1962, en 1962 et de rester en 1962. Afin de voir ce qui distingue ses trois groupes de Pieds-noirs, nous avons formulé les hypothèses suivantes :

- Le grand exode en 1962 était dû à une peur collective, surtout créée par le FLN et l'OAS. Beaucoup de Pieds-noirs se sentaient menacés et craignaient pour leur vie.
- Ceux qui sont restés étaient mieux intégrés avec les Algériens musulmans et étaient prêts à faire un effort pour s'intégrer dans la nouvelle Algérie.
- Ceux qui sont partis avant 1962 avaient compris avant les autres que la situation en Algérie allait se dégrader pour déboucher sur l'indépendance.

1.2 Les étapes

À l'aide de la littérature, les archives du Centre de Documentation Historique sur l'Algérie (CDHA), les articles de presse, les documents audiovisuels consultés, ainsi que nos témoignages, nous allons dans une première partie, après la partie méthodologique, présenter les théories et les faits. Nous allons d'abord présenter les Pieds-noirs : qui ils étaient, leurs origines, leurs raisons de s'installer en Algérie, leur façon de vivre etc. Ensuite nous allons nous situer en 1962 le jour du cessez-le-feu, et présenter les acteurs et les événements qui ont pu influencer le choix des Pieds-noirs de partir ou de rester. Dans une deuxième partie nous allons d'abord présenter les opinions et les vécus de sept témoins que nous avons interviewés. Ensuite nous verrons si les témoignages et les autres sources consultées permettent de

confirmer ou d'infirmier nos hypothèses. D'autres constatations y seront éventuellement ajoutées, avant de conclure en répondant à notre question du départ.

2 Méthodologie, source et autocritique

Pour ce mémoire nous avons choisi de nous baser sur plusieurs sources primaires et secondaires. Les plus importantes étant les interviews que nous avons eues l'occasion de faire nous-même, le livre de Pierre Daum³ et la thèse de doctorat de Bruno Etienne.⁴ Outre ces sources, nous nous sommes basée sur quelques archives du Centre de Documentation Historique sur l'Algérie, comme des articles de journaux et des interviews enregistrées. De même nous nous sommes basée sur des articles sur internet, de nombreux ouvrages généraux sur la guerre d'Algérie et les Pieds-noirs, des revues thématiques sur le sort des Pieds-noirs, des sources audiovisuelles (documentaires) et quelques expositions.

2.1 L'approche disciplinaire et la méthodologie

L'approche disciplinaire de ce mémoire a été historique et sociologique. Nous avons à travers le mémoire essayé d'exposer des raisons possibles de départ et non-départ, surtout sociales afin de voir quels types d'éléments qui auraient pu influencer les choix des Pieds-noirs. Pour mieux comprendre leur situation et les circonstances qui les ont poussés à faire des choix différents, il nous a paru indispensable de parler avec des Pieds-noirs et de voir l'histoire à travers les yeux de ceux qui l'ont vécue.

Principalement par le cours de méthodologie, suivi à l'université de Grenoble (automne 2012), mais aussi grâce à l'ouvrage de méthodologie, *L'Histoire immédiate : Historiographie, sources et méthodes*, publié par Jean-François Soulet⁵ et d'autres ouvrages encore sur ce sujet, nous avons été aidée dans notre choix de méthode et approche de nos sources. Après une évaluation des méthodes possibles : quantitative, avec questionnaire, observation, qualitative en groupe etc., nous avons jugé que la méthode la plus pertinente pour la réalisation de ce mémoire, pour répondre à notre problématique, était la méthode qualitative avec des interviews semi-directives et un guide d'entretien. Ceci parce que, même si le travail a posteriori des entretiens a été long et fastidieux, ce type d'entretien a permis à nos interlocuteurs de s'exprimer librement. De plus il nous a permis d'obtenir des réponses spontanées, de poser des questions ouvertes et interprétatives, ainsi que des questions supplémentaires et des précisions quand nécessaire, pour nous ainsi que pour nos

³ Daum, *Ni valise ni cercueil : les Pieds-noirs restés en Algérie après l'indépendance*.

⁴ Etienne, *Les Européens d'Algérie et l'indépendance algérienne*.

⁵ Deuxième édition (2012)

interlocuteurs. Nous avons par ailleurs pu rencontrer chaque individu dans un lieu qui lui était familier, ce qui avait l'avantage de les mettre à l'aise.

2.2 La sélection des interlocuteurs

Pour que les réponses représentent la diversité de la population pied-noire, nous avons retenu les critères suivants pour notre sélection :

- même nombre d'interlocuteurs partis avant 1962, en 1962, et après 1962
- 50% femmes et hommes
- des personnes de préférence de milieux différents

2.3 Les sources primaires

2.3.1 Les interviews

Nous avons eu la chance de rencontrer et pouvoir parler avec sept⁶ Pieds-noirs ou rapatriés, comme certains préfèrent se nommer. Nous avons réalisé une interview individuelle avec chacun, d'une durée d'une à deux heures. Chacun a pu partager son histoire, ses réflexions et ses interprétations personnelles au sujet d'un certain nombre de sujets. Etant donné qu'ils venaient tous de milieux différents et avaient vécu des expériences uniques, les interviews ont été très importantes pour la réalisation de ce mémoire. Elles nous ont permis de mieux comprendre la vie des Pieds-noirs et les éléments qui ont pu les influencer pour faire des choix diamétralement opposés. Dans le chapitre cinq, nous allons trouver une présentation plus détaillée des sept interviews. Elles seront catégorisées selon les informations les plus pertinentes, évoquées dans chaque conversation, incluant les anecdotes.

2.3.2 Les archives

En supplément de ces interviews, d'autres sources primaires ont été les témoignages écoutés lors de notre première visite au CDHA. La plupart de ces témoins se sont exprimés sur les événements du 26 mars et du 5 juillet 1962, ainsi que sur l'OAS et le FLN. D'autres, étant

⁶ Explication sur le nombre dans le chapitre 5.

donné que nous avons écouté des témoignages aussi de personnalités politiques, ont développé un peu leur rôle dans la guerre d'Algérie et leur vision sur certains sujets, comme l'intégration. Ces témoignages (recueillis par Jean Monneret⁷) ont été utilisés principalement pour mieux comprendre et mieux nous situer à l'époque où les Pieds-noirs ont fait leur grand choix.

Parmi les témoins écoutés :

- M. André Pautard, journaliste de *L'Express*, qui à l'époque était correspondant du *Monde* en Algérie
- Jacques Soustelle, homme politique qui a été entre autres à la tête de la Direction générale des services spéciaux (DGSS) à Alger en 1943, pour passer au ministère des Colonies en 1945, nommé gouverneur général de l'Algérie en 1955, ce qu'il est resté jusqu'en 1956⁸
- Jean Herly, ambassadeur de France en Algérie de 1962 à 1964
- Pierre Laffont, directeur du quotidien *L'Écho d'Oran*⁹
- René Saint-André, qui a eu une carrière d'administrateur en Algérie, entre autres comme administrateur d'une commune mixte et comme directeur de l'imprimerie officielle au gouvernement général à Alger
- Roger Roth, ancien maire de Philippeville ainsi que membre de l'Exécutif provisoire en Algérie en 1962
- Le général Jacques Massu, qui a eu une carrière militaire brillante, entre autres en Algérie comme chef de commandos parachutistes de 1947 à 1949, général des brigades en 1955, commandant militaire du département d'Alger et président du Comité de Salut public en 1958¹⁰

⁷ Recueillis dans le cadre d'une collecte faite par le CDHA.

⁸ Assemblée-nationale.fr : <http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/biographies/TVRepublique/soustelle-jacques-emile-yves-03021912.asp>

⁹ Voir chapitre 4 du mémoire pour une description plus détaillée

¹⁰ Universalis.fr : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/jacques-massu/>

- diverses personnes s'exprimant sur le 26 mars 1962 dans la rue d'Isly : une pharmacienne, un assureur, une manifestante et une journaliste
- diverses personnes civiles s'exprimant sur le 5 juillet à Oran

Le deuxième type de sources primaires des archives du CDHA a été des extraits de journaux. Parmi les articles de journaux, nous avons en premier lieu choisi des extraits au sujet de la publication des accords d'Évian¹¹, et ensuite d'autres extraits parlant de la situation en Algérie, ainsi que de petits articles et débats sur la situation.

À Aix-en-Provence on trouve une importante documentation sur l'Algérie, de même que sur le Maghreb en général, deux archives semblent regrouper le plus important sur l'Algérie française : le CDHA et les Archives nationales d'outre-mer (ANOM). Le choix du CDHA a été fait sur la base de l'information que nous avons pu trouver avant de nous rendre à Aix-en-Provence. L'impression que nous avons eue sur leur site internet ainsi qu'après avoir pris contact par courriel, était que le centre avait d'énormes archives au sujet de l'Algérie française, ainsi que sur les Pieds-noirs, les Harkis etc. De plus il y avait des archives facilement accessibles au public (possibilité de recherche dans les archives sur internet afin de trouver ce dont on avait besoin de consulter, personnes qui répondaient vite aux courriels et qui étaient prêtes à préparer en avance ce que nous avions besoin de consulter pendant notre séjour etc.) En outre le CDHA est d'accès très facile pour un chercheur de passage et donne aussi la possibilité de faire des photocopies et d'emprunter des livres.

Le CDHA est né en 1974 pour répondre aux vœux, surtout des rapatriés d'Algérie, qui souhaitaient assurer la conservation des documents qu'ils avaient, évoquant l'histoire de l'Algérie jusqu'en 1962, ainsi que le souhait de gens de consulter ce type de documents. Le CDHA a été reconnu d'utilité publique en 1985. Il a une large collection de documents sur l'Algérie avant et pendant la présence française, sous toutes les formes d'expression, qui ont été recueillis par acquisition ou dons.¹²

¹¹ Comme par exemple : (1962, 21 mars). Les Accords conclus entre la France et le F.L.N. à Évian. *Le Monde*, p. 3

¹² Cdha.fr : <http://www.cdha.fr/lassociation>

2.4 Sources secondaires

2.4.1 Pierre Daum

Le livre du journaliste Pierre Daum, *Ni valise ni cercueil : les Pieds-noirs restés en Algérie après l'indépendance*, publié en 2012, l'année du cinquantenaire de l'indépendance de l'Algérie, a été une des sources les plus importantes pour la réalisation de notre mémoire. Cela puisque ce livre est la première étude approfondie sur le sort des Pieds-noirs restés en Algérie après 1962.¹³

Dans une première partie, Daum présente ce que les historiens et les médias ont souvent publié sur le sort des Pieds-noirs, ainsi que les divers événements comme ceux du 26 mars et du 5 juillet 1962, des faits politiques, l'acquisition de la nationalité algérienne, la possibilité de rester etc. Ensuite il aborde les raisons les plus connues en ce qui concerne le départ d'un grand nombre de Pieds-noirs, de même que d'autres raisons possibles, qui ont pu contribuer à leur départ. Dans la deuxième partie, on trouve une liste des nombreux Pieds-noirs qui sont restés, suivie de quinze témoignages d'entre eux, certains y étant encore.

2.4.2 Bruno Etienne

La deuxième source secondaire est la thèse de doctorat de Bruno Etienne, *Les Européens d'Algérie et l'indépendance algérienne*. Bruno Etienne, jeune chercheur à l'époque, a eu une carrière intéressante. Il a entre autres travaillé auprès du C.N.R.S. (Centre national de la recherche scientifique), il a vécu en Algérie où il a enseigné à l'université d'Alger, il a appris l'arabe et publié plusieurs œuvres sur l'Algérie mais aussi sur d'autres sujets. Dans notre cas, le choix a été sa thèse de doctorat. Ceci d'abord parce qu'elle est citée dans le livre de Pierre Daum comme un ouvrage de référence au sujet des Pieds-noirs qui sont restés, et parce qu'en la lisant, nous avons découvert l'importance qu'elle a pour notre sujet de mémoire. Cette thèse de doctorat est importante pour plusieurs raisons, premièrement parce que Bruno Etienne constate déjà dans les années soixante ce que très peu ont voulu voir, le fait que 200 000 Pieds-noirs sont restés en Algérie après l'indépendance. Deuxièmement sa thèse est

¹³ « Aucune étude approfondie n'avait jusqu'à présent été entreprise sur le sort des Européens et des Juifs restés en Algérie après 1962. » (Daum, *Ni valise ni cercueil : les Pieds-noirs restés en Algérie après l'indépendance*, p. 17)

importante à cause de la présentation détaillée des Pieds-noirs, de la société des Algériens (autochtones et européens), des inégalités, des divers statuts sociaux etc.

2.4.3 Expositions

2.3.3.1 1830-1962, Algérie, l'exode sans retour

L'exposition à Grenoble, sous l'auspice de la Maison du Rapatrié de l'Isère du 31 octobre au 11 novembre 2012, *1830-1962, Algérie, l'exode sans retour*, s'est proposée de montrer comment les Pieds-noirs en Algérie vivaient, à travers des photographies et des documents aussi bien officiels que personnels. L'exposition a commencé par les peuples divers étant passés par l'Algérie, continuant par la conquête française. Ensuite il y avait une partie sur la vie quotidienne, les sports et loisirs et une partie sur les événements tragiques pendant la guerre, avant de se terminer sur le retour et les mémoires. Il y avait aussi des magazines et livres sur l'Algérie française et les Pieds-noirs à la disposition du public, ainsi que la possibilité de poser des questions et de discuter avec des rapatriés.

2.3.3.2 Juifs d'Algérie

L'exposition *Juifs d'Algérie* au Musée d'art et d'histoire du Judaïsme à Paris, du 28 septembre 2012 au 27 janvier 2013, a raconté l'histoire des Juifs en Algérie. L'exposition mettait en évidence l'impact important du rapatriement des Juifs, leur vie religieuse ainsi qu'économique, la grande diversité et complexité des expériences. L'arrivée des Juifs en Algérie depuis plusieurs siècles était aussi présentée, de même que les torts qu'ils ont dû subir, entre autres en ce qui concerne les changements de statuts sociaux, civil et de « privilèges », de même que leur situation sous le régime de Vichy. L'exposition s'appuyait sur un large nombre de documents issus de collections et archives publiques, administratives et familiales.

2.4.4 Les ouvrages généraux

Les autres sources secondaires ont été les ouvrages généraux : livres sur la guerre d'Algérie, films et divers articles de journaux, articles sur internet, ainsi que des ouvrages sur les Pieds-noirs, l'exil et les disparus. Pour en citer quelques-uns, *Histoire de la guerre d'Algérie (1954-1962)* de Bernard Droz et Evelyne Lever, *Pour une histoire de la guerre d'Algérie : 1830-1962* de Guy Pervillé, *Les Pieds-noirs* de Jean-Jacques Jordi et *Algérie 1954-1962 : Lettres*,

carnets et récits des Français et des Algériens dans la guerre de Benjamin Stora et Tramor Quemeneur. Ils ont tous contribué à éclairer la situation et le rôle des divers acteurs de la société ou de la guerre d'Algérie.

2.5 Autocritique

D'abord pour notre choix de sujet, nous aurions pu l'élargir en incluant aussi les Harkis, vu qu'eux aussi ont vécu un drame. Ils ont été menacés, discriminés, probablement même plus que les Pieds-noirs. Or l'ordre de De Gaulle était qu'ils restent en Algérie. Ils n'ont pas eu le même choix que les Pieds-noirs et nombreux sont ceux qui ont été massacrés. Certains Harkis ont pourtant été sauvés puisque il y avait des militaires français qui ont désobéi à l'ordre de De Gaulle et les ont rapatriés en France. Cependant nous avons dû faire un choix. En considérant qu'un mémoire de recherche est limité en nombre de pages ainsi qu'en temps, ceci nous n'aurait pas permis de traiter les deux « groupes » en profondeur. Pour cette raison, nous avons choisi de nous concentrer sur le sort des Pieds-noirs.

Par la suite, bien que la méthode choisie nous ait semblée la plus intéressante et pertinente, elle présente pourtant des défauts/risques. En sollicitant une interview qualitative, on risque d'influencer l'opinion de l'interlocuteur et de mal interpréter les données. Dans notre cas, les questions portaient à interprétation, et par conséquent, nos interlocuteurs ont parfois eu des difficultés à y répondre. De même le travail fait a posteriori a été compliqué, pour la catégorisation ainsi que pour l'interprétation.

Finalement, nous aurions dû lire encore des œuvres et des articles, pour obtenir plusieurs nuances sur notre sujet, mais le temps ne nous l'a pas permis, parce que les archives sur l'Algérie française sont énormes.

3 Les Pieds-noirs

*« La « communauté » des pieds-noirs est née d'un mouvement de migration vers l'Algérie dans les années 1830, lors de la conquête de ce pays par la France ».*¹⁴

D'où vient l'appellation « pied-noir », qu'est-ce qu'un Pied-noir, d'où venaient-ils les Pieds-noirs, pourquoi se sont-ils installés en Algérie et comment vivaient-ils avec la population autochtone avant que la guerre n'éclate ? Toutes ces questions nous allons les aborder dans cette partie afin de mieux connaître les origines et la situation des Pieds-noirs en Algérie. Nous tenons à préciser que les termes et appellations Pied-noir, Français d'Algérie, Européen d'Algérie ainsi que rapatrié apparaîtront tout au long du mémoire et seront utilisés comme des synonymes.

3.1 D'où vient-elle, cette appellation ?

Des questions souvent posées sont : Pourquoi les Français d'Algérie ont-ils été nommés « Pieds-noirs » ? A partir de quand ont-ils été appelés ainsi et qui leur a donné ce nom ? Ces questions n'ont pas une seule réponse. A travers entre autres un article de l'historien Guy Pervillé¹⁵, nous découvrons une incertitude et une ambiguïté liées à ce terme. Plusieurs théories existent. Sans aller dans les détails de toutes les théories évoquées, nous trouvons pourtant utile d'en mentionner quelques-unes.

D'abord nous avons souvent entendu des versions comme, ils ont été appelés « Pieds-noirs » à cause des colons qui avaient des bottes ou chaussures noires, ce qui dans certaines versions est souligné par le contraste avec les supposés pieds nus des indigènes. Une autre version assez répandue est qu'ils ont été appelés « Pieds-noirs » parce que quand ils faisaient du vin, ils écrasaient les raisins pieds nus, ce qui avait pour effet de colorer leurs pieds en noir. De nombreuses versions existent, souvent liées aux fameuses bottes noires, comme dans l'article de Pervillé. « Le sens commun répond que ce sont les Algériens autochtones qui ont donné ce

¹⁴ Mercier, *Les pieds-noirs et l'exode de 1962 à travers la presse française*, p. 23

¹⁵ Pervillé, Pour en finir avec les « Pieds-noirs » ! (2004) :
http://guy.perville.free.fr/spip/article.php3?id_article=34

nom aux soldats ou aux colons français arrivés en Algérie en 1839, parce qu'ils étaient chaussés de chaussures ou de bottes de cuir noir. »¹⁶

La difficulté avec ce qui est dit dans cette citation est pourtant qu'il paraît que les Algériens autochtones avaient déjà un nom pour les Français d'Algérie. Ils les appelaient « Roumi ». ¹⁷ Alors, depuis quand et qui leur a donné ce nom, si ce n'était pas les Algériens autochtones ?

Si on en discute avec des Pieds-noirs, il semble que cette appellation est apparue au même temps que leur exil en France, ce qui est confirmé par un article dans *Le Figaro*.¹⁸ D'autre part, dans le livre de Pierre Mannoni (maître de conférences en psychologie à l'université de Nice, qui avec la contribution de ses étudiants en psychologie sociale a réalisé un livre sur la vie quotidienne des Français d'Algérie)¹⁹, différentes personnes se sont exprimées sur l'origine de l'expression « Pied-noir ». Il en ressort entre autres que l'expression n'a pas toujours été le terme désignant l'ensemble de la population européenne d'Algérie, mais qu'il aurait d'abord désigné les gens du petit peuple, et par la suite toute la population européenne à partir de 1955. Le fait que ce nom ait existé même avant l'exil des Pieds-noirs et qu'il ne soit pas forcément lié aux bottes noires des colons, ressort aussi de plusieurs témoignages dans l'article de Pervillé.²⁰ La plus ancienne version sur l'origine du nom « Pied-noir », il l'a trouvée dans le témoignage d'Eric Guerreri, l'homme qui par son article « En finir avec les Pieds-noirs ? », a inspiré l'idée et le titre de l'article de Pervillé, consacré au même sujet. D'après Pervillé, Eric Guerreri prétend savoir l'origine du nom « pied-noir » et aussi d'avoir été présent le jour que ce « nom » a été prononcé et diffusé pour la première fois.

[...] il se trouve que l'appellation est née au Maroc et justement à Casablanca en 1952. Elle a d'abord été diffusée par la presse locale, relayée par la presse métropolitaine, puis elle a été transposée en Algérie à partir de 1954-1955, avant d'être étendue à toute l'Afrique du Nord dans les années soixante.²¹

¹⁶ Pervillé, *ibid*.

¹⁷ Explication : Romain, et chrétien. Dans Pervillé, *Pour une histoire de la guerre d'Algérie : 1830-1962*, p. 337

¹⁸ Gonin, Les pieds-noirs, 50 ans après : <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2012/01/27/01016-20120127ARTFIG00422-les-pieds-noirs-50-ans-apres.php>

¹⁹ Mannoni, *Les Français d'Algérie : Vie, mœurs, mentalités de la conquête des Territoires du Sud à l'indépendance*, p. 7

²⁰ Pervillé, Pour en finir avec les « Pieds-noirs » ! (2004) :

http://guy.perville.free.fr/spip/article.php3?id_article=34

²¹ Le résumé de la naissance du mot à notre époque. Pervillé, *ibid*.

Puis, en continuant son récit, Guerreri ajoute que le jour où cette appellation est née à Casablanca, un quotidien marocain a publié un article sur des manifestants, qui selon lui étaient une bande de jeunes très bien organisés, qui auraient emprunté le nom aux Indiens Pieds-noirs.

Comme nous pouvons le constater, il existe, bien entendu, plusieurs théories. Il semble que l'origine ne soit pas claire, mais que le terme se soit appliqué à ceux que nous appelons aujourd'hui « Pieds-noirs », même avant qu'ils ne mettent les pieds en métropole. Tout de même, l'appellation semble avoir commencé à être fréquemment utilisée par les Pieds-noirs ainsi que les Français, dès leur exil en France.

3.2 Qu'est-ce qu'un « Pied-noir » ?

Il s'avère que le terme « pied-noir » est un terme assez ambigu, qui veut tout dire et ne rien dire à la fois. Ceci car c'est un terme qui d'un côté regroupe plusieurs populations sous une même nationalité, la nationalité française, et qui, de l'autre côté, fait une distinction entre des gens ayant la même nationalité, selon où ils habitaient géographiquement – si c'était en Algérie ou en France. Dans les dictionnaires nous trouvons des définitions comme ci-dessous :

« Français d'origine européenne installé en Afrique du Nord, et plus partic. en Algérie, jusqu'à l'indépendance. » (Le Petit Larousse illustré, 1998, p.781)

« Français vivant en Algérie (et considérant l'Algérie française comme sa patrie) : puis Français originaire d'Algérie. » (Le Robert, 1985, p. 390)

Le terme « pied-noir » regroupe non seulement la population européenne vivant en Afrique du Nord, particulièrement en Algérie, mais aussi les Juifs en Algérie, qui ont quasiment tous pris la nationalité française. Ces Français d'Algérie, étant un groupe minoritaire dans ce qu'ils considéraient comme leur patrie, vivant avec les Algériens, partageant certaines coutumes, diffèrent en outre des Français de métropole.

Le terme « pied-noir » est aussi étrange par sa connotation, étant souvent utilisé négativement, pour différencier les Français de l'Algérie (ces gens de « là-bas », ces colonisateurs, racistes, ces maltraitants des Arabes), des Français de métropole, qui sont considérés comme meilleurs. Ceci est confirmé entre autres par une citation tirée du livre de Mannoni.

Il s'agissait, et il s'agit encore de démarquer, en quelque sorte, ce peuple « d'exploiteurs », de « colons », de « profiteurs », d'isoler une espèce de Français pas tout à fait comme les autres, de Français non plus à *part entière*, mais de Français à *part* seulement, séparés de la communauté nationale par leur compromission africaine.²²

Parmi ceux qui sont souvent appelés « Pieds-noirs », nombreux sont ceux qui ont fini par tourner le sens de ce terme en quelque chose de positif. Un trait distinctif, un terme privilégié et honorifique, qui définit un peuple qui a eu la chance de vivre dans un pays si beau que l'Algérie – un peuple français avec l'Algérie comme sa patrie.

Bien que nous connaissions les définitions des dictionnaires et l'application de ce terme, nous avons découvert pendant nos entretiens, lorsque nous avons posé la question suivante « qui est Pied-noir selon vous ? », que les rapatriés n'attribuent pas à tous le même privilège ou selon d'autres, désavantage de pouvoir se reconnaître Pied-noir. Voici quelques exemples :

- Un vrai Pied-noir est celui qui est en Algérie depuis trois générations.
- Un Pied-noir est celui qui est né lui-même en Algérie.
- Pied-noir est un terme négatif pour regrouper et distinguer les Français d'Algérie des Français de métropole. Personne n'est réellement pied-noir.

Une autre version intéressante au sujet de ce terme, est la version de l'OAS dont nous citons un extrait ci-dessous.

C'est le fils d'un des soldats venus défendre l'honneur de la France [avec les références à 1914, 1940 et 1943], c'est le fils d'un de ces nombreux Français venus se réfugier d'Alsace ou de Lorraine après 1870 sur cette terre inculte [...], cela pour demeurer Français. C'est aujourd'hui ce Français méprisé, insulté, [...], qui souffre [...]. Le Pied-Noir, c'est le Français chrétien ainsi appelé tout simplement parce que ses grands-parents portaient des souliers

²² Mannoni, *ibid.*, p. 8

noirs faisant contraste avec les pieds nus sur les babouches colorées des indigènes.²³

Ce terme est par conséquent difficile à définir puisque son sens change selon les personnes à qui on demande de le définir, de même que selon les livres consultés. Un dernier exemple au sujet du terme « pied-noir », nous avons choisi de le prendre dans le livre de Daum, dans une partie où il aborde justement les « difficultés » du terme :

On peut, par contre utiliser « Pieds-noirs » comme synonyme de « Français d'Algérie », mot qui rassemble Européens et Juifs sous la même nationalité française. Par contre, on devrait en théorie s'interdire d'utiliser « Pieds-noirs » pour désigner ceux qui ont fait le choix de ne pas quitter leur pays au moment de son indépendance, puisqu'ils ne font justement pas partie des Rapatriés.²⁴

3.3 Pourquoi les Pieds-noirs se sont-ils installés en Algérie et d'où venaient-ils ?

Nous connaissons tous l'histoire du « coup d'éventail » porté par le dey Hussein à la figure du consul français, Deval, après que le gouvernement français avait refusé d'honorer une créance remontant au Directoire²⁵ – la prétendue raison pour laquelle la France a décidé de conquérir l'Algérie et par la suite a fini par s'y installer. Cette explication est bien entendu la plus connue, mais il se peut que cela ne soit pas la vraie motivation. En tout cas ce n'est pas la seule explication qu'on puisse trouver dans les livres ou entendre dans des documentaires ou même chez les Pied-noirs. Il s'avère que d'autres explications, peut-être plus vraisemblables existent, comme la motivation politique. Ou une autre version encore, qui peut renvoyer aussi au intérêt politique, la version officielle de Charles X, revendiquant que la raison principale du débarquement était liée au souhait de mettre fin à la piraterie et au trafic d'esclaves qui se manifestaient en Algérie dans cette période.

Ce faisant, Charles X et ses ministres visaient surtout à donner aux Bourbons et au drapeau blanc le prestige extérieur qui lui avait toujours fait défaut et

²³ Une citation du tract de l'OAS diffusé à l'attention des métropolitains, ayant le titre : *Qu'est-ce qu'un Pied-Noir ?* dans Jordi, *Les Pieds-noirs*, p. 22

²⁴ Daum, *Ni valise ni cercueil : les Pieds-noirs restés en Algérie après l'indépendance*, p. 21

²⁵ Droz., Lever, *Histoire de la guerre d'Algérie 1954-1962*, p. 11

une popularité intérieure que la formation du ministère Polignac avait réduite à néant.²⁶

Quoi qu'il en soit, des Français venant d'un peu partout en France, ont fini par s'y installer. Certains espéraient avoir une meilleure vie là-bas, comme des Alsaciens, qui ont refusé l'annexion de l'Alsace-Lorraine par l'Allemagne. D'autres personnes ont choisi la solution qui leur semblait la moins pire : soit aller en prison, soit peupler l'Algérie. Et d'autres encore, les quarante-huitards idéalistes et révolutionnaires qui n'ont guère eu de choix. Ils ont été chassés ou directement déportés en Algérie où ils n'ont pas eu un accueil chaleureux par les administrateurs et les colons.²⁷

Les Français n'étaient cependant pas les seuls à s'installer en Algérie. Quand on parle de ces Français d'Algérie, ces Pieds-noirs, nous parlons d'un groupe qui semble provenir de plusieurs lieux. La plupart des livres parlent de Malte, de l'Espagne et de l'Italie. Cependant certains livres parlent aussi de l'Allemagne, de la Suisse, de la Grèce et d'autres encore. Ces populations sont arrivées avec un incontestable savoir-faire. Mais bien avant que les Français ou les autres populations européennes ne mettent leurs pieds sur le sol algérien, il y avait les Juifs. Les Juifs étaient présents en Algérie depuis plusieurs siècles. Ceci à cause d'un événement en 1492 – la fameuse expulsion des Juifs d'Espagne, qui les forcera à partir ailleurs. Plus tard ils seront intégrés dans l'Algérie française grâce au décret Crémieux de 1870.²⁸ Tous d'origines différentes, partis pour des raisons différentes, réunis sous un seul drapeau, le drapeau français. Tous élevés et instruits dans la vénération de la France.²⁹

L'Algérie a fait l'objet d'un peuplement essentiellement méditerranéen. Aussi n'y eut-il pas que les Français à s'expatrier. Tout au long de la colonisation bon nombre d'étrangers quittèrent leur pays, généralement pauvre, pour tenter l'aventure. Ils furent à un moment si nombreux que la France crut bien de les naturaliser puis d'essayer de les intégrer.³⁰

²⁶ Droz., Lever, *loc.cit.*

²⁷ Darmon, *Un siècle de passions algériennes : Une histoire de l'Algérie coloniale 1830-1940*, p. 19

²⁸ Le prix à payer : « [...] le détachement d'avec leur situation communautaire religieuse et l'entrée individuelle dans la cité française. » (Stora, *L'impossible neutralité des Juifs d'Algérie*, p. 291)

²⁹ Cardinal, *Les Pieds-Noirs*.

³⁰ Etienne, *Les Européens d'Algérie et l'indépendance algérienne*, p. 42

3.4 Comment vivaient-ils avec la population algérienne autochtone ?

Les Pieds-noirs en Algérie ne vivaient pas qu'en ville et entre Européens. Beaucoup d'Européens vivaient en communauté mixte, ce qui signifiait vivre avec les Algériens ou en commune mixte³¹ et même à la campagne, dans des petits lieux perdus. Nombreux sont ceux qui avaient une forme d'interaction avec les Algériens dans la vie quotidienne, soit à travers le travail, soit à l'école, soit pendant le temps libre ou dans le quartier. Selon certaines représentations, il semble que les Pieds-noirs et les Algériens aient vécu en « parfaite harmonie » et peut-être que pour certaines personnes c'était effectivement le cas, mais pas pour tout le monde.

« Quand un Algérien se disait Arabe, les juristes français lui répondaient : non, tu es Français. Quand il réclamait les droits des Français, les mêmes juristes lui répondaient : non, tu es Arabe ! »³²

3.4.1 Les inégalités

Même si les Pieds-noirs et les Algériens pouvaient vivre côte à côte et également se fréquenter, ils ne bénéficiaient pas tout à fait des mêmes privilèges et droits. Quand ils se battaient pendant les guerres, sous le drapeau français, ils étaient peut-être égaux, mais guère dans la vie quotidienne.

Dès le début de la colonisation, les Algériens autochtones, aussi appelés « indigènes », ont eu leur propre code, 'le Code de l'indigénat', qui a été aboli seulement après la deuxième guerre mondiale. Ce code les privait de certaines libertés ainsi que de droits politiques. Après son abolition, la situation s'est améliorée, mais les différences n'ont pas tout à fait disparu, les Algériens ne pouvant encore profiter de tous les « privilèges » qu'avaient les Européens. Par

³¹ Les communes mixtes furent instituées dans les régions où la population musulmane était très nombreuse et la population européenne très réduite. L'autorité était exercée par un administrateur, fonctionnaire nommé par le Gouvernement général, qui est officier de l'état civil, officier de police judiciaire, qui représente la commune en justice, prépare et exécute son budget, nomme aux emplois communaux, prend des arrêtés. Il est assisté d'administrateurs adjoints. :

http://anom.archivesnationales.culture.gouv.fr/ark:/61561/au112snp.classification=Guerre_d_Algerie

³² Citation de Ferhat Abbas dans Stora., Quemeneur, *Lettres, carnets et récits des Français et des Algériens dans la guerre*, p. 17

exemple, afin de devenir Français, il fallait renoncer à son statut personnel, ce qui explique que seulement 7 000 Algériens ont été naturalisés entre 1865 et 1962.³³

Les différences se voyaient aussi dans les offres ainsi que dans les salaires. D'après le livre de Stora et Quemeneur³⁴, en 1945 seulement 11% des enfants algériens étaient scolarisés et dans ce pourcentage la plupart étaient des garçons. Alors que toutes les familles algériennes n'avaient pas les moyens d'envoyer leurs enfants à l'école et que l'administration française n'avait pas fait en sorte que tout le monde puisse être scolarisé, les enfants européens allaient à l'école. La grande majorité des enfants algériens aidaient à la maison ou dans les champs. Ceux qui en avaient les moyens ont bien entendu aussi choisi l'alternative d'envoyer leurs enfants à l'école coranique. La situation s'est améliorée après la deuxième guerre mondiale du fait que l'offre de scolarisation s'ouvra à tous à l'école publique. Cependant, étant donné que les écoles étaient pour la plupart situées dans les villes et que la population algérienne résidait surtout à la campagne, la disparité entre les Européens scolarisés et les Algériens non scolarisés persistait. « Lorsque commence la guerre d'Algérie, plus de neuf Algériens sur dix ne savent ni lire ni écrire en français. »³⁵

De la même manière que les Pieds-noirs avaient un salaire inférieur à celui des Français de la métropole, les Algériens avaient dans la plupart des cas un salaire inférieur aux Pieds-noirs.

3.4.2 La vie quotidienne

Selon ce que nous avons pu lire, entendre par nos témoins et voir dans des documentaires, bien que les Pieds-noirs ne fréquentent pas beaucoup les Algériens, les relations entre les populations restaient cordiales et il était courant pendant les fêtes religieuses de donner des petits cadeaux ou des gâteaux aux voisins. D'autres qui avaient des rapports plus proches, avouent que ces rapports se sont compliqués au déclenchement de la guerre. Quand bien même dans les deux cas, même en ayant du respect pour l'autre, ils admettent que les mariages mixtes étaient hors de question. Il n'était donc généralement jamais possible de tout partager entre les populations, même si certains l'ont probablement fait.

D'après Bruno Etienne, la cohabitation entre les Européens et les Algériens, était une cohabitation fictive. Parmi les choses évoquées qui le justifient, il dit d'abord que le

³³ Ldh Toulon, Le code de l'indigénat dans l'Algérie coloniale : <http://www.ldh-toulon.net/spip.php?article527>

³⁴ Stora., Quemeneur, *ibid.*

³⁵ Stora., Quemeneur, *ibid.*, p.21

pourcentage de Musulmans parlant français ainsi que le pourcentage d'Européens parlant arabe algérien n'était pas très élevé. Ce qu'il constate d'après une étude faite en 1955 sur la cohabitation en Algérie.³⁶ Par conséquent la communication n'était pas toujours facile. « Les conditions sont défavorables à l'altération des frontières ethniques, parce que la ligne de séparation par la langue coïncide à peu près avec la séparation religieuse et raciale. »³⁷ Même sans une discrimination officielle, les populations ne se mélangeaient pas beaucoup. Pour la plupart ils vivaient dans des quartiers différents, les Arabes fréquentaient peu les bals et les Européens n'allaient pas voir des films ou des pièces de théâtre en arabe. De plus les mariages mixtes, qui à son avis auraient pu faciliter le rapprochement des communautés, étaient comme on l'a déjà constaté, très peu répandus. Il ajoute pourtant que les relations entre les populations dans le bled étaient un peu différentes. Les contacts étaient plus nombreux, parce qu'ils étaient plus faciles. « [...] colons, instituteurs, forestiers etc., parlent généralement l'arabe algérien. »³⁸

Ceci dit, ce qu'on peut constater est qu'en dépit des différences culturelles, linguistiques et religieuses entre les Européens, ainsi qu'entre les Européens et les Algériens, les populations se sont influencées mutuellement. Nous avons pu en trouver des exemples dans leur langue : un emprunt de mots arabes, ainsi que de langues latines (espagnole, italien, maltais etc.) a donné naissance au pataouète, un français dialectal de l'Algérie.³⁹ La cuisine, même si elle reste plutôt européenne et en particulier française, s'est aussi laissé inspirer. Parmi les multiples coutumes et petits éléments qui se partageaient, nous avons l'importance de la famille et des valeurs familiales. La famille est sacrée en Algérie, ce que beaucoup de Pieds-noirs semblent avoir des difficultés à retrouver chez les Français en arrivant en métropole. Également le reflet un peu « macho » dans leur façon de regarder, draguer et protéger la femme. Cette cohabitation fait donc que les Européens d'Algérie, même s'ils étaient de vrais patriotes français, qui essayaient de vivre « à la française », ont logiquement été marqués par les autres cultures qui les entouraient.

³⁶ Etienne, *Les Européens d'Algérie et l'indépendance algérienne*, p. 54

³⁷ Etienne, *ibid.*, p. 54-55

³⁸ Etienne, *ibid.*, p. 55

³⁹ Mannoni, *Les Français d'Algérie : Vie, mœurs, mentalités de la conquête des Territoires du Sud à l'indépendance*.

3.4.3 Les Pieds-noirs, tous des riches colons ?

Il y avait quelques hommes d'affaires, provenant des grandes familles importantes, comme les Bourgeaud, Schiaffino et Blachette. Toutefois, ils n'étaient pas en majorité. Même si plus fortunés que les Algériens, il s'avère que les Pieds-noirs n'avaient pas forcément des emplois prestigieux. Ils travaillaient entre autres comme petits fonctionnaires ou ouvriers.

Pendant le temps libre, parmi les activités les plus courantes, il y avait le cinéma en hiver, mais aussi en été à l'extérieur et les bars. Il y avait également des bals et des fêtes des villages. Par ailleurs les activités sportives n'ont pas été sans importance ainsi que les sorties à la plage et la campagne pour de nombreuses familles.

4 Les éléments qui ont pu influencer le choix des Pieds-noirs de rester ou de partir

Après plus d'un siècle de colonisation de l'Algérie et de cohabitation entre la population européenne et la population algérienne, et après une longue guerre de presque huit ans, le jour du cessez-le-feu arriva. Comme notre mémoire ne traite pas la guerre d'Algérie, mais le sort des Pieds-noirs, nous n'allons pas entrer dans les détails du déroulement de la guerre. Cependant nous trouvons utile de décrire dans cette partie la situation au jour du cessez-le-feu, le 19 mars 1962, ainsi que de présenter divers éléments qui auront pu influencer le choix des Pieds-noirs de partir ou de rester.

4.1 De Gaulle

4.1.1 De Gaulle – le retour

En février 1958, l'aviation française bombarde le village tunisien de Sakhiat, près de la frontière algérienne. Le prétexte en est qu'il abrite un camp du FLN-ALN, d'où serait partie une attaque en territoire algérien. L'aviation française fait valoir son droit de poursuite. La Tunisie était devenue, à l'époque, un État indépendant, et parmi les nombreuses victimes des bombes françaises on ne compte que des civils, dont beaucoup d'enfants, mais aucun combattant FLN-ALN. Le scandale diplomatique est énorme, habilement exploité par la Tunisie. Pour aider la France à sortir de cette crise, les Américains et les Britanniques proposent leurs "bons offices", c'est-à-dire de servir d'intermédiaires pour engager des négociations politiques avec le FLN. Après quatre semaines de crise gouvernementale en France, Pierre Pflimlin, qui semble être prêt à accepter ces "bons offices", s'apprête, le 13 mai, à demander l'investiture du gouvernement qu'il a constitué. À peu près au même moment on apprend que le FLN a exécuté trois soldats français capturés. La colère et l'inquiétude des Français d'Algérie débouchent sur de violentes manifestations, notamment à Alger. Avec le soutien de l'armée un Comité de Salut public est créé, et il sera présidé par le général Massu. Un appel est lancé pour le retour du général de Gaulle. Celui-ci finit par former un nouveau gouvernement le 29 mai. On voit en lui le sauveur de l'Algérie française. Malheureusement pour ceux qui le croyaient, il ne l'a pas été.

À ce moment, presque tous les acteurs du 13 mai croyaient avoir sauvé l'Algérie française en même temps que la France, mais déjà quelques esprits bien informés savaient que le général de Gaulle avait d'autres intentions au sujet de l'Algérie.⁴⁰

4.1.2 L'homme qui allait sauver l'Algérie française

De Gaulle a été rappelé au pouvoir par les partisans de l'Algérie française afin de sauver l'Algérie, même si en réalité il avait probablement cessé de croire à son avenir. Il est difficile de dire avec certitude si le changement de la politique gaullienne a eu lieu au cours des années 1958-1962 ou s'il prévoyait l'indépendance dès le début. Il se peut qu'il ait changé de politique quand il s'est rendu compte que sauver l'Algérie française allait être compliqué et coûter très cher. Ou peut-être que sa décision de donner l'indépendance à l'Algérie avait été prise dès le début, et que ce n'est que petit à petit, pendant ses années au pouvoir, qu'il a compris comment il fallait procéder pour y arriver. Ou encore qu'il savait exactement comment il allait atteindre son but : la France sort de l'Algérie et la laisse choisir son propre destin. Plusieurs options existent. Nous ne pouvons pas être sûrs de ses intentions d'origine, mais nous savons que ce brusque changement de politique a été mal reçu en Algérie et que les Français d'Algérie se sont posés des questions.

D'après ce que nous avons pu en tirer des documents consultés, la méfiance des gens peut se comprendre. Voyant l'évolution de la politique gaullienne et prenant connaissance de témoignages de divers personnages importants – journalistes, et ministres de De Gaulle – nous avons eu la confirmation de l'ambiguïté de la politique gaullienne.

Selon Pervillé⁴¹, de Gaulle connaissait bien la situation en Algérie depuis des années et il était donc bien informé avant qu'il ne reprenne le pouvoir en 1958. Il s'est avéré que même avant 1958, il s'était exprimé sur l'affaire algérienne en ne se disant pas totalement en faveur de garder l'Algérie. Ceci entre autres parce que l'Algérie coûtait cher et parce qu'il était sceptique sur l'intégration de la population algérienne.

Sa politique a connu trois phases avant d'arriver à l'indépendance. La première va de juin 1958 à septembre 1959 pendant laquelle ses discours ont été principalement en faveur de

⁴⁰ Pervillé, *Les accords d'Évian (1962) : Succès ou échec de la réconciliation franco-algérienne (1954-2012)*, p. 53

⁴¹ Pervillé, *ibid.*

l'Algérie française et l'intégration. La deuxième va du discours sur l'autodétermination le 16 septembre 1959 jusqu'au référendum du 8 janvier 1961, où un nouveau tournant de la politique algérienne a été pris et le destin de l'Algérie a été mis entre les mains des habitants de l'Algérie. Et finalement, la dernière étape va du 8 janvier 1961 jusqu'au 18 mars 1962, quand on engage la négociation du cessez-le-feu avec le FLN, qui débouche sur les accords d'Évian et l'indépendance.

En étudiant de plus près l'évolution à travers les discours et les témoignages publiés, nous avons vu que dans un premier temps, lors du discours au Forum d'Alger le 4 juin 1958, de Gaulle a précisé qu'il y avait en Algérie « dix millions de Français à part entière »⁴² et il a lancé sa fameuse phrase : « Je vous ai compris ! ». Ensuite il a fait un discours toujours rassurant le 6 juin à Mostaganem où il a dit : « Vive l'Algérie française ! » Ces deux discours, ainsi que d'autres, ont confirmé que de Gaulle était celui qu'on attendait, le sauveur de l'Algérie française. Presque tous les Pieds-noirs y croyaient. Ils étaient pleins d'espoir. Mais cet espoir n'a pas persisté, il s'est assez vite écroulé et transformé en un doute, un espoir graduellement détruit par les discours de De Gaulle qui suivirent et changèrent progressivement. Un changement qui est surtout marqué par le discours radiotélévisé le 16 septembre 1959, où de Gaulle a prononcé le mot « autodétermination » et où il a exprimé l'importance du choix libre des Algériens de décider leur avenir. Sur le moment, ceci a probablement paru choquant. Cependant, il semble que de Gaulle ait recherché le contact avec les chefs « rebelles » dès le début, nonobstant certaines réactions négatives.⁴³ Ensuite en 1960, il a compris qu'une solution pour l'Algérie ne pouvait pas s'obtenir sans une négociation avec le FLN.

Tous ont pu percevoir un changement d'attitude dans la politique gaullienne. D'abord une attitude qui rassurait les Européens en Algérie, puis une attitude plutôt en faveur de la population algérienne musulmane. Il faut, à ce sujet aussi, rappeler le talent rhétorique du général, qui faisait de lui le maître de l'ambigu, ce que confirment de nombreux témoignages. Parmi ces témoignages, il y a ceux de Pierre Laffont, directeur de *l'Écho d'Oran* et député d'Oran, d'Alain Peyrefitte, homme intellectuel et politique, plusieurs fois ministre et collaborateur très apprécié de De Gaulle, et de Michel Debré, gaulliste historique et Premier

⁴² Pervillé, *ibid.*, p.59

⁴³ « Dès la formation de son gouvernement, à la fin mai, le nouveau président du Conseil fit venir l'ancien président de l'Assemblée algérienne, Abderrahmane Farès, pour lui demander son avis sur le problème algérien : celui-ci répondit que la seule solution était une négociation loyale avec le FLN. » (Pervillé, *ibid.*, p. 60)

ministre à partir de 1959. À travers le témoignage de Pierre Laffont⁴⁴, étayé par les recherches de Pervillé⁴⁵ ainsi qu'un article du journal anglais, *The Independent*⁴⁶, il apparaît dans une première conversation, à l'origine confidentielle, en avril 1959, que de Gaulle ne voulait pas lâcher l'Algérie et qu'il ne souhaitait absolument pas négocier avec les « rebelles ». Cette conversation a par la suite été publiée alors qu'elle n'aurait pas dû l'être. Malgré ce que de Gaulle a dit dans cette première conversation confidentielle, en septembre de la même année, il a lancé « l'autodétermination » et en 1960 engagé une négociation avec justement les « rebelles ». Une deuxième conversation avec de Gaulle a eu lieu en 1960. Cette conversation n'aurait pas dû être publiée non plus. D'après Laffont, sans qu'il approuve, son texte a été enregistré sur un magnétophone et vendu à l'OAS, qui par la suite l'a publié.⁴⁷ Cette deuxième conversation attestait que de Gaulle désirait se débarrasser de l'Algérie parce qu'il ne croyait pas en la « bonne intégration » et ne comprenait pas ceux qui comparaient l'Algérie avec le comté de Nice et la Savoie, vu que ces deux territoires étaient réellement peuplés de Français.

Ensuite Alain Peyrefitte a aussi pu faire, à travers ses notes d'entretien avec de Gaulle, qui ont été publiées dans trois volumes bien plus tard (1994, 1997 et 2000), des révélations intéressantes. Nous avons trouvé un passage chez Peyrefitte qui contredit ce que de Gaulle aurait dit à Laffont quelques semaines plus tard.⁴⁸ Peut-être qu'il était dans le doute, qu'il ne savait pas ce qui pourrait être la meilleure solution pour la France et l'Algérie ? Toutefois, il semble, dans la conversation avec Peyrefitte, qu'il ait voulu se débarrasser de l'Algérie, entre autres par peur d'une forte immigration en France de ces 'futurs Français'.

Si nous faisons l'intégration, si tous les Arabes et Berbères d'Algérie étaient considérés comme Français, comment les empêcherait-on de venir s'installer en métropole, alors que le niveau de vie y est tellement plus élevé ? Mon village ne s'appellerait plus Colombey-les-Deux-Églises, mais Colombey-les-Deux-Mosquées.⁴⁹

Le troisième témoignage qui a confirmé cette politique ambiguë, est celui de Michel Debré. Son témoignage n'a pourtant pas été du même genre que les deux autres, peut-être puisque son

⁴⁴ CAS – 070 LAF : entretien avec Pierre Laffont, fait par Jean Monneret, CDHA.

⁴⁵ Pervillé, *ibid.*

⁴⁶ Johnson, Obituary : Pierre Laffont, <http://www.independent.co.uk/news/people/obituary-pierre-laffont-1499519.html>

⁴⁷ CAS – 070 LAF : entretien avec Pierre Laffont, fait par Jean Monneret, CDHA.

⁴⁸ Dans la première conversation avec Laffont.

⁴⁹ Conversation : Peyrefitte, *C'était de Gaulle* (tome 1), p. 68

rôle et son rapport avec de Gaulle étaient différents du fait qu'il était son premier Premier ministre et donc l'un de ses plus proches collaborateurs. Dans son livre *Entretiens avec le général de Gaulle : 1961-1969*, il partage ses réflexions ainsi que des conversations avec de Gaulle, sur la politique algérienne, sur les problèmes et possibilités qui existaient. Dans ce livre, Debré révèle les pensées de De Gaulle, ses hésitations, ses doutes, ses troubles et ses réflexions sur le problème algérien – comment procéder pour respecter les intérêts des deux pays et pour qu'ils maintiennent de bons rapports. « J'ai senti et, en quelque sorte, touché du doigt les hésitations du Général concernant l'affaire algérienne. »⁵⁰

De Gaulle n'a certainement pas été insensible à ses collaborateurs, d'hommes politiques et d'autres personnalités publiques influentes qu'il a consultés, même s'il a été seul à prendre ses décisions. Il n'a pas non plus été insensible aux critiques de plus en plus vives de l'opinion internationale dont le FLN a su gagner la sympathie ou le soutien. Selon Stora « De Gaulle a souvent agi sous la pression de l'ONU et surtout des États-Unis. »⁵¹

Mais même si les conseils, les consultations et les pressions internationales allaient de plus en plus dans le sens de l'indépendance de l'Algérie, il a fallu à de Gaulle quatre ans pour la faire accepter. Comme le dit Stora : « De Gaulle voulait sortir de l'engrenage colonial pour garantir au mieux les intérêts de la France et préserver son influence dans le monde. Mais il a dû composer, comme tout homme politique, avec le réel. »⁵²

4.2 Les accords d'Évian

*Tout d'abord le gouvernement français n'a jamais reconnu le G.P.R.A. (bien que 30 pays l'aient fait), mais a traité avec le F.L.N. [...] Le fait que le G.P.R.A. n'ait pas été signataire des « Accords » d'Evian permet à la France de conserver la souveraineté en Algérie jusqu'à la proclamation solennelle de l'Indépendance (3 juillet 1962).*⁵³

Grâce à ou malgré de Gaulle, sa politique ambiguë a débouché sur la négociation. Selon les Algériens cette négociation a été menée avec le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), formé le 19 septembre 1958 par le Front de libération nationale (FLN).

⁵⁰ Debré, *Entretiens avec le général de Gaulle : 1961-1969*, p. 17

⁵¹ Stora, *De Gaulle et la guerre d'Algérie*, p. 11

⁵² Stora, *ibid.*, p. 186

⁵³ Etienne, *Les Européens d'Algérie et l'indépendance algérienne*, p. 215

Cependant la vérité est que le gouvernement français n'a jamais voulu reconnaître le GPRA et déclare avoir négocié avec le FLN. Ces négociations ont abouti à la signature des accords d'Évian et à la mise en place d'un cessez-le-feu, qui est entré en vigueur le 19 mars 1962. On a d'ailleurs souvent reproché à de Gaulle d'avoir choisi le FLN comme seul interlocuteur dans cette négociation. Certains se sont demandés pourquoi il n'avait pas essayé de trouver d'autres interlocuteurs avec qui négocier ou de réunir plusieurs interlocuteurs, pour ne pas négocier avec le FLN seulement. Le FLN ne représentait évidemment pas tous les Algériens. Tous n'étaient pas favorables au FLN, nombreux sont ceux qui en avaient même peur et il y avait d'autres interlocuteurs possibles, comme le Mouvement national algérien (MNA). Ceci dit, le FLN était le représentant le plus marquant, le plus puissant, celui qui s'était imposé en quelque sorte comme le seul représentant, le représentant incontournable dans une négociation pour la paix, ainsi que pour l'avenir de l'Algérie. D'ailleurs, il a exigé d'être reconnu comme le seul interlocuteur, ce qui excluait la possibilité de négocier avec d'autres interlocuteurs.

4.2.1 Qu'est-ce que les accords d'Évian ?

Brièvement et concrètement, les accords d'Évian sont un document de 93 pages signé page par page le 18 mars 1962 par les délégués français Louis Joxe, Robert Buron et Jean de Broglie, ainsi que par le chef de la délégation du FLN et vice-président du GPRA, Belkacem Krim.

Le document comporte :

- l'accord sur le cessez-le-feu ;
- les textes relatifs à l'organisation et aux garanties de l'autodétermination ;
- des déclarations d'intention dans l'hypothèse d'une Algérie indépendante coopérant avec la France.⁵⁴

Le but de la signature de ces documents était de mettre fin à la guerre, à la violence – un cessez-le-feu, qui allait entrer en vigueur le 19 mars 1962 à 12 heures. Ces accords étaient une

⁵⁴ Pervillé, *Les accords d'Évian (1962) : Succès ou échec de la réconciliation franco-algérienne (1954-2012)*.

nouvelle étape dans la coopération franco-algérienne, envisageant une éventuelle indépendance.

Telle était bien l'idée, mais la réalité fut toute autre.

4.2.2 L'annonce du cessez-le-feu

Parfois on pourrait se demander pourquoi les accords d'Évian et le cessez-le-feu n'ont pas été respectés. Peut-être que les acteurs ne voulaient pas les respecter puisqu'ils n'étaient pas d'accord ou puisqu'ils ne les connaissaient pas suffisamment pour pouvoir les respecter ? Nous n'allons pas prétendre que tous connaissaient les détails des accords, cependant tous savaient que le cessez-le-feu avait été signé. En effet, nous avons pu constater à travers les archives du CDHA⁵⁵ de même que par ce que nous avons pu lire, que le cessez-le-feu a été largement annoncé et les accords publiés. Pas forcément le jour même du cessez-le-feu et non plus en entier, mais ils ont été publiés dans de nombreux journaux en France et en Algérie et annoncés à la radio et la télévision.

Le cessez-le-feu est annoncé par les signataires, mais aussi par d'autres instances, et à un large public. Pour en mentionner quelques-uns : Louis Joxe⁵⁶ a annoncé le cessez-le-feu à Évian en fin d'après-midi le 18 mars 1962, aux journalistes convoqués à l'Hôtel du Parc. Belkacem Krim l'annonça dès l'arrivée à sa résidence en Suisse. La déclaration fut diffusée par l'agence Algérie Presse Service du GPRA à Tunis. De même, le général de Gaulle a fait un petit discours radiotélévisé le soir même. Les trois ne l'ont pas annoncé de la même façon ni mis l'accent sur les mêmes points. Pour donner un exemple : Joxe a précisé qu'il y a eu un long travail et que les accords ont été rédigés avec l'intention d'aboutir à une éventuelle indépendance etc. Belkacem Krim a donné l'impression que la lutte était finie et l'indépendance déjà gagnée. Tandis que le discours de De Gaulle a été entre autres une annonce du référendum pour la ratification des accords conclus. Par la suite, les diverses déclarations ont continué et ont été précisées. La nouvelle a aussi été diffusée entre autres par les chefs des troupes militaires des deux côtés et bien sûr, comme nous l'avons déjà mentionné, par les journaux, la radio et la télévision.

⁵⁵ Articles de journaux au CDHA.

⁵⁶ Ministre des Affaires algériennes de 1960 à 1962, chef de la délégation française à Évian.

Il semble que tous les quotidiens parisiens datés du 19 ou 20 mars aient attribué une place en première page à l'annonce du cessez-le-feu et aux Accords d'Évian. Ici aussi chacun a choisi sa propre façon de le faire. Certains ont choisi de ne donner que l'information, d'autres ont joint des commentaires plus ou moins favorables. D'autres encore ont essayé d'en tirer des leçons pour le futur. Les différences étaient évidemment frappantes entre les journaux de gauche, comme le quotidien communiste *L'Humanité*, qui annonça une victoire, et ceux de droite, comme *L'Aurore*, qui se montraient plutôt « angoissés » par les accords.

La presse française en Algérie a choisi un style plutôt informatif. Malheureusement, une grève générale proclamée par l'OAS dès qu'elle a connu les accords, a suspendu la publication de plusieurs quotidiens. Deux quotidiens algérois, *Le Journal d'Alger* et *La Dépêche d'Algérie*, ont pourtant réussi à publier la « déclaration des garanties », le 18 mars, avant même que la signature n'ait eu lieu.⁵⁷ De l'autre côté, le journal *El Moudjahid* ⁵⁸, l'organe du FLN, a sorti un numéro spécial, incluant entre autres un extrait de l'appel du président du GPRA, Ben Khedda, la déclaration de Belkacem Krim et une rétrospective des sept ans de lutte.

Les accords allaient entre autres protéger la population européenne en Algérie, afin qu'elle puisse rester ou au moins ne pas se sentir menacée.

Nul ne peut être inquiété, recherché, poursuivi, condamné ni faire l'objet de décision pénale, de sanction disciplinaire ou de discrimination quelconque en raison d'actes commis en relation avec les événements politiques survenus en Algérie avant le jour de la proclamation du cessez-le-feu.⁵⁹

Nous n'allons pas discuter la qualité des accords d'Évian et si tous les éventuels problèmes ont été considérés. Néanmoins, nous allons mettre l'accent sur un fait. Malgré les multiples déclarations de garantie, le nombre de morts n'a ironiquement pas diminué après le cessez-le-feu. Selon l'historien Jean-Jacques Jordi⁶⁰, il y a eu plus d'enlevés et de disparus entre le 19 mars et la fin mai 1962 qu'entre novembre 1954 et le 18 mars 1962. Ceux qu'on accuse souvent d'avoir violé le cessez-le-feu et les accords d'Évian, sont l'OAS et le FLN, plus que les populations européenne ou autochtone. Ce qui est confirmé par plusieurs livres, dont celui

⁵⁷ Pervillé, *loc.cit.*

⁵⁸ Pour plus de détails, voir : <http://www.elmoudjahid.com/fr/static/apropos>

⁵⁹ Malek, *L'Algérie à Évian : Histoire des négociations secrètes 1956-1962*, p. 331

⁶⁰ Jordi, *Un Silence d'État : Les disparus civils européens de la guerre d'Algérie*, p. 35

de Jordi : « Ces accords étaient à peine signés qu'ils étaient contestés par l'OAS et par l'état-major général de l'ALN puis par le FLN lui-même quelques jours après les avoir approuvés. »⁶¹

4.3 Le FLN et l'OAS

4.3.1 Le FLN

Plusieurs partis politiques nationalistes existaient en Algérie avant la guerre, mais presque tous ont fini par s'unir en un seul parti, le FLN, qui s'est proclamé le seul vrai représentant du peuple algérien. Les origines du FLN remontent jusqu'en 1953-54. D'après Ben Khedda⁶² après une crise en 1953-54, qui a opposé le Comité Central du PPA-MTLD⁶³ à Messali Hadj⁶⁴, il y a la naissance d'une troisième tendance, le Comité révolutionnaire d'unité et d'action (CRUA), qui voulait sortir le parti de son « immobilisme ». Le CRUA s'est par la suite doté d'un organe exécutif : le Comité des « six », qui au nom du FLN déclenchait l'insurrection algérienne le 1^{er} novembre 1954. Ce jour-là le sigle du FLN est apparu pour la première fois. Une branche armée du FLN est aussi apparue ce jour-là, l'Armée de libération nationale (ALN). Au cours de la guerre, le FLN a évolué, à la fois dans ses objectifs et sa structure. Ceci était aussi valable pour l'ALN, qui d'une armée mal organisée devient une armée organisée et structurée. Après le succès du plan Challe en 1959, une stratégie de combat en combinaison avec des actions de pacification, qui a eu pour but d'affaiblir le moral de même que les capacités structurelles des rebelles, les forces de l'ALN ont été obligées de se contenter de pratiquer incursions et harcèlements à partir de bases situées de l'autre côté des frontières tunisienne et marocaine.

Qui était le FLN ? Le FLN était au départ dirigé par neuf chefs historiques, ayant tous certains traits en commun. Il semble qu'ils aient tous été rebelles à la loi, tous avaient un passé militaire de même que clandestin et étaient devenus des experts de la révolution, leur but étant le renversement de l'ordre colonial. Ces chefs étaient les six « fils de la Toussaint rouge » : Mostefa Ben Boulaïd, Mohammed-Larbi Ben M'hidi, Rabah Bitat, Mohammed Boudiaf,

⁶¹ Jordi, *ibid.*, p. 33

⁶² *Les Accords d'Évian.*

⁶³ Le MTLD était le principal parti nationaliste en Algérie.

⁶⁴ Le fondateur et principal dirigeant du parti.

Mourad Didouche, Belkacem Krim et à ces six s'ajoutent Hocine Aït Ahmed, Ahmed Ben Bella et Mohammed Khider qui se trouvaient en exil au Caire.

A la différence du MTLD, la violence règne souvent au FLN dans une ambiance dans laquelle s'imposent les relations personnelles, les stratégies régionalistes, les alliances de clan à clan, les humeurs de tel ou tel dirigeant, les chausse-trappes et les conspirations.⁶⁵

Dans le bled le FLN s'engage dans une guerre de guérilla dite révolutionnaire relativement classique. Dans les villes il a relativement tôt recours à la terreur, notamment à Alger. Pour commettre ses attentats il a volontiers recours aux femmes. En effet, de jeunes Algériennes d'apparence européenne, militant pour l'indépendance, ont servi de porteuses de bombes. Les bombes ont été placées dans des lieux fréquentés par les Européens. Les deux attentats les plus connus du FLN, qui ont fait beaucoup de victimes, sont ceux du Milk Bar le 30 septembre 1956 et du Casino à Alger le 3 juin 1957.

Les autres méthodes du FLN ont été : menaces de mort, incendie de maisons, assassinats et enlèvements. Cette violence a frappé aussi bien les Européens que les Algériens accusés d'être des ennemis de la cause indépendantiste.

4.3.2 L'OAS – les seuls à se battre pour les Pieds-noirs ?

Suite à des discussions entre le général Salan, Pierre Lagaillarde et Jean-Jacques Susini, l'Organisation armée secrète (OAS) a été créée à Madrid en janvier 1961. L'OAS était un moyen pour les « activistes » civils et militaires – ultras de l'armée, Pieds-noirs et militants de la droite antigauilliste en métropole, de se regrouper pour essayer de bloquer les négociations et lutter pour l'Algérie française. Entre la date de création de l'organisation et le cessez-le-feu, ils ont entre autres contribué à un putsch militaire qui a été un échec. De nombreuses personnes n'étaient pas d'accord avec la politique gaullienne depuis que de Gaulle avait prononcé le mot « autodétermination », parmi eux, les généraux Challe, Jouhaud, Zeller et Salan. Les quatre généraux, soutenus par une partie de l'armée de métier, ont essayé de faire un coup d'État à Alger et de mettre de Gaulle devant le fait accompli. Cependant le coup ne touche qu'Alger, il est mal préparé, il ne fait pas basculer les autres forces armées dans la révolte, et il est activement combattu par le Contingent. Il échoue donc après quelques jours.

⁶⁵ Meynier, *Le PPA-MTLD et le FLN-ALN, étude comparée*, p. 429

L'OAS est devenue visible aussi par son sigle, qui est apparu partout sur les murs, l'OAS s'est établie en France, un « Appel aux Français » a été lancé etc. Elle s'est mobilisée et s'est lancée dans une lutte désespérée, sans qu'elle réussisse à éviter l'inévitable, l'indépendance. Comme pour le FLN, la terreur a été très présente dans la lutte de l'OAS, surtout après l'échec du putsch. Une lutte armée commençant par 150 plasticages en Algérie de mai à juin 1961 et finissant par « la politique de la terre brûlée » à la suite de la proclamation des accords.

L'OAS était la contrepartie du FLN et en quelque sorte le seul défenseur des Européens de l'Algérie et de l'Algérie française, ce qui est confirmé par Pervillé : « En acceptant de négocier l'Algérie avec le FLN comme seul interlocuteur, sans même avoir obtenu l'arrêt des combats et des attentats, de Gaulle permit à l'OAS de se présenter comme le seul défenseur des Français d'Algérie. »⁶⁶ De nombreux Européens d'Algérie, se sentant trahis par la politique gaullienne, ont soutenu l'OAS. L'OAS a par la suite été beaucoup critiquée pour sa violence, et on se demande parfois si la terreur qu'elle pratiquait a pu faire peur aux Européens d'Algérie et jouer un rôle dans le grand exode.

Le FLN et l'OAS ont fini par signer un accord de cessez-le-feu le 17 juin 1962. Pourtant, avant qu'ils n'aient conclu cet accord, ils ont souvent soit été acteurs soit responsables de divers événements tragiques, comme le 26 mars et le 5 juillet. Le 26 mars, la foule des Européens d'Alger avait été encouragée par l'OAS d'aller manifester et le 5 juillet, le FLN a enlevé et massacré beaucoup d'Européens à Oran. L'armée française a dans les deux cas eu un rôle très particulier. Dans le premier, elle a tiré sur la foule et dans le deuxième, il n'y a eu presque aucune initiative de l'armée pour aider la population attaquée, puisque les ordres étaient de rester dans les casernes et de ne pas intervenir. Par conséquent, un troisième élément a pu faire réagir les Européens et influencer leur choix de partir : la soudaine absence d'une protection que l'armée française leur avait fournie jusque-là.

4.4 Les grandes familles

Comme nous l'avons vu déjà dans le troisième chapitre, les Européens d'Algérie étaient loin d'être tous riches. Pourtant il existait des familles riches et parmi elles il y en avait trois qui se distinguaient et qui par leur influence multiforme ont pu agir sur les autres Européens. En effet, en plus de contrôler la vie économique, elles jouaient un rôle politique de premier plan

⁶⁶ Pervillé, *Les accords d'Évian (1962) : Succès ou échec de la réconciliation franco-algérienne (1954-2012)*, p. 250

et contrôlaient directement ou indirectement les médias, c'est-à-dire la presse. Nous allons présenter brièvement trois hommes incarnant ces familles en y ajoutant un quatrième, lui aussi faisant partie d'une famille riche, qui s'est démarqué par ses prises de position et ses choix divergents par rapport aux trois premiers.

- Georges Blachette (1900-1980) : Georges Blachette, surnommé le « roi de l'alfa », était également député et propriétaire du *Journal d'Alger*. Il aimait se faire passer pour libéral et a appuyé les débuts politiques de Jacques Chevallier (voir ci-dessous).
- Henri Bourgeaud (1895-1963) : Henri Bourgeaud, le « Seigneur » du très important domaine viticole de la Trappe et le fabricant des cigarettes Bastos, avait bâti sa fortune sur le vin, le tabac et le liège. Il était sénateur, plutôt de tendance libérale, et contrôlait plusieurs journaux.
- Laurent Schiaffino (1897-1978) : Laurent Schiaffino était un armateur qui contrôlait une grande partie du secteur des transports. Il était entre autres président de la Chambre de commerce d'Alger. Il était aussi sénateur, de tendance conservatrice, et contrôlait comme les deux autres plusieurs journaux.
- Jacques Chevallier (1911-1971) : Jacques Chevallier était un homme politique de premier plan qui très tôt a essayé de réorienter la politique algérienne de la France dans un sens libéral. Il est né à Bordeaux et a passé son enfance aux Etats-Unis avant d'arriver en Algérie à l'âge de douze ans. Sa famille était riche et sa fortune venait entre autres de la fabrication de tonneaux et de 400 hectares de bonnes terres.

Chevallier débuta sa carrière à l'extrême droite. Il est vite devenu conseiller municipal d'El Biar, puis les autorités pétainistes d'Alger le nomment maire d'El Biar. Plus tard, soutenu par Henri Bourgeaud après la fin de la deuxième guerre mondiale, il est élu député d'Alger sur une liste de centre droit antimarxiste. Un brusque changement de politique a été marqué en 1950 quand il voulait un dialogue entre Algériens. Ceci incluant tous, les Français aussi, car à l'époque les Français d'Algérie se distinguaient des Français de la métropole par le terme « algérien ». Il a eu une brillante carrière étant maire, député et ministre de la Défense de Pierre Mendès France. Ayant changé « d'idéologie » il a été beaucoup critiqué et les Pieds-noirs ont fini par le nommer le « maire des Arabes ». En dépit de cela et ayant été chassé de sa mairie lors du putsch

le 13 mai 1958, Chevallier a résisté et a essayé de mener son combat jusqu'au bout. Même si les événements tragiques n'ont pas cessé, c'est grâce à lui que l'OAS et le FLN ont fini par signer un cessez-le-feu le 17 juin 1962. Chevallier n'a pas seulement fait des choix politiques très différents, il s'est aussi distingué par son choix de rester en Algérie après l'indépendance et être un des premiers à prendre la nationalité algérienne. « L'Algérie est mon pays. Je suis chez moi ici. J'entends y demeurer, et j'accepte dès maintenant de devenir un citoyen algérien. »⁶⁷

Ces hommes ont évidemment exercé une très forte influence sur leurs « compatriotes » en défendant tous une politique de sauvegarde de l'Algérie française, que leur position soit conservatrice ou libérale. Ils sont tous restés en Algérie jusqu'au bout, mais cela n'a pas empêché les trois premiers de commencer relativement tôt à transférer leurs activités et intérêts en France et ailleurs.

4.5 Les autorités

Dans un documentaire de Claire Feinstein⁶⁸, nous découvrons plusieurs faits, entre autres que l'État français et les Français de métropole ont peut-être aussi eu des responsabilités dans le grand exode. Une liste des activités et des activistes de l'OAS était régulièrement mise à jour, par conséquent à Paris on connaissait très bien ceux qui se battaient pour l'Algérie française sous ce « sigle ».

Qu'il y ait eu beaucoup de disparus, on n'en parle pas, mais on le sait, parce que les familles des disparus se sont adressées à toutes les instances : gendarmeries, postes militaires etc. pour déclarer ceux qu'ils avaient perdus. Et comme il y avait des listes, on a pu comparer et voir que la plupart des disparus n'y étaient pas, ce qui voulait dire qu'ils n'étaient pas non plus de l'OAS.

L'erreur a été de ne rien expliquer aux Européens qui vivaient en Algérie, personne ne leur avait expliqué l'évolution vers l'indépendance et non plus le rôle qu'ils pourraient avoir dans la nouvelle Algérie. Le résultat a été que les gens ont eu peur et se sont précipités vers les ports et aéroports.

⁶⁷ *Le Monde* du 19 juin 1962, cité dans Daum, *Ni valise ni cercueil : les Pieds-noirs restés en Algérie après l'indépendance*, p. 263

⁶⁸ Feinstein, *Les Disparus*, « *Histoire d'un silence d'Etat* » [Film documentaire].

4.6 Ceux qui sont restés et ceux qui sont partis

Dans notre première partie nous avons présenté la situation politique en Algérie au jour du cessez-le-feu et des divers « personnages » et événements qui ont pu influencer le choix des Pieds-noirs de rester ou partir. Ensuite nous allons regarder les éléments les plus et les moins connus abordés dans les livres et d'autres documents sur le choix de partir ou de rester.

4.6.1 Ceux qui sont partis en 1962, pourquoi sont-ils partis ?

« Ils le font exclusivement par peur. Au fond parce qu'ils n'acceptent pas le changement, mais cela ils ne le savent pas toujours encore eux-mêmes. »⁶⁹

Selon de nombreux livres et documents, les Pieds-noirs qui sont partis en 1962, sont partis pour une unique raison : ils avaient peur. Ils avaient peur de la violence, des enlèvements et des attentats liés à la terreur pratiquée par l'OAS et le FLN. Les événements du 26 mars et du 5 juillet 1962 à Oran n'ont fait que renforcer cette peur. Le FLN et l'OAS jouaient chacun son rôle. L'OAS essayait par tous ses moyens d'empêcher les départs de ses sympathisants pour conserver sa crédibilité, donc les départs étaient interdits. « Tout départ du territoire algérien sans autorisation du commandant du secteur de l'organisation de l'armée secrète sera considéré comme une désertion et sanctionné comme telle. »⁷⁰ Alors que le FLN de l'autre côté a joué un rôle d'accélérateur. Donc avec le déclin de l'OAS, les Européens ont eu peur des représailles, ce qui accéléra les départs.

En plus de ces raisons, Daum a trouvé d'autres raisons possibles, d'autres hypothèses qui peuvent être envisagées. Bien que certaines de ces raisons puissent paraître à la limite « provocatrices », comme elles diffèrent beaucoup des raisons « classiques », elles vont tout de même être citées.

- La profession : certaines professions allaient être moins compatibles avec une Algérie algérienne. C'était le cas pour par exemple les fonctionnaires de l'État français et ceux qui avaient des magasins avec une clientèle surtout française (ce qui posait un problème parce que les Algériens n'avaient pas les mêmes habitudes de consommation), du coup ces magasins n'allaient pas tenir longtemps.

⁶⁹ Etienne, *Les Européens d'Algérie et l'indépendance algérienne*, p. 236

⁷⁰ *La Croix*, samedi 20 janvier 1962, cité dans Mercier, *Les pieds-noirs et l'exode de 1962 : à travers la presse française*, p. 53

- Changement de l'environnement social avec un accroissement d'Algériens dans les villes, baisse des revenus etc.
- Une fuite devant la misère : peur de l'avenir, peur de ne pas pouvoir se reproduire socialement, peur du sous-développement etc.
- Certains se sentaient tellement Français dans leur âme que même si la présence d'Algériens ne les dérangeait pas, voyant la France et les « symboles français » quitter l'Algérie, ils partaient.
- D'autres encore, comme les Juifs ne se voyaient peut-être pas vivre dans une Algérie musulmane, comme il est évoqué par Stora au sujet du départ de sa famille : « Les Juifs étaient tellement pétris de « francité » qu'ils ne s'imaginaient pas dans une Algérie musulmane, où ils craignaient d'être soumis à leur ancien statut de *dhimmis*.⁷¹ »⁷²
- Plusieurs personnes ont aussi fini par partir relativement vite, parce que le départ de « tout le monde » leur faisait souffrir de solitude. Ils ne supportaient pas de rester en voyant la famille et les amis partir et les magasins et d'autres lieux de sociabilité changer et se transformer en autre chose.
- Une dernière possibilité évoquée est le racisme. Daum dit qu'il est possible que pour certains une des raisons parmi d'autres pour partir, ait été qu'ils ne supporteraient pas de vivre en égalité avec le peuple algérien ou être dominés par un « Arabe ».

4.6.2 Pourquoi des Pieds-noirs ont quitté l'Algérie avant 1962 ?

C'est un fait que des Pieds-noirs ont quitté l'Algérie avant 1962, mais vu que leurs raisons sont très peu connues, elles seront surtout abordées dans la partie des interviews. Toutefois il est possible de constater qu'une des raisons de partir avant était la terreur et les attentats. Des villages surtout, mais aussi des villes, comme Oran, ont été touchés très tôt par les attentats, les gens ont eu peur et ont quitté l'Algérie le plus vite possible. Ceci est certain, d'autres explications possibles sont qu'il y avait des personnes plus prévoyantes que d'autres,

⁷¹ Terme qui s'applique aux non-Musulmans donnant un statut juridique et civique inférieur.

⁷² Cité dans Daum, *Ni valise ni cercueil : les Pieds-noirs restés en Algérie après l'indépendance*, p. 99

probablement puisqu'ils avaient des contacts qui connaissaient bien la situation en Algérie et sa possible évolution.

4.6.3 Pourquoi un grand nombre sont-ils restés en Algérie en 1962 ?

L'une des rares personnes qui ont étudié cette question en profondeur, est le journaliste Pierre Daum. À travers ses recherches et quinze témoignages, on découvre combien de Pieds-noirs ont choisi de rester, pourquoi les quinze personnes qu'il a interviewées sont restées après l'indépendance et pourquoi la plupart ont fini par quitter l'Algérie. Les raisons sont diverses. Cependant nous tenons à préciser que le fait que beaucoup de personnes ont fait le choix de rester, ne veut pas dire que tout se passait parfaitement bien en Algérie. Nombreux sont ceux qui ont vécu de bons et mauvais moments liés aux changements politiques ainsi qu'au départ de leur famille et leurs amis.

[...] au début de l'année 1963 il restait encore 200 000 « Pieds-Noirs » environ. Dès l'automne 1962, une fois la grave crise du régime passée, certains chefs de famille revinrent en Algérie, « pour voir ». Les fonctionnaires d'autre part sont partis en « vacances » au cours de l'été, mais n'ont pas été mutés en métropole.⁷³

Après avoir lu les quinze témoignages, nous avons déduit quelques raisons intéressantes au sujet de leur choix de rester, de même que le choix de quelques-uns parmi eux de partir après des années passées dans l'Algérie indépendante.

Pour certaines personnes il était hors de question de quitter l'Algérie. Ils ne voyaient pas pourquoi ils ne devraient pas rester. Selon un, à part le massacre du 5 juillet, les Pieds-noirs n'étaient pas maltraités, au contraire, plutôt « bichonnés ». Il a été fasciné par l'absence de haine contre les Pieds-noirs et il trouve qu'il n'y avait pas de problèmes. « Entre les Algériens et les Pieds-noirs, les relations sont excellentes. « Comme si nous nous étions dit, de façon tacite : Le passé est le passé, on tourne la page ! » »⁷⁴ D'autres étaient communistes, avaient aidé le FLN, étaient libéraux ou en tout cas étaient pour l'Algérie algérienne. Un des témoins dit aussi que même si elle n'était pas pour la politique du FLN et même si elle n'aurait jamais

⁷³ Etienne, *Les Européens d'Algérie et l'indépendance algérienne*, p. 243

⁷⁴ Témoignage 1 : George Morin dans Daum, *Ni valise ni cercueil : les Pieds-noirs restés en Algérie après l'indépendance*, p. 129

porté des armes contre la France, ayant vu l'injustice que les Algériens vivaient, elle pouvait comprendre le principe de la violence armée. Parmi ceux qui sont restés certains ont opté pour la nationalité algérienne et ont même donné des noms « algériens » à leurs enfants.

Ensuite, il ne faut pas négliger qu'il y a eu d'autres raisons de rester, comme par exemple les opportunités d'emplois. Parce que pendant un certain temps, beaucoup de Pieds-noirs ont eu des postes très intéressants dans la nouvelle Algérie. Un des témoins avait l'intention de sauver son entreprise, récupérer le plus possible de ses biens et puis rentrer en France, mais a trouvé un poste intéressant, donc il est resté. Un autre, Guy Bonifacio⁷⁵, vivait à Oran mais était parti faire ses études en France. Quand il a fini ses études, il est rentré en Algérie et il est resté, comme le reste de sa famille. Il raconte que son père avait un magasin où il vendait des motos et sa clientèle avait toujours été surtout algérienne, des Algériens modestes. Donc après l'indépendance, la vente a continué et même augmenté.

La plupart de ceux qui sont restés en 1962, ont pourtant fini par quitter l'Algérie, pour aller en France ou ailleurs. Aujourd'hui très peu de Pieds-noirs sont toujours en Algérie. Les raisons évoquées sont entre autres les opportunités d'études et d'emplois en France, mais aussi le fait que l'Algérie a trop changé. Il y a évidemment eu des changements politiques, et tous ne les ont pas aimés. Pourtant certaines personnes étaient peut-être d'accord avec les changements politiques qui ont eu lieu après l'indépendance ou peut-être qu'ils ont choisi de les subir parce qu'ils voulaient rester en Algérie. Il y a encore quelques Pieds-noirs en Algérie aujourd'hui, qui s'y sentent bien, qui ont leurs habitudes, qui ont peut-être un certain âge et qui ne voient pas de raisons de partir. D'autres ont peut-être tout simplement choisi de rester parce que c'est leur pays et qu'ils y sont sentimentalement très attachés.

Chaque témoin de Daum est différent, et leurs témoignages montrent la grande diversité des personnes qui ont choisi de rester après 1962. Et parmi ces quinze témoins, un témoin, Madame Serra, est presque devenue célèbre. En cherchant sur internet, on la retrouve soit dans des articles, soit dans des témoignages oraux. Elle est parmi ceux qui sont toujours en Algérie, comme d'ailleurs Guy Bonifacio. Nous allons donc partager un extrait de son histoire et de sa vie en apparence idyllique.

⁷⁵ Témoignage 12 : Guy Bonifacio dans Daum, *Ni valise ni cercueil : les Pieds-noirs restés en Algérie après l'indépendance*.

La plupart des Français étaient déjà partis quand Madame Serra est allée en France avec son mari pour la première fois. C'était en 1964 quand son mari a dû choisir soit d'accepter un poste à Bordeaux, soit de prendre sa retraite. Toute la famille les trouvait fous de rester en Algérie, alors ils ont décidé de faire un tour en France. Ils ont visité plusieurs lieux et rencontré des amis, qui ne cessaient de leur demander ce qu'ils allaient faire en Algérie, pourquoi ils restaient etc. Et puis, quand des amis à Pamiers les ont presque injuriés en demandant ce qu'ils avaient à « foutre » avec les Arabes etc., son mari en a eu assez. Il y a eu « de la bagarre » et quelques jours après, ils sont rentrés chez eux en Algérie. Depuis ce jour, la seule fois que Madame Serra est allée en France, c'est quand son fils a été reçu à l'École des travaux publics. Même après la mort de son mari, Madame Serra est restée et elle ne le regrette guère. Elle n'a jamais opté pour la nationalité algérienne, parce qu'elle se sent française, mais de cœur elle est algérienne. Elle vit parmi les Arabes, ses plantes, ses poules, ses objets, dans sa maison et tout le monde s'occupe d'elle. « Je ne peux pas rester deux minutes devant la grille de mon jardin sans qu'une personne passe et me lance : Bonjour madame Serra! Ça va madame Serra? Vous avez besoin de quelque chose madame Serra? »⁷⁶

⁷⁶ Témoignage 15 : Cécile Serra. Daum, *Ni valise ni cercueil : les Pieds-noirs restés en Algérie après l'indépendance*, p. 400

5 Les témoignages

Dans ce chapitre nous allons présenter les sept interviews, catégorisées selon ce qui nous semble important dans chaque témoignage.

Il peut sembler étrange que ceux qui sont partis avant 1962 aient obtenu une place importante dans cette deuxième partie du mémoire, alors que notre problématique se concentre principalement sur ceux qui sont partis et ceux qui sont restés en 1962, après le cessez-le-feu. Cependant nous voyons ce mémoire comme une occasion de raconter l'histoire de « tous » les Pieds-noirs, pour une fois, et nous pensons que ceux qui sont partis avant 1962, même étant très jeunes, contribuent à la compréhension de la situation et à la réponse à notre problématique.

Comme il a été dit auparavant, nous avons eu l'occasion de parler avec sept Français d'Algérie, de différentes origines et différents lieux : campagne et ville, ainsi que de communautés différentes. Ces témoignages ont des traits communs mais aussi des traits distinctifs. De plus chacun a eu des expériences uniques, ce qui donne des témoignages très riches, mais qui nous force aussi de créer des catégories différentes et adaptées à chaque témoignage. Par ailleurs nos témoins ont été poussés à réfléchir à pourquoi tous n'ont pas fait le même choix qu'eux.

À l'origine l'idée était de parler avec six témoins : deux qui sont partis avant 1962, deux qui sont partis en 1962 et deux qui sont partis après 1962. Cependant, nous avons découvert que tous n'entraient pas dans ces cases, une personne se trouvait un peu entre deux « blocs ». Ainsi le choix a été fait d'inclure un septième témoignage dans le mémoire.

Nous tenons à préciser que ceux qui n'ont pas exprimé le souhait d'être anonymes, seront cités avec leur nom. Ensuite il faut ajouter que ces récits ne sont pas objectifs, si rien n'est précisé, ils expriment, soit à travers nos mots, soit à travers leurs propres mots (citations), les opinions et les pensées subjectives des témoins. Le nom et la date de l'entretien ne seront pas ajoutés après les citations, dans ce chapitre, sauf si la citation est d'une autre source. Il n'y aura en principe, de notre part, ni « corrections » ni commentaires si ce qui est dit n'est pas « historiquement correct ». Car chaque témoin raconte sa propre histoire telle qu'il l'a vécue et l'a perçue. Nous tenons également à préciser que même en ayant enregistré et retranscrit les interviews il se peut que nous ayons mal compris le sens de leurs dires.

5.1 Ceux qui sont partis avant 1962

On n'entend pas souvent parler des rapatriés qui ont quitté l'Algérie avant 1962. Il est d'ailleurs difficile de trouver des renseignements en ce qui concerne ce groupe qui, pour des raisons diverses, est parti avant. Cependant, on mentionne souvent dans des textes au sujet de l'Algérie française et du sort des rapatriés, qu'il y en a qui sont partis avant 1962. Mais pourquoi sont-ils partis ? Deux de nos témoins ont raconté les événements qui ont poussé leurs familles à quitter l'Algérie peu après que la guerre éclate. Ces deux témoins ont tous les deux été poussés à partir à cause d'incidents très spécifiques et tous les deux ont quitté le pays quand ils étaient très jeunes, ce qui donne une autre perspective sur la guerre et la situation en Algérie quand elle obtient son indépendance, que celle de ceux qui sont partis adultes.

5.1.1 Alain Gibergue

« En France la presse ne parlait absolument pas du conflit algérien...ou presque pas. »

Notre premier témoin, parti avant 1962, est Monsieur Alain Gibergue. Il semble enthousiaste de partager son histoire et la raison de son départ, étant donné que son départ était un peu exceptionnel. De plus, il partage volontairement ses opinions et ses petites anecdotes.

Sa famille était en Algérie depuis plusieurs générations, depuis que son arrière-grand-père, agriculteur de l'Aveyron s'y installa en 1882, quand la vie était devenue dure en France. Monsieur Gibergue est né à Constantine en 1947, mais a vécu à Rouached, un tout petit village entre Constantine et Sétif, qui faisait partie de la commune mixte de Fedj M'Zala. En nous situant son village il explique que Fedj M'Zala était une commune assez grande avec plusieurs villages et comme elle était une commune mixte, elle avait aussi plusieurs centres municipaux. La spécificité des communes mixtes était qu'elles avaient un administrateur de la commune, puis chaque village avait un adjoint spécial – l'autorité administrative, qui participait aux réunions du conseil municipal de Fedj M'Zala. Monsieur Gibergue est resté à Rouached jusqu'à son départ avec sa famille, en 1956.

5.1.1.1 La vie quotidienne et les coutumes

Monsieur Gibergue a vécu à Rouached, un « vrai » village de colonisation : une rue principale, les maisons sur les côtés et en haut du village il y avait un bordj.⁷⁷ À part l'insécurité qui était présente dans de nombreux villages, Monsieur Gibergue décrit la vie en Algérie comme heureuse. Il raconte que même si personne ne vivait largement, en particulier les Arabes, on partageait. Parfois des ouvriers de son père passaient à la maison le matin, avec quelques galettes, « ben tiens, voilà pour les enfants. » Et d'autres fois, quand sa mère préparait des gâteaux, son père les donnait aux ouvriers, pour leurs enfants. « Il y avait des échanges comme ça, qui étaient excessivement intéressants et dénués de tout problème politique. »

Étant donné que Rouached faisait partie d'une commune mixte, il allait à l'école avec les Algériens et il dit que la majorité des élèves de son école primaire étaient arabes. Sur 48 élèves, 8 étaient européens. Au niveau des coutumes et de la façon de vivre, il y avait des différences. Les Arabes avaient très peu de meubles contrairement aux Européens, ou bien, les Européens avaient l'habitude de s'habiller le dimanche, tandis que les Arabes avaient le même genre de tenue aussi le dimanche. De petites différences, mais la plupart des contacts entre les populations, étaient excellents.

5.1.1.2 L'attaque du village

Le départ de Monsieur Gibergue et sa famille a été assez exceptionnel, puisque sa famille n'a pas été la seule à partir au moment où elle a quitté l'Algérie. Tout le village est parti au même temps. Même si son départ était dû à un événement unique, pour mieux décrire l'atmosphère de la région du Constantinois à l'époque et les causes indirectes de son départ, il commence par l'année 1945. En 1945 il y a eu le soulèvement de Sétif, quand les Arabes se sont insurgés. Elles ont aussi lieu dans toute la région de Guelma. Monsieur Gibergue ajoute que le Constantinois a été et est encore aujourd'hui, très mouvementé et que ni l'Algérois, ni l'Oranie n'ont connu les mêmes soulèvements en 1945. Le village de Fedj M'Zala a donc été attaqué une nuit : des violences horribles ont eu lieu et par la suite il y a eu une répression de la part de l'armée contre les populations arabes. Après la situation s'est calmée et la vie a repris. Mais le 20 août 1955, les révoltes reprennent et cela durera trois jours. Divers attentats,

⁷⁷ « Le bordj c'est un espace légèrement fortifié avec des murs d'enceinte [...] dans lequel il y avait l'église et l'école. »

embuscades, attaques des villages, ainsi que de la ville de Philippeville, et le massacre brutal d'El Halia où vivaient environ cent Européens.⁷⁸ « La foule armée de haches, de serpes, de gourdins, répète les gestes du 8 mai 1945. »⁷⁹ Et puis Monsieur Gibergue raconte que le 8 mai 1956, le soir, Rouached a été attaqué par environ deux mille rebelles.⁸⁰

La situation était la suivante : Depuis quelques temps le village abritait un détachement militaire et tous les dimanches les familles du village invitaient les militaires à manger, donc ils avaient sympathisé. Après, ces militaires ont été mutés à Djidjelli, à 90 kilomètres de Rouached, et remplacés par d'autres militaires. Le jour où Rouached a été attaqué, les militaires stationnés à Rouached ont lancé un appel SOS aux autres villages, mais les militaires des autres villages ont tous refusé de les aider, par peur que ce soit une stratégie des rebelles pour attaquer les autres villages. Les seuls qui sont allés au secours de Rouached, étaient les militaires qui y avaient été stationnés auparavant. Et grâce à eux, les rebelles sont partis et le village a été sauvé. Cependant, après avoir vécu cette attaque, les hommes du village se posaient la question de l'avenir du village, vu que le village était surtout agricole et que chacun travaillait dans son champ et serait une cible facile pour les rebelles. Tous les gens du village ont donc décidé de partir – les femmes et les enfants le plus vite possible et les hommes après la récolte de 1956. Le départ de la famille Gibergue a eu lieu une dizaine ou quinzaine de jours après. Monsieur Gibergue nous dit que toute sa famille, par exemple celle à Constantine, n'a pas quitté l'Algérie, parce que les événements n'ont pas été vécus de la même façon partout. Par conséquent beaucoup de gens ne comprenaient pas pourquoi de nombreuses personnes sont parties si tôt. D'ailleurs beaucoup de monde ne savait pas et ne sait toujours pas que de nombreuses personnes ont quitté l'Algérie à cause des événements en 1956.

Une petite anecdote

Le père de Monsieur Gibergue était agriculteur, il travaillait avec des ouvriers algériens et il les payait toutes les semaines, comme il était coutume de faire. Il payait d'abord les ouvriers et ensuite son ouvrier principal, qui était son adjoint. Le jour du 8 mai 1956 était jour de paye. Comme toujours, il payait d'abord ses ouvriers. Ensuite, arrivé à son adjoint, celui-ci refusa l'enveloppe en lui disant qu'il en aurait plus besoin que lui. « Donc les gens ne parlaient pas,

⁷⁸ Monsieur Gibergue, entretien, 16 janvier 2013 et Thénault, Le basculement dans la guerre 1955 : <http://www.ldh-toulon.net/spip.php?article749>

⁷⁹ Thénault, *ibid.*

⁸⁰ Monsieur Gibergue les appelle rebelles, mais il se réfère au FLN.

mais c'était une manière, un avertissement qu'il donnait à mon père, mais mon père ne l'a pas su sur le moment. » Il a trouvé cette façon d'essayer de l'avertir parce qu'il était probablement au courant, mais ayant peur des représailles du FLN, il n'osait rien dire directement.

5.1.1.3 Le retour en France et le conflit en Algérie suivi depuis la France

L'accueil en France n'a pas été le meilleur, même en arrivant si tôt qu'en 1956. Monsieur Gibergue se souvient que ses parents disaient à lui, son frère et sa sœur de ne pas dire qu'ils étaient d'Algérie. Autrement, il raconte que certaines choses ont été sans doute plus faciles pour ceux qui sont arrivés avant, par exemple de trouver un emploi.

En France, Monsieur Gibergue et sa famille ont essayé de suivre la situation en Algérie à travers la presse, mais d'après lui, la presse française parlait très peu du conflit en Algérie. Cependant le journal *L'Aurore*, retraçait tous les jours ce qui était arrivé en Algérie. « On retrouvait réellement les informations. » Mais comme il y avait la censure de la presse, quand quelque chose ne plaisait pas au gouvernement, on l'enlevait. Ce qui résultait en un journal avec des parties blanches, ou parfois pas de journal du tout. Toutefois les Accords d'Évian ont été lus et d'après Monsieur Gibergue les accords montrent bien le désir du gouvernement, qui était de se débarrasser de l'Algérie le plus vite possible. Les accords n'ont, selon lui, pas fonctionné, entre autres parce qu'ils n'étaient ni suffisamment élaborés ni précis. Le FLN ne les a pas respectés, il y a eu beaucoup de disparus qu'il n'a pas restitués. Puis les accords n'ont pas été acceptés par les Français, parmi d'autres raisons, parce qu'il n'y avait pas eu de vraies négociations au sujet du Sahara, qui aurait dû être au pire réparti entre tous les pays riverains. Ensuite les accords manquaient de précisions en ce qui concerne les archives, donc une grande partie des documents faits par des Français en Algérie y sont restés. Il y avait aussi un manque d'état civil, ce qui a été problématique à l'arrivée des Pieds-noirs en France, surtout pour ceux d'origine étrangère, parce que lorsqu'on avait besoin d'un document, d'une fiche ou d'un extrait de naissance, il fallait aller au Ministère des Affaires étrangères.

Quand nous abordons le rôle de l'OAS et du FLN et lui demandons qui était le principal responsable du grand exode, Monsieur Gibergue commence par nous présenter son opinion sur l'OAS. « Pour moi l'OAS c'est la résistance. » Même en n'ayant pas été présent en Algérie à ce moment donné, il soutient ses idées, qui étaient de résister au même titre que pendant la deuxième guerre mondiale en France, quand des résistants se sont battus contre les Allemands pour que la France soit libre. Le FLN souhaitait le départ des Européens, donc

l'OAS faisait des attentats contre lui, ainsi que contre les casernes de ceux qu'ils appelaient les barbouzes – une police parallèle, non officielle, mise en place par de Gaulle. Selon Monsieur Gibergue les barbouzes étaient ceux qui ont donné les listes avec les noms des membres de l'OAS au FLN. Ensuite, en parlant du principal responsable, il n'y a guère de doutes. Le responsable est de Gaulle – certains de ses discours ambigus (les gens ne saisissaient pas les nuances qu'il y avait dans ses discours) et sa prise de décision relativement seul et « en urgence ». Ceci dit, Monsieur Gibergue ne croit pas que de Gaulle s'attendait au grand exode.

Savait-on qui avait fait quoi ?

Dans un numéro du *nouvel Observateur*, il y a une assertion disant que la plupart des Européens n'avaient rien à craindre parce que les Algériens savaient qui avait fait quoi. Le commentaire de Monsieur Gibergue à cette assertion est qu'elle est vraie et fausse au même temps. Ceci parce que d'un côté le FLN savait qui avait fait quoi, parce qu'il avait reçu les listes établis par les barbouzes et en général, en Algérie tout se savait relativement. De l'autre côté, ceux qui ont été enlevés n'étaient pas tous de l'OAS.

5.1.1.4 Les autres départs et les non départs

« [...] il faut différencier les gens qui habitaient en ville et les gens qui habitaient à la campagne. Beaucoup de gens qui habitaient à la campagne se sont rendu compte plus tôt parce qu'il y avait l'insécurité. »

Tous ceux qui sont partis avant 1962, ne sont pas partis pour la même raison que Monsieur Gibergue et sa famille. Il dit que certaines personnes qui étaient engagées dans la politique, qui avaient de l'argent ou qui avaient par exemple des entreprises, ont dû se rendre compte avant les autres, que la situation en Algérie n'allait pas nécessairement bien se terminer. Ces personnes ont probablement pu organiser leur retour en France d'une autre manière, en commençant à acheter autour de 1955/56/57 en France, pour assurer leur retour si besoin était. Ce qui veut dire aussi qu'ils ne sont probablement pas partis définitivement avant 1962. Ceci dit, ils venaient sans doute des villes, car les villes étaient plus en sécurité.

Pour les départs en 1962, les raisons sont claires – l'élément déclencheur a été le 26 mars 1962, parce que, à ce moment-là, les gens, également ceux qui n'habitaient pas à Alger, se sont dit que c'était fini. L'État français était déterminé à abandonner l'Algérie, ce qui

signifiait moins de sécurité pour la population française, vu que les accords d'Évian n'étaient pas respectés. D'un côté le gouvernement français disait que dès que l'Algérie aurait son indépendance, il serait possible de rester en toute sécurité. Et de l'autre côté le FLN, qui faisait de son mieux pour que le moins possible reste. « Le gouvernement a tout fait pour se débarrasser de l'Algérie et laisser les populations se débrouiller, parce qu'il n'y avait même pas de bateaux qui étaient prévus. » Monsieur Gibergue dit qu'on se trouvait face à un problème d'insécurité certaine, donc les gens ont eu peur et sont partis.

Monsieur Gibergue sait bien que certaines personnes ont choisi de rester en Algérie en 1962, mais il ne trouve guère vraisemblable le chiffre de 200 000. D'après lui certains sont restés parce que cela leur convenait. Peut-être qu'ils parlaient l'arabe, qu'ils se sentaient pouvoir vivre avec les Arabes, qu'ils étaient politiquement de gauche ou idéologiquement convaincus de pouvoir rester et avaient contribué à l'indépendance. Des Français avaient aussi aidé le FLN. Ou une autre possibilité encore, que Monsieur Gibergue croit avoir été le cas pour de nombreuses personnes : elles étaient âgées et ne voulaient pas quitter leurs attaches, leur « fortune », ce qui était peut-être juste leur maison. « [...] si ces gens-là étaient partis, ils seraient irrémédiablement morts très vite en France, par dépaysement, par déracinement. » Il pense pourtant que la plupart des gens qui sont restés après l'indépendance ne sont pas restés définitivement, pour la simple raison que le pays a trop changé, à la fois l'économie et la société. Ne pas prendre la nationalité algérienne devenait aussi un problème.

Dans chaque interview nous avons demandé aux interlocuteurs s'ils croyaient que d'autres facteurs ont pu influencer le choix des Pieds-noirs de partir ou de rester en 1962.

Selon Monsieur Gibergue ces facteurs ont eu une influence mineure. Il croit que ni l'origine ethnique, ni la date d'arrivée en Algérie n'ont pu influencer le départ. Pour l'origine ethnique, il constate que tous les Européens qui constituaient la population pied-noire, se sont retrouvés sur les quais. Et en ce qui concerne la date d'arrivée et le degré d'attachement à l'Algérie, Monsieur Gibergue est clair – tout le monde y était attaché parce que l'Algérie est un pays attachant. L'engagement politique a peut-être joué un rôle au début, mais comme Monsieur Gibergue l'a dit auparavant, les grands changements ont poussé les gens à partir assez vite. Ensuite en ce qui concerne les communautés mixtes et européennes, ainsi que la différence entre ville et campagne, la réponse n'est pas très claire. Il pense que de nombreuses personnes ont senti qu'elles devaient partir, soit à cause des enlèvements répétés dans les villes, soit à cause de l'insécurité à la campagne. De plus, le grand exode a probablement été massif par le

fait que les familles étaient très soudées et que si « deux » partaient, les autres partaient aussi. À propos des métiers, emplois et études, ceux qui avaient des contacts et des entreprises, ont vu venir les choses. Les autres se sont peut-être dit qu'ils auraient eu des difficultés à pratiquer leur métier comme avant, autrement ces facteurs n'ont pas eu une influence excessive sur leur choix.

5.1.1.5 Comment éviter le grand exode

« On aurait pu l'éviter si de Gaulle avait pratiqué politiquement, très différemment. »

Monsieur Gibergue mentionne plusieurs choses qui auraient pu être faites afin d'éviter le grand exode. Entre autres, comme la France militairement était vainqueur, parce qu'elle avait entre autres gagné la bataille d'Alger, au lieu de passer en trois mois d'une administration française à une administration algérienne, il est possible que de Gaulle ait pu imposer un « accompagnement » plus long. « De Gaulle aurait pu imposer qu'il y ait par exemple dix ans d'accompagnement pour que l'Algérie devienne indépendante, en mettant pendant ces dix ans, toutes les structures en place. » Une meilleure organisation et surtout un « accompagnement », un suivi parallèle et une présence perpétuelle de la France et de l'armée française pour assurer la sécurité, sont parmi les choses qui auraient pu contribuer à éviter l'exode.

5.1.1.6 Le retour en Algérie

Monsieur Gibergue est retourné en Algérie deux fois. Une fois avec des cousins, une tante et son père et une fois avec sa famille à lui. La première fois, un jour quand ils sont allés visiter quelque chose, le père de sa tante est resté à Constantine. Le soir au repas il a demandé à sa fille de le laisser en Algérie. Cet homme parlait l'arabe couramment, il avait retrouvé plein d'amis arabes avec qui il allait à la chasse et il se sentait tellement bien qu'il souhaitait rester. Sa tante a réussi à le raisonner. Monsieur Gibergue avoue que tout ce que le père de sa tante a ressenti avec ses amis, lui aussi il l'a ressenti quand il est retourné dans son village et a vu des camarades et l'ouvrier principal de son père. « Et ça c'est la particularité des relations des populations algérienne et française, au moins dans le bled [...]. »

5.1.2 Témoin 6

« J'ai vécu dans l'Algérie des trois cultures : juive, arabe et chrétienne. »

Notre deuxième témoin est une femme d'origine espagnole et juive, provenant d'une famille modeste, qui vivait à Oran. Elle a quitté l'Algérie avec sa famille en 1957, tandis que d'autres membres de sa famille – ses tantes et grands-parents par exemple, sont restés jusqu'en 1962 et après ils ont été dispersés un peu partout. Certains sont même partis en Israël. Le témoin 6 ne connaît pas toutes ses origines. Sa famille a peut-être vécu dans d'autres pays aussi, mais elle est sûre de ses origines espagnoles et qu'au moins une partie de sa famille a quitté l'Espagne en 1492, lorsque les Juifs ont été chassés. Puis sa famille a vécu en Algérie pendant plusieurs siècles. Elle vivait à Oran, la ville ayant un grand nombre d'Espagnols et d'après sa description, il était commun de fréquenter des gens de toutes les origines : arabe, juive, et bien sûr espagnole. « [...il n'y avait que des Espagnols où j'habitais – Fernandez, Gomez, Martinez... »

Le père du témoin 6 était communiste, ses parents parlaient arabe, espagnol et français et ils souhaitaient l'égalité de tous les peuples. Elle a vécu à Oran avec sa famille, jusqu'à l'âge de sept ans, quand brusquement ils ont dû quitter l'Algérie. Personne ne lui a rien dit. Elle ne savait pas où ils allaient, elle ne connaissait pas la France et elle s'est trouvée débarquer dans un nouveau pays sans explication. Elle nous a précisé que dans sa famille personne ne parlait de « pourquoi ils étaient partis », personne ne posait des questions non plus. Il y avait le silence. Elle ne se sentait par conséquent pas capable de répondre à toutes nos questions, parce qu'elle était très jeune au moment de son départ et qu'elle n'avait jamais posé des questions à ses propres parents.

5.1.2.1 La vie quotidienne en Algérie

« Oran c'était très espagnol, c'était très chaleureux. »

A Oran, nonobstant le mélange des cultures, il était courant pour les Juifs, les chrétiens et les Arabes d'aller en pèlerinage à la vierge Santa Cruz le dimanche, faire le pique-nique. Les cultures avaient tendance à se mêler, les gens s'entendaient bien. Surtout entre les Juifs et les Arabes il y avait des choses qui se ressemblaient, deux cultures proches et la même nourriture. Les gens s'invitaient aux mariages catholiques, juifs, arabes, à toutes sortes de manifestations et il était quotidien d'entendre trois langues autour de soi. Cependant, chez le

témoin 6, même si ses parents parlaient trois langues couramment, ils avaient interdit aux enfants de parler d'autres langues que le français. Peut-être parce qu'ils se sentaient français ou parce que c'était la mentalité de l'époque, car l'Algérie était la France ? Pourtant, elle entendait parler espagnol à la maison, quand l'objectif était qu'elle ne comprenne pas, alors ses parents disaient en espagnol : « Parle espagnol que la petite ne comprenne pas. » Il paraît que dans d'autres familles d'origine espagnole, il se passait de la même façon. Il ne fallait pas parler espagnol, et ceci continua quand ils sont arrivés en France. Il fallait s'adapter.

Les souvenirs que le témoin garde d'Oran sont surtout joyeux – une vie agréable. Elle ne savait pas ce qu'était un colon et n'en avait jamais rencontré un. Sa famille n'était pas riche, mais ils avaient de quoi manger et boire, ils adoraient la musique et leur richesse était une petite cabane près de la plage, où ils passaient tous les week-ends. « C'était magique...et beau. »

Oran était une ville gaie. Cette atmosphère de partage et de coexistence n'était peut-être pas présente dans toutes les communautés, toutes les villes, mais elle était présente dans son milieu à Oran. Il n'y avait pas non plus une société de consommation, mais d'autres valeurs importantes, comme la chaleur humaine dont ils avaient beaucoup, de même que la solidarité. Les uns aidaient les autres et la famille et les amis étaient très importants.

5.1.2.2 Les bombes et le couvre-feu

Comme Monsieur Gibergue, le témoin 6 et sa famille ont quitté l'Algérie à cause d'événements très spécifiques. Bien que sa famille ne parle pas de leur départ d'Algérie et qu'elle ne connaisse pas tous les détails, elle se souvient de ces deux événements et elle sait que la raison du départ en France a été la peur.

Sans savoir pourquoi, un jour on avait mis une bombe dans l'école du témoin 6, ce qui suscita naturellement la peur. Ensuite un soir il y a eu le couvre-feu. Elle était à un mariage ou une fête avec sa famille, lorsqu'on a commencé à leur tirer dessus. Le père a eu le réflexe de les cacher, ensuite une voisine espagnole, propriétaire d'un magasin, a eu de son côté le réflexe d'ouvrir le magasin et le père du témoin les y a couchés par terre. Ils entendaient les balles. « Au-dessus de nos têtes, on tirait de partout, des terrasses, on ne sait pas, on ne sait même pas pourquoi. » Elle ajoute que ce n'était pas la première fois que des incidents de ce genre avaient lieu et que depuis son balcon elle a même vu un ami de son père mourir. On s'était

trompé de personne, elle croit. D'après elle, non seulement on ne savait pas pourquoi on tirait, mais on ne savait pas non plus qui tirait, ou alors sa famille ne le lui disait pas. Mais après la bombe et le couvre-feu, le père du témoin pensait qu'ils ne pouvaient plus rester, c'était la vie ou la mort. Ils ont tout laissé, la maison, le travail. Ils ont pris leurs deux valises et ils sont partis. Comme ils étaient les premiers de la famille à partir, ils n'avaient pas de famille en France, mais heureusement ils y avaient des amis d'Algérie qui ont pu les accueillir.

5.1.2.3 Le début en France et la séparation

Le témoin 6 ne sait pas si son père a pu dire « au revoir » à tous ses amis avant de partir, mais elle sait qu'ils ne sont pas partis en silence, au moins la famille était au courant. Et d'après elle, les gens étant très liés, ils savaient qu'il y a eu des départs avant 1962. Ensuite, arrivée en France, même si elle et sa famille ont eu la chance d'être accueillies par des amis, elle se souvient d'un accueil généralement inexistant, où la plupart des gens ne s'occupaient pas d'eux et l'État encore moins. L'intégration a été dure. Le témoin 6 ne sait pas comment la situation a été pour son père, comment il a fait alors qu'ils n'avaient pas d'argent, mais elle s'imagine que cela a dû être difficile pour lui. De plus ses parents ont subi une dépression et sa mère parlait constamment de l'Algérie, parce qu'il y avait toujours la nostalgie.

Le témoin 6 raconte qu'au début ils avaient une voisine très gentille, une Arménienne qui leur faisait des soupes à manger, avec le prétexte d'en avoir trop, mais ils savaient que c'était par gentillesse car ils n'avaient pas les moyens. Sa famille n'était pas des colons, ils n'étaient pas riches. Il y avait beaucoup de gens pauvres en Algérie et il y avait beaucoup de gens de la classe moyenne, d'après elle, surtout des Espagnols. Tout de même elle et sa famille ont réussi à se refaire une vie et lors de l'arrivée des rapatriés en 1962, ils ont été parmi les familles qui ont accueilli les gens qui ne savaient pas où aller.

Le départ de l'Algérie n'a pas seulement été douloureux à cause du déracinement, mais aussi à cause de la séparation, parfois définitive, des gens qu'on aimait.

5.1.2.4 Les autres rapatriés et l'exode

Selon le témoin 6, ceux qui sont partis, comme sa famille, avant 1962, ont probablement vécu des attentats comme eux, vu que les attentats semblaient être assez fréquents à l'époque. Tandis que ceux qui sont restés jusqu'en 1962 pensaient peut-être que la situation allait

s'arranger, ou au moins ils l'espéraient, puisqu'abandonner tout ce qu'on a et toute la famille pour arriver dans un nouveau pays sans rien, sans accueil et sans aide financière, était dur. Après, en 1962, il n'y avait plus de choix. Avec les massacres et tout ce qui se passait, les gens avaient peur, c'était la valise ou la mort. Les Français étaient désormais abandonnés par le gouvernement français. D'ailleurs la faute des divers massacres est celle du gouvernement qui n'a pas su gérer les choses.

Peut-être qu'il aurait fallu réfléchir avant, comme dirait Camus, ne pas exploiter, ne pas coloniser comme ça, donner des droits aux Algériens comme aux Français. Pour ne pas créer de jalousie, de problèmes, de frustrations, il aurait fallu être plus intelligent...avant.

Et après il était trop tard, et des vengeances ont eu lieu, ce qui était peut-être normal, mais injuste, puisque tous n'étaient pas des colons. Ensuite ceux qui sont restés après 1962, sont probablement restés pour la même raison que ceux qui sont restés jusqu'en 1962 – c'est-à-dire, qu'ils espéraient que la situation s'améliore. Ou peut-être que cela dépendait des endroits où on habitait, si c'était un quartier « chaud » ou non. Ceux qui sont restés devaient peut-être aussi penser que des Algériens les protégeraient, puisque des liens très forts existaient entre les populations. Il y avait des Algériens qui étaient très attachés aux Français, ainsi qu'aux Espagnols, Juifs etc. De plus certains gens n'arrivaient peut-être pas à imaginer qu'on pouvait partir de l'Algérie, ils devaient se dire qu'il y aurait un arrangement.

Quand nous avons demandé au témoin 6 si d'autres facteurs auraient pu influencer le choix de partir ou de rester : origine ethnique – si on était français, espagnol, juif etc., l'opinion politique, où on vivait en Algérie, le niveau d'études et l'emploi et la date d'arrivée en Algérie, sa réponse a été claire : « Moi, je dirais catégoriquement qu'il n'y a eu que la peur qui a poussé les gens à partir. Il n'y a que ça. » Si les gens sont partis avant ou après dépendait de leurs vécus. Quand ils vivaient un drame, ils partaient. Voyant des amis ou des membres de la famille mourir par exemple, on se disait que la prochaine fois ce sera moi. Ceux qui sont restés par contre ont été courageux.

Par la suite, elle affirme que l'OAS et le FLN ont tous les deux joué un rôle négatif et probablement extrême dans le grand exode. Ce n'est pas comme ça qu'on fait la paix. Après, elle n'est pas sûre qui est le responsable du grand exode, mais elle dirait qu'il y a eu des

responsabilités de partout : de Gaulle, la France, l'OAS, le FLN, mais les violences ont aussi poussé beaucoup de gens à partir.

Elle croit tout de même que le grand exode aurait pu être évité avec plus d'intelligence, plus de respect, les mêmes droits, l'égalité et pas d'exploitation. Pourquoi les Français et les Algériens n'avaient-ils pas les deux nationalités ? Pourquoi n'a-t-on pas fait de sorte que les Algériens vivent mieux, qu'ils aient les mêmes droits ?

5.1.2.5 Le retour en Algérie

Grâce à une invitation d'amis algériens, le témoin 6 est retourné en Algérie après de nombreuses années. Longtemps elle a eu peur d'y retourner, mais le voyage lui a fait du bien et elle se sent désormais capable de tourner la page. Elle avait encore beaucoup de souvenirs. Elle connaissait toujours le chemin de la maison à l'école et elle se souvenait des noms des gens. Pourtant, même avec de bons souvenirs et même en étant contente de revenir, elle ne se voit pas y vivre aujourd'hui. Mais elle y reste attachée et elle garde ses amis algériens. Lors de son retour elle est retournée dans sa maison et elle a aussi découvert la synagogue de son grand-père, transformée en mosquée. Ceci parce qu'avant de quitter l'Algérie, son grand-père avait donné les clés de la synagogue à condition qu'on en fasse un lieu religieux. Et comme cela, elle a été transformée en mosquée.

5.2 Ceux qui sont partis en 1962

Les Pieds-noirs dont on entend le plus parler, sont ceux qui ont quitté l'Algérie en 1962 et étant donné que la plupart des Pieds-noirs ont quitté l'Algérie cette année, il est facile de trouver de l'information ainsi que des témoins. Il est toutefois intéressant d'interviewer des rapatriés partis en 1962 parce que chaque rapatrié est unique et aussi pour avoir leurs opinions en ce qui concerne notre problématique. De plus une conversation permet d'avoir une réponse plus précise et concrète à propos des raisons pour lesquelles ils ont choisi de partir après le cessez-le-feu, contrairement à la réponse habituelle, celle qu'on trouve le plus souvent : « On n'avait pas le choix, c'était la valise ou le cercueil. »

Nous avons parlé avec trois personnes : deux qui sont parties en 1962 et une troisième qui est partie définitivement en 1963. Le choix de mettre le troisième témoignage dans la catégorie de ceux qui sont partis en 1962, s'explique par le fait que cette personne est partie en 1962,

mais pour des raisons que nous verrons dans son témoignage, elle n'a quitté l'Algérie définitivement qu'en 1963. Nous aurions pu la mettre dans la catégorie de ceux qui sont partis après 1962, mais il nous semble que sa place est ici. Ces trois témoins ont tous quitté l'Algérie à l'âge adulte et ils semblent tous être d'accord sur le « pourquoi il fallait partir », cependant les éléments décisifs qui les ont poussés à partir, varient.

5.2.1 Louis Méttert

« Par moments si, on le regrette. C'était la joie de vivre, c'était...on se satisfait de rien. Tandis qu'ici c'est un monde de magouilles. C'est le plus fort qui mange le plus faible. »

Notre premier témoin est Monsieur Louis Méttert. Il est d'origine française et sa famille était en Algérie depuis trois générations. Il est né à Bône en 1929 où il a vécu jusqu'à son départ avec sa femme et sa fille en juin 1962. Toute sa famille, ses parents, ses frères et sœurs, ont quitté l'Algérie petit à petit et se sont installés en France à partir de fin juin-début juillet 1962.

5.2.1.1 La vie quotidienne

Monsieur Méttert travaillait dans une coopérative agricole où la majorité des travailleurs étaient Arabes et il s'entendait bien avec eux. Il parlait plus ou moins arabe avec eux, ce qui était assez courant dans le bled. Il les côtoyait, il était avec eux, il savait très bien ce qu'ils pensaient. Tous étaient des personnes respectueuses, par conséquent il n'a jamais eu de problèmes avec eux. Il croit qu'en centre-ville il y avait une certaine ignorance au sujet des Arabes. Tous ne savaient pas « ce qu'était un Arabe », tandis que ceux qui vivaient par exemple à Bône, Constantine et Tlemcen, le savaient parce que les populations étaient mélangées, et il précise qu'il fallait bien le faire. En Algérie les gens vivaient bien, ils vivaient en famille, ils se satisfaisaient de rien. Les populations s'influençaient mutuellement, mais les cultures de chaque population n'étaient pas très mélangées.

5.2.1.2 Le départ de Monsieur Méttert et d'autres Pieds-noirs en 1962

La situation n'était pas facile en Algérie. Alors que le cessez-le-feu n'a jamais été respecté, par les deux côtés (algérien et français), il a été difficile de rester. Monsieur Méttert décrit comment les choses ont été mises en place pour que les gens partent. Certains exemples

donnés sont généraux, mais il évoque aussi des causes touchant directement sa famille. Après le cessez-le-feu, les rebelles se sont manifestés, ils allaient dans les maisons et dans les magasins des Pieds-noirs, en disant que le bien leur appartenait et si les gens refusaient, ils disaient : « Si tu ne pars pas maintenant, tu partiras après. Voilà, je te donne cinq mille franc, tu les prends ou tu ne les prends pas. » Cela est arrivé à son père, qui était bijoutier horloger. Un jour en octobre 1962, des personnes sont allées chez son père et lui ont offert cinq mille francs, ce qu'il a refusé. Après un incident a eu lieu, une femme est entrée et lui a volé une montre. La police est venue et lui a rendu sa montre. Après une semaine elle l'a volée encore une fois et la troisième fois la police a dit : « Monsieur, il ne faut pas exagérer quand même. Si cette femme vous dit que cette montre lui appartient, ça ne vous appartient pas. » Quelques jours après un Arabe est venu et il lui a offert de nouveau les cinq mille francs, que son père a encore refusés en disant qu'il ne vendait pas. L'homme lui a dit : « Mais si tu ne vends pas, tu vas partir et tu n'auras rien. » Son père a fini par accepter l'argent, seulement pour les perdre quelques jours après. Parce qu'en arrivant en France à l'aérodrome, la police lui a dit qu'il n'avait pas payé les impôts et cette somme s'élevait à cinq mille francs.

Les Français ont vite été remplacés, d'une façon ou d'une autre, dans toutes les administrations. Or le départ de Monsieur Méttert n'a ni été poussé par un remplacement forcé, ni par une offre d'argent comme cela a été le cas de son père. Monsieur Méttert travaillait avec des Arabes et avant le 19 mars 1962, ils lui disaient, « Toi, tu n'as jamais fait du mal à qui que ce soit, tu resteras. Nous, qu'est-ce qu'on veut ? On veut que les Français restent, mais que tous les Italiens, les Maltais, les Espagnols, partent. » Après le cessez-le-feu, ils lui ont avoué que même s'ils aimeraient bien qu'il reste, les fellaghas⁸¹ les avaient menacés en disant que s'ils restaient avec les Français, ils les tueraient. Du coup, à partir du 19 mars les Arabes ne travaillaient plus dans l'administration française. Donc, vu les changements depuis le cessez-le-feu, avec les Arabes et le FLN qui poussaient les gens à partir, les fusillades dans la rue d'Isly le 26 mars, et l'abandon par l'armée et la France, on n'avait pas envie de rester. Lui et beaucoup d'autres ont eu peur et ils sont partis.

⁸¹ « Lors du soulèvement algérien de 1954, le mot s'applique d'abord aux maquisards, puis aux combattants de l'armée rebelle. » : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/fellagha/>

5.2.1.3 L'arrivé en France et la mauvaise image

L'accueil en France n'a pas été chaleureux et l'intégration non plus. La moitié des Français de métropole était « pour » les rapatriés et l'autre moitié les traitait de colonialistes, de tout. Le mauvais accueil que Monsieur Méttert et sa famille ont connu, n'était pas une exception, au contraire, c'était très courant. À son avis cela était dû au Contingent. Pourquoi ? Parce que « tous » les Français d'Algérie avaient été rappelés au service militaire en octobre 1955 puis en 1956, lorsque le gouvernement a jugé qu'il y avait un manque de main-d'œuvre, les Européens d'Algérie, ont été remplacés par le Contingent. Et les soldats du Contingent n'étaient pas bien préparés avant d'arriver en Algérie. Ces Français envoyaient des lettres à leurs parents, racontant que le pays était malheureux, que les Algériens étaient maltraités et qu'ils devaient même payer l'eau. Et bien entendu, leurs parents se demandaient où ils avaient été envoyés. Par conséquent quand les rapatriés ont débarqué en France, les Français de métropole avaient déjà une très mauvaise image d'eux.

Monsieur Méttert nous raconte qu'en arrivant à Marseille, il y avait deux files : une pour ceux qui savaient où aller et une pour ceux qui ne le savaient pas. Lui-même est allé dans la file de ceux qui savaient où aller, parce qu'il avait une tante à Marseille. Ensuite la Croix rouge, qui était là, a distribué une petite savonnette et une petite bouteille d'eau de Cologne, et cela était l'accueil à Marseille. Après vingt-quatre heures ils sont partis à Grenoble où sa femme avait demandé sa mutation parce que la ville lui plaisait. Arrivés à Grenoble, ils sont descendus dans un hôtel près de la gare. Dans l'après-midi/soir, on tape à la porte, disant que c'était la patronne de l'hôtel qui lui apportait un télégramme. Monsieur Méttert et sa femme étaient étonnés, parce qu'ils venaient d'arriver. Ils ont ouvert la porte et il y avait trois policiers. Les policiers sont entrés et leur ont demandé les cartes d'identité et leurs valises plusieurs fois, mais ils n'avaient rien. Le lendemain la patronne de l'hôtel leur a dit que son hôtel était complet donc ils ne pouvaient pas rester. Ils se sont trouvés dans la rue, mais pas pour longtemps, parce qu'une agence immobilière leur a offert un studio à louer. « Voilà mon accueil à Grenoble. »

Peu après l'arrivée à Grenoble, lui aussi a eu un emploi – il a passé un petit concours et il a été embauché au Crédit Lyonnais. Malgré le mauvais accueil, ils ont tous les deux pu trouver un travail assez facilement.

5.2.1.4 Les départs avant 1962 et les départs après

D'après Monsieur Métert, ceux qui sont partis avant 1962, étaient probablement des riches qui savaient très bien ce qui allait arriver en Algérie. Par conséquent ils ont choisi de partir avant pour sauver leurs biens, par peur que tout soit nationalisé. Les autres qui sont partis étaient ceux dont les parents avaient été massacrés à Sétif et à Guelma.⁸² Ils avaient eu peur de rester au cas où les révoltes recommencent. Donc ceux qui sont partis avant ont pour une raison ou une autre compris avant les autres que l'Algérie était perdue. Il y en avait d'autres aussi, comme lui-même, qui l'avaient compris avant, mais ils ne voulaient pas l'admettre, donc ils sont partis plus tard.

Monsieur Métert a su en 1961, lors de ses vacances à Paris, que la situation en Algérie n'allait guère s'améliorer. Sa femme travaillait aux impôts directs et ils sont allés voir le directeur du cabinet du ministère des Finances, qui leur a avoué que l'Algérie serait perdue, qu'elle serait indépendante. Il l'a dit avant même que les accords ne soient signés. Ensuite il leur a montré sur une carte où il fallait demander leur mutation et où est-ce qu'ils ne l'obtiendraient pas. Le directeur le savait parce que c'étaient les instructions du gouvernement de Gaulle. Par conséquent Monsieur Métert était au courant avant 1962, et il ajoute aussi que des Algériens en Algérie parlaient déjà de l'indépendance en 1949. Quand Monsieur Métert a commencé à travailler à Tabaco en 1949, les Arabes étaient des saisonniers et ils étaient payés à la quinzaine, et toutes les quinzaines il y avait un collecteur de francs qui passait. « Il disait : voilà, c'est l'indépendance, donnez-nous quelque chose. » Devant certaines personnes les collecteurs se cachaient, mais guère devant lui.

Ensuite quand Monsieur Métert parle de ceux qui sont restés, il dit qu'il ne croit pas que 200 000 soient restés en 1962. En novembre 1962, on estimait qu'il en avait 150 000. Ceux qui sont restés, l'ont fait parce qu'ils croyaient pouvoir y vivre, comme tous l'avaient cru au début. Ceux qui sont restés ne se sentaient pas moins menacés que ceux qui sont partis, mais ils ont choisi de rester malgré leur peur. La plupart étaient des personnes âgées, voire retraitées, qui n'avaient « rien à perdre ». Ceci dit, Monsieur Métert connaît un Bônois, de son âge, qui avait donc autour de trente ans à l'époque, qui a choisi de rester avec sa femme et ses trois enfants. Ni lui ni elle ne voulaient revenir en France. Cependant il précise qu'ils n'étaient pas nombreux à rester. Des Algériens proposaient à des gens avec de petites entreprises, bijouteries, fermes etc. de rester et être associés avec eux. Très peu l'ont fait,

⁸² Allusion à ce qui s'est passé en 1945.

parce que le partage ne serait pas 50/50. D'autres n'ont pas voulu rester en Algérie après l'indépendance aussi à cause de certains nouveaux critères qu'il aurait fallu respecter et le fait que les Européens n'avaient la majorité nulle part.

En le confrontant à l'assertion dans *Le nouvel Observateur* qui dit que la plupart ne risquaient rien parce que les Algériens savaient qui avait fait quoi, Monsieur Métert répond que oui, les Algériens le savaient. Des renseignements généraux existaient, des personnes rémunérées par la police, qui infiltraient des milieux divers et se renseignaient. Ils notaient qui avait fait quoi. Cependant comme la police était plus ou moins l'OAS, ils ne disaient rien. Après le 19 mars 1962, ils ont pourtant donné leurs dossiers au FLN. De plus, les choses se savaient facilement dans et en dehors du quartier, au moins à Bône, peut-être pas dans les grandes villes. Ceci dit, même s'il y avait des Européens qui n'avaient rien fait, les Algériens souhaitaient toutefois avoir par exemple leurs commerces ou leurs appartements. Et il n'y avait plus personne pour aider ou protéger les Européens. Personne ne les soutenait, parce qu'ils étaient tous partis – l'armée française, la police. « Les bons et les mauvais, c'était la même chose avec eux. Eux ils voulaient, ils voulaient et puis c'était tout. »

D'autres facteurs qui ont pu influencer le choix des Pieds-noirs

Ensuite parmi les facteurs que nous avons évoqués dans nos entretiens, pour savoir si d'autres choses ont pu influencer le choix des Pieds-noirs, de partir ou de rester, il semble que très peu de ces facteurs aient pu jouer un rôle. D'après Monsieur Métert, avant que la situation ne s'aggrave et qu'une grande partie des Pieds-noirs ne quitte l'Algérie, les populations vivaient plus ou moins en harmonie, mais chacun chez soi. L'origine des Pieds-noirs, qu'ils vivaient à la campagne ou en ville, en communauté mixte ou européenne, ne jouait pas un rôle pour le choix de partir ou de rester. L'attitude politique n'a pas joué un rôle non plus, puisque 98% d'Européens étaient, d'après Monsieur Métert, contre l'indépendance. Le niveau d'études n'a guère influencé le choix non plus, mais le métier a peut-être joué un petit rôle, parce qu'en France il y avait quand même plus de débouchés qu'en Algérie. Ce qui a contribué à ce que les gens restent en France sans vouloir retourner en Algérie. En Algérie il aurait fallu construire des usines, et les développer, mais le gouvernement français ne voulait pas. « Il ne voulait pas mettre l'Algérie en parallèle avec la France, parce que l'Algérie c'était un pays plus riche que la France. » S'il y avait eu des industries, s'il y avait eu du travail pour tous, des cadres français et des cadres arabes, on serait peut-être resté. Mais là il n'y avait rien. Enfin Monsieur Métert précise que la date d'arrivée en Algérie n'a sûrement pas influencé le

choix de départ ou non-départ. Il souligne que les gens étaient tous tellement bien et tellement accueillants en Algérie, que même des gens qu'y ont fait leur service militaire avaient envie de rester. Il faisait tellement bon vivre en Algérie. Pourtant la grande majorité est partie.

5.2.1.5 L'OAS, le FLN et les responsables du grand exode

L'OAS et le FLN ont eu leur rôle dans le grand exode. Le FLN avait déjà fait des attentats. Il avait entre autres tué de nombreux instituteurs et aussi incendié beaucoup d'écoles parce qu'il ne voulait pas que les gens soient instruits. Vu que de Gaulle et le Contingent en avaient assez de l'Algérie, l'OAS et le FLN se sont « chargés » de la situation encore plus qu'avant à partir du 19 mars 1962. Le FLN commença par acclamer l'indépendance et disait que tous les Ultras « allaient y passer », et l'OAS a répondu avec la même politique que le FLN. Elle a entre autres détruit un immeuble dans la Casbah d'Alger où il y a eu plusieurs morts. De plus, surtout à Oran et à Alger, la situation était intenable : un Français passait, il tuait un Arabe, un Arabe passait, il tuait un Français. Les morts traînaient par terre. C'était affreux. Cependant l'État français n'avait pas pu prévoir qu'autant de Français d'Algérie allaient se rapatrier en France et non plus quels « types » de Pieds-noirs qui allaient rester ou partir. Pourtant, Ferhat Abbas l'avait évoqué dans un discours en 1962. Monsieur Métert le cite :

Sur le million d'Européens, il y a un tiers des Français qui ont fait du mal aux Arabes, qui partiront, un autre tiers qui est fonctionnaire, qui partira aussi. Et l'autre tiers sont des braves gens, et ben, on les gardera avec nous.

D'après Monsieur Métert il n'y a pas une personne qui soit responsable du grand exode, mais plutôt un certain nombre de facteurs qui ont poussé les gens à partir, comme : les accords d'Évian, le fait d'être obligé à prendre la nationalité algérienne et notamment les massacres dans la rue d'Isly le 26 mars et à Oran le 5 juillet 1962.

5.2.1.6 Les accords d'Évian, la politique gaullienne et la possibilité d'éviter le grand exode

« Les accords d'Évian, au début on ne savait pas ce que c'était. On ne savait pas. »

Les gens l'ont appris le lendemain, lorsque les rebelles sont entrés dans les administrations et ont commencé à remplacer la police. Les accords n'ont pas été affichés. De Gaulle avait juste

fait une déclaration en disant que les Européens pouvaient rester chez eux et avoir les mêmes droits, mais il n'avait pas mentionné le choix qu'il fallait faire entre la nationalité française et la nationalité algérienne. Selon Monsieur Métert la politique de De Gaulle était assez ambiguë et les anciens se méfiaient et disaient : « Attention, vous avez acclamé de Gaulle, vous allez voir ce qu'il va vous faire. Vous allez voir. » Les anciens avaient déjà vécu le discours de De Gaulle en 1944 où il avait dit : « Tous les pays à l'autodétermination. » Les autres plus jeunes le savaient aussi, mais non pas dans quels termes.

En 1958/59 quand les Algériens sont entrés de plus en plus dans toutes les administrations, les Européens d'Algérie savaient qu'il fallait faire quelque chose, qu'ils ne pouvaient plus rester comme ils étaient et qu'une harmonisation était nécessaire. Seulement ce n'était pas souhaitable à ce point. Monsieur Métert compare la situation entre autres avec celle de la Nouvelle-Calédonie où l'indépendance n'est presque plus demandée et où on a réussi à trouver un accord en collaborant, les gens de tous les partis étant représentés. Monsieur Métert ne sait pas si le grand exode aurait pu être évité, mais en tout cas, il aurait fallu commencer les négociations bien avant. Ensuite, de Gaulle aurait dû négocier avec plusieurs représentants différents, avec le MNA, Messali Hadj, les activistes, les gens de l'OAS, Jacques Chevallier, les Harkis etc. Mais il a choisi de négocier avec les rebelles. De Gaulle en avait assez de l'Algérie et il avait peur que beaucoup de musulmans aillent en France. Il était nationaliste et avait peur que Colombey-les-Deux-Églises, où il habitait, ne se transforme en Colombey-les-Deux-Mosquées.

5.2.2 Henri Randalas

« Vous avez un livre. Vous tournez la page. Allons hop, on passe à la page suivante. La page suivante est ici. »

Henri Randalas est né en 1933 à Hussein Dey, là où le Dey Hussein, ce fameux homme du coup d'éventail, avait sa résidence. Ses origines sont surtout françaises avec un tout petit peu de sang espagnol. Dans la famille Randalas, son grand-père est parti en Algérie avec un frère, faire le service militaire vers 1880 et ils ont fini par y rester.

Le retour de la famille Randalas a été un peu dispersé. Tous ne sont pas rentrés en France en même temps, mais Monsieur Randalas est parti en vitesse avec sa femme et sa fille en juin

1962. Étant donné que Monsieur Randalas a plusieurs anecdotes qui illustrent la situation en Algérie à l'époque de la guerre, elles seront incluses.

5.2.2.1 La vie en Algérie

En Algérie Monsieur Randalas était plombier-zingueur, donc chauffagiste. Son père avait créé une entreprise artisanale, ensuite, il avait formé le frère de Monsieur Randalas qui avait dix ans de plus que lui. Et par la suite, son frère et son père l'ont formé pour qu'il puisse travailler avec eux. Tous les trois travaillaient ensemble dans l'entreprise et de plus l'entreprise avait six ou sept autres ouvriers, qui travaillaient avec eux. Cependant au fur et à mesure que les attentats se multipliaient, les ouvriers avaient peur et ne venaient plus au travail.

Vivre à côté des Arabes était généralement un avantage culturel. Pendant les fêtes par exemple, les Arabes apportaient des gâteaux, si c'était une fête juive, les Juifs apportaient des gâteaux ou si c'était une fête chrétienne, c'était au tour des Français. Dans le quartier où le père de Monsieur Randalas avait son atelier, les gens étaient de toutes les nationalités et origines : asiatique, soudanaise, arabe, kabyle, espagnole etc. Chacun avait son indépendance, les gens s'entendaient bien et il n'y avait pas de problèmes. La meilleure amie de sa femme était arabe d'ailleurs. « Y avait pas de problème...jusqu'au jour où on a dit : on n'est plus d'accord. »

Anecdotes

Deux histoires, une qui illustre bien que les gens s'aidaient indépendamment de leur origine ou conviction religieuse, au moins dans le cas de Monsieur Randalas qui s'entendait et s'entend toujours bien avec tout le monde s'ils sont des gens sympathiques. Pour lui rien d'autre n'est important. Et la deuxième montre l'importance de la connaissance de la culture de l'autre.

Un jour il était en train d'arroser son basilic, quand il a entendu la voisine arabe crier : « Il va le tuer, il va le tuer ! » Son mari était en train de « se bagarrer » avec quelqu'un dans une voiture et l'autre avait un couteau. Comme Monsieur Randalas savait se battre parce qu'il avait fait du judo, du karaté et du rugby, il n'avait pas peur. Il n'a pas beaucoup cherché à comprendre ce qui se passait et il ne savait pas de quel côté l'homme avec le couteau se trouvait, donc il a ouvert une portière et s'est dit que le premier qui sortait c'était le bon. Et

heureusement il a attrapé le bonhomme et l'a fait voler contre un mur puis une patrouille est venue et l'a embarqué.

Pendant les événements, un jour quand il travaillait pour les ciments Lafarge, une grande usine à Alger, un homme a demandé au chef s'il pouvait avoir des sacs de ciments. Le chef a accepté, mais après l'homme avait des difficultés à transporter tous ces sacs chez lui. Il demanda à Monsieur Randalas de l'aider. Sachant que l'homme habitait dans un endroit où le FLN avait son « nid », mais voulant l'aider, ils ont fait un accord. Pour être sûr que l'homme allait monter et descendre avec Monsieur Randalas afin qu'il ne soit pas touché par le FLN, il s'est appuyé sur la religion. Il a dit : « Qu'est-ce qu'il a dit le bon Dieu ? Il a dit, si tu fais du mal à ton voisin, le mal que t'as fais à ton voisin va tomber sur toi. » Après avoir discuté un peu et voyant que l'Arabe avait peur du malheur, ils sont montés chez lui. Dans chaque virage il y avait un homme avec un fusil. Puis après avoir bu le café, ils sont descendus ensemble et ils se sont séparés au virage où il n'y avait plus personne. Le lendemain un ingénieur lui a dit : « Randalas, ou tu es inconscient ou tu es fou. » Mais Randalas avait juste pensé que l'homme avait besoin d'aide et il voulait lui rendre service, pour cela il a joué sur ce qu'il appelle « l'accord de Dieu ».

5.2.2.2 Les départs

Dans le cas de Monsieur Randalas, il ne s'est pas posé la question de partir ou de rester. Pour lui c'était clair, dans sa famille il y avait déjà eu sept morts, il ne voulait pas être le prochain cadavre. Il y avait beaucoup d'insécurité et de nombreux attentats et lui il avait une jeune femme et une fille.⁸³ Il continue son récit en disant, que s'il n'est pas mort, il le doit à un voisin arabe. Un jour son voisin lui a dit qu'il devrait plutôt faire un détour au lieu de prendre le chemin habituel pour rentrer à la maison, et ce jour-là il y a eu des attentats qui ont fait des morts. Peut-être que son voisin avait des « antennes » ou qu'il faisait partie des gens qui organisaient des attentats. En tout cas ils avaient une amitié et ils se rendaient des services.

Ensuite, un jour Monsieur Randalas, sa femme, sa belle-sœur et son beau-frère sont allés rendre visite à une autre sœur de sa femme, seulement pour découvrir qu'elle avait quitté le pays quelques jours avant sans le dire à personne. Beaucoup partaient dans la panique. Ce n'était pas facile, les avions et les bateaux étaient pleins. Au retour de cette visite, allant vers

⁸³ Il met l'accent sur « jeune femme » et sur le fait d'avoir un enfant, peut-être pour marquer une raison de plus pour ne pas rester.

Hussein Dey, Monsieur Randalas allait laisser son beau-frère et sa belle-sœur qui habitaient sur le chemin, quand un bus passant s'est arrêté et le chauffeur leur a dit de prendre une autre route. Puis ils ont vu une voiture passer avec un trou énorme sous le siège du chauffeur et celui-ci disait aussi qu'il ne fallait pas passer par là. Ce qui se passait c'était que le FLN et le MNA étaient en train de s'affronter. Les militaires restaient enfermés et ne sortaient pas, alors que les civils étaient à l'extérieur. Pour rentrer à la maison c'était compliqué puisque « tous » les chemins menaient d'une façon ou d'une autre vers le FLN. Ainsi ils ont décidé de se réfugier chez un autre membre de la famille qui n'habitait pas très loin. Ils sont rentrés chez lui à quatre pattes et y ont passé la nuit, en écoutant le FLN et le MNA qui se tiraient dessus. Puis le matin, quand la situation s'était calmée, Monsieur Randalas et les autres sont rentrés chez eux. Monsieur Randalas et sa femme ont préparé leurs valises et son père les a accompagnés aux bateaux le lendemain.

Les autres qui ont choisi de partir en 1962, sont d'après Monsieur Randalas, partis à cause de l'insécurité aussi. « [...] quand vous commencez à entendre les coups de pétards la nuit, puis le jour et tout ça, vous vous dites, ce n'est pas le moment de rester là ici, voilà. » D'après lui, l'insécurité était aussi la raison du départ de ceux qui sont partis avant 1962. Ceux qui habitaient dans des quartiers qui étaient particulièrement précaires, et à la campagne, parce que là les gens étaient facilement victimes d'attentats. Le sentiment d'insécurité se créa aussi par le phénomène de haine qui est apparu entre les uns et les autres. Soudainement les gens n'étaient plus sûrs de pouvoir faire confiance à leurs voisins, craignant qu'ils ne fassent un attentat qui touche la famille. Cependant, des gens ont voulu et ont essayé de rester, parmi eux, les parents de Monsieur Randalas.

Ses parents ont essayé de rester, mais après un an ils sont rentrés en France. Le père de Monsieur Randalas n'est pas entré dans les détails sur la situation en Algérie après l'indépendance, mais il sentait l'oppression et l'insécurité et, d'après Monsieur Randalas, ses parents ont probablement vu que la situation se dégradait de plus en plus. Puis le facteur décisif a pu être qu'ils ne souhaitent pas prendre la nationalité algérienne. Autrement il pense que les autres qui sont restés ont fait un choix personnel, ils voulaient rester et ils se trouvaient bien, comme un de ses amis qui est resté. Mais la plupart étaient des gens d'un certain âge. Très peu de jeunes sont restés. En évoquant si d'autres éléments ont pu influencer le choix du départ ou non-départ, il semble qu'il y en ait eu très peu.

Monsieur Randalas trouve qu'il est difficile de se mettre dans la situation des autres, mais il nous a donné quelques opinions sur certains des facteurs qui ont peut-être pu influencer le choix des Pieds-noirs. L'origine ethnique a peut-être pu jouer un rôle dans ce sens que les Juifs quittaient sûrement l'Algérie parce qu'entre les Juifs et les Arabes il y avait des tensions d'ordre ethnique. Les convictions politiques ont peut-être joué un rôle. Monsieur Randalas était lui-même contre le FLN et pour l'Algérie française. Le fait de vivre en communauté mixte ou européenne pouvait peut-être jouer un rôle aussi parce que soudainement les gens se méfiaient de leurs voisins s'ils habitaient avec des Arabes. Ensuite il ne sait pas si les Européens avaient plus tendance à partir s'ils habitaient la ville ou la campagne, mais il reconnaît qu'il y avait des différences en ce qui concerne la sécurité. En ville, jusqu'à un certain moment, les populations étaient plus protégées vu que l'armée française était présente, alors qu'à la campagne comme on était plus isolé, des bandes pouvaient facilement passer la nuit et tuer des familles. Puis, en ville, les attentats ont commencé. En ce qui concerne le métier, la profession et les études, Monsieur Randalas ne croit pas qu'ils aient joué un rôle dans le choix des Pieds-noirs.

Ensuite, en ce qui concerne l'assertion dans *Le nouvel Observateur*, qui dit que la plupart n'avaient rien à craindre parce que les Algériens savaient qui avait fait quoi, Monsieur Randalas n'est pas tout à fait d'accord. Oui, le FLN savait qui avait fait quoi parce qu'il avait des listes que les Français lui avaient laissées. « [...] au lieu de passer ça à la machine et d'occulter tout ça, ils leur ont donné la clé en main aux autres-là. » Pourtant, ceux qui ont été poursuivis étaient aussi des gens qui n'avaient rien fait et des fois ces personnes ont été enlevées pour qu'on puisse faire des transfusions sanguines aux blessés du FLN.

5.2.2.3 Le retour en France

Pour Monsieur Randalas le retour et l'intégration en France ont été facilités par le fait qu'un de ses beaux-frères et une belle-sœur du côté de sa femme y habitaient déjà. Son beau-frère et sa belle-sœur étaient partis déjà en 1961 parce qu'ils vivaient dans un quartier où il y avait peu de sécurité, à Bâb-el-Oued.⁸⁴ Du coup quand Monsieur Randalas est venu avec sa femme et sa fille, il a eu de l'aide et un appartement dans un immeuble qui venait d'être construit par l'entreprise où travaillait son beau-frère. Par ailleurs il a vite trouvé un emploi de plombier, dans une entreprise où il a été embauché après une semaine à l'essai. Il nous dit que quand il a

⁸⁴ Quartier populaire d'Alger.

eu sa première paie, sa femme croyait qu'on s'était trompé, parce qu'il gagnait le double de ce qu'il avait gagné avec son père. Plus tard Monsieur Randalas s'est fait connaître et il s'est mis à son compte en tant qu'artisan et il a créé sa propre entreprise artisanale. Le fait d'être rapatrié ou Pied-noir ne lui a généralement pas causé de problèmes. Une fois on lui a fait une réflexion et Monsieur Randalas a vite fait comprendre à l'autre qu'il n'acceptait pas ce genre de commentaires à son sujet.

5.2.2.4 Les accords des dupes, la politique et les responsables

Selon Monsieur Randalas, les accords d'Évian sont des accords de dupes, ou bien des accords de « marchands de tapis », qui n'ont pas fonctionné parce que le gouvernement français n'a pas été ferme dans toutes ses discussions, les accords n'étaient pas cadrés. Par conséquent après des gens ont encore été tués. Les militaires étaient cantonnés dans leurs casernes sur l'ordre de De Gaulle alors que dans le même temps des gens se faisaient égorger devant eux. « C'est quoi ça ? Ce n'est pas des accords ! Ça c'est de la duperie. C'est tout. Moi je le conçois comme ça. »

D'autres acteurs dans la guerre, qui ont joué un rôle aussi par rapport à l'exode sont le FLN et l'OAS. Principalement le FLN. Le FLN a été le « point crucial » de l'affaire. Qui faisait les attentats, qui mettait des bombes dans les lampadaires des rues et sous la scène de l'orchestre du Casino de la Corniche ? Ensuite l'OAS, heureusement, s'est manifestée. Monsieur Randalas croit que sans elle, il y aurait eu plus de morts. Et même si l'OAS n'a pas protégé les Pieds-noirs lors des départs vers la France, sa présence leur a permis de partir parce que le FLN ne voulait pas que les Européens prennent les bateaux pour la France, mais il avait peur que l'OAS ne lui tire dessus. Puis le 5 juillet à Oran, le massacre a eu lieu puisque l'OAS s'était retirée, par conséquent le FLN est descendu dans la rue et a tué beaucoup de gens. Ensuite quant au principal responsable du grand exode, il semble plutôt que ce soient des événements qui ont poussé les gens à partir et pas une personne spécifique. Ce qui a poussé les gens à partir était surtout un « ensemble » d'insécurité – de Gaulle qui avait ouvert la porte à tous les criminels qui avaient été condamnés par les tribunaux français⁸⁵, la peur, la haine, la rue d'Isly et le 5 juillet à Oran. Tout cela a fait partir les gens. « On va manger peut-être du pain et de l'oignon, mais au moins on sera tranquille. »

⁸⁵ Monsieur Randalas se réfère probablement aux prisonniers qui ont été libérés lors de la signature des accords d'Évian.

De Gaulle

Sans les accords, on aurait peut-être pu éviter le grand exode, parce que sur le plan militaire, la France avait gagné. Et il n'y avait plus de problèmes jusqu'au jour où de Gaulle est arrivé. Il y a eu des personnes du FLN qui sont allées le voir pour déposer les armes, mais de Gaulle a voulu négocier avec le GPRA⁸⁶, il voulait abandonner l'Algérie. Pourtant si de Gaulle l'avait gardée, la France aurait peut-être eu le pétrole, en accord avec les Algériens. « Mais seulement, évidemment quand on leur dit, on va vous donner tout le gâteau, les autres ils ne vont pas dire, on prend la moitié. » De Gaulle savait dès le début ce qu'il voulait et « le Forum à Alger » a été monté par son service secret. C'était son organisation pour revenir au pouvoir. Quand il est revenu au pouvoir tous n'avaient pas compris ce qu'il allait faire et quand de Gaulle est allé au Forum à Alger, beaucoup de monde était présent, entre autres Monsieur Randalas. Monsieur Randalas était là avec des amis avec qui il avait fait un arbre de triomphe. Il se souvient qu'un monsieur plus âgé, une connaissance qui avait fait la guerre, qui connaissait les tenants et les aboutissants de la politique, lui avait dit : « Henri, tu sais que l'arbre de triomphe que vous êtes en train de faire, de Gaulle il va vous le faire manger feuille par feuille. » Sur le moment, ce commentaire l'a un peu provoqué, donc il a répondu qu'il n'appréciait pas ce commentaire et qu'il n'aurait pas continué la conversation de cette manière si l'homme avait eu son âge. Néanmoins, l'homme ne s'est pas tu, il a répété sa phrase et il a eu raison.

5.2.3 Michèle Deveaux

« [...] notre catastrophe c'était de quitter notre pays, premièrement, et deuxièmement la séparation entre nous. »

Michèle Deveaux est née Such en Algérie en 1935. Elle a vécu à Ouled-Fayt, à 20 kilomètres d'Alger. Ses origines sont en partie espagnoles, parce que son grand-père était venu d'Alicante s'installer en Algérie vers la fin du dix-neuvième siècle.

L'histoire de Madame Deveaux est un peu particulière, parce qu'elle n'est pas partie définitivement en 1962, non pas parce qu'elle souhaitait rester en Algérie et tenter la nouvelle vie, mais pour des raisons pratiques.

⁸⁶ Certains disent que de Gaulle a négocié avec le GPRA, d'autres disent qu'il a négocié avec le FLN. De Gaulle ou plutôt l'équipe de De Gaulle qui a négocié, ont officiellement négocié avec le FLN.

5.2.3.1 La vie, les vacances et le départ définitif

En Algérie il y avait un bon climat, le soleil et la mer. Les populations vivaient côte à côte, chacune pratiquait sa religion, on allait à l'école ensemble, on jouait ensemble, on s'apportait des gâteaux pendant les fêtes et la vie en communauté se passait plutôt bien. La situation est devenue compliquée lorsque les Algériens ont voulu l'indépendance. Au bureau où elle travaillait, parfois les Arabes faisaient la grève parce que s'ils allaient travailler, le FLN les tuait. Cela se savait. Autrement on ne discutait pas de politique au bureau, parce que sûrement chacun avait ses idées, qui n'étaient pas forcément celles de l'autre. Madame Deveaux travaillait à la préfecture d'Alger où elle était fonctionnaire. Elle nous raconte que comme elle n'avait pas eu de mutation en 1962, elle est partie en vacances en France, pour chercher un travail. Elle est partie dans le sud de la France alors que son père et des sœurs s'y étaient installés, mais trouver un emploi était dur. Ses options étaient alors soit de partir dans le nord de la France, soit d'attendre encore un peu en Algérie, qu'on lui propose une mutation qui lui convienne. Mais, si elle n'acceptait pas le troisième poste qu'on lui offrait, il fallait qu'elle démissionne. N'ayant pas trouvé de poste en France, mais ayant encore une sœur, une amie et un logement en Algérie, elle y est retournée. Elle a poursuivi son travail et après six mois, une mutation en Ardèche lui a été offerte. Cependant, elle n'est pas partie tout de suite. Parmi les Européens en Algérie il y avait entre autres des fonctionnaires venus de France pour une période de cinq ans. Au bureau de madame Deveaux, il y en avait aussi qui avaient presque fini leur période, donc ils étaient encore une bonne équipe d'Européens. Son chef a fini par demander si le poste à la préfecture d'Ardèche pouvait lui être conservé jusqu'au premier juillet, ce qui fait qu'elle est partie d'Algérie fin juin 1963 avec un Français qui finissait sa période de cinq ans.

Madame Deveaux a vendu ce qu'elle pouvait vendre et puis elle est partie. Le jour du départ, lors du contrôle de sécurité son collègue est passé devant elle, avec ses papiers en règle, où il était écrit : né en France etc. Ensuite elle est passée, aussi avec ses papiers en règle, mais comme elle était née en Algérie et que le nom « Such » disait quelque chose aux hommes qui faisaient le contrôle, elle a été arrêtée et interrogée. Ils ont demandé si elle avait des frères, mais elle n'avait que trois sœurs. Évidemment ils croyaient qu'elle mentait. Ils ont discuté un peu entre eux, parce qu'ils ne savaient pas quoi faire, puis ils sont partis au bureau avec sa carte, tandis que son ami l'attendait. Et en revenant ils disaient que « Such » était quand même connu. Et tout d'un coup, ça lui est venu à l'esprit qu'une entreprise près d'Alger

s'appelait Such, cependant il n'y avait pas de rapport avec sa famille. Les hommes ont hésité, puis un a dit en arabe : « Qu'est-ce qu'on fait, on la garde ? » Mais finalement elle a pu partir. Elle avoue qu'à ce moment-là elle a eu très peur et que si elle avait été arrêtée en 1962, lors de ses vacances, elle n'aurait peut-être pas eu le courage de revenir.

Le départ de Madame Deveaux a par conséquent eu lieu plus tard à cause d'une mutation tardive. De toute façon elle ne serait pas restée. Elle ne se voyait pas rester en Algérie, maintenant que l'Algérie était devenue algérienne. La vie n'était pas pareille et il y avait trop de haine entre les populations, trop de sang coulé. Ceci dit, elle trouve qu'elle a eu de la chance. Elle pense qu'ayant trouvé un poste, étant jeune et célibataire, se refaire une vie était plus facile. D'ailleurs elle a été bien accueillie en France. Elle a logé chez une dame qui est devenue une amie, elle a eu de bons collègues et elle habitait dans un petit département, ce qui facilitait aussi l'intégration. Ceux qui sont arrivés près de Marseille ainsi que ceux qui avaient un certain âge, ont probablement eu plus de difficultés à s'adapter à la nouvelle vie. Tandis qu'elle, étant jeune, ça ne lui posait pas beaucoup de problèmes, non plus de changer de service de temps en temps. D'ailleurs elle croit avoir eu un avantage en arrivant un peu plus tard, peut-être pour cette raison aussi, elle a eu un meilleur accueil.

Maintenant elle est bien en France, pourtant elle apprécie les rapatriés. Ils se sont beaucoup aidés et elle se sent toujours plus à l'aise en parlant de l'Algérie avec eux qu'avec d'autres Français. « Oui, on est là, on a refait notre vie, mais on a toujours ce...il nous manque quelque chose, notre pays natal. »

5.2.3.2 Les départs et les événements

Ceux qui sont partis avant 1962 étaient plus prévoyants que les autres, selon Madame Deveaux. Ils se sont dit que l'Algérie était perdue et au lieu de rester, ils se sont organisés. Ensuite, les départs en 1962, sont dus entre autres aux accords d'Évian, parce qu'ils n'ont pas été respectés. Il y a eu plus de morts après le cessez-le-feu qu'avant. Peut-être s'il n'y avait pas eu autant de morts il y en a qui seraient restés, ou alors les gens seraient partis progressivement. Tout de même plusieurs événements avaient effrayé la population européenne depuis le début de la guerre : les fusillades, les bombes au Milk Bar où ils allaient souvent prendre une glace, la bombe sous l'orchestre du Casino.⁸⁷ Il y a eu beaucoup de morts

⁸⁷ Allusion au Casino de la Corniche à Alger.

et aussi de nombreux enlèvements, ce qui ne donnait pas envie de rester. Elle-même était présente un jour de fusillades à Alger. Ce n'était pas en mars 1962, mais avant, peut-être en janvier.⁸⁸ Avec ses amis elle était sortie dans la rue avec les autres qui étaient pour l'Algérie française, quand les fusillades ont commencé. Elle est partie vite avec ses amis, à travers la foule et les balles, se cacher dans un immeuble et elle s'est retrouvée avec une seule chaussure. Quand ils sont sortis de l'immeuble, elle a retrouvé l'autre au pied d'un arbre. Ceci n'était pas le seul incident, elle nous raconte que plusieurs enlèvements ont eu lieu, même dans sa famille. Deux cousins proches ont été enlevés. Le premier était jeune et marié depuis un an, quand lui et sa femme ont disparu. Personne n'a retrouvé leur voiture. Le deuxième avait une petite fille de trois mois quand il a disparu et le même jour dans le même village ils ont été quatre à être enlevés, et aucun n'a été retrouvé. Sa tante et son oncle sont restés encore jusqu'en 1964-65, pour essayer de savoir ce qui s'était passé et pour régler leurs affaires. Quand ils sont rentrés en France, ils ont reçu une lettre du Consul disant qu'un charnier avait été trouvé et que sûrement leur fils était là. Pourtant ils n'ont jamais eu de preuves.

À part les facteurs déjà mentionnés, Madame Deveaux ne croit pas que l'origine des rapatriés ait pu influencer le choix de partir ou rester, mais plutôt la situation familiale. Au sujet des éventuelles influences politiques, elle était, comme la plupart, pour l'Algérie française. Cependant même si des gens étaient pour l'Algérie algérienne au début, il était vraisemblable qu'ils finissent par partir, parce que « tout le monde » partait. Le fait d'habiter la campagne ou la ville ne pesait pas sur le choix non plus. Les gens à la campagne portaient parfois un peu plus tard pour pouvoir faire les dernières récoltes, mais c'est tout. Ensuite qu'ils vivent dans une communauté mixte ou européenne ou qu'ils pratiquent un métier particulier, n'avait rien à voir non plus. À l'époque les gens faisaient moins d'études et avant la guerre, s'ils faisaient des études un peu avancées, ils allaient en France, mais après ils revenaient en Algérie. Ce qui montre que sans la guerre, les gens seraient restés, mais le métier en soi n'avait aucune influence sur le choix de partir ou de rester. Ceci dit, elle avoue que les rapatriés ont eu de la chance d'arriver en France il y a cinquante ans et pas aujourd'hui, parce que le taux de chômage était très bas et le travail se trouvait facilement aussi sans diplôme. Au sujet de la date d'arrivée en Algérie elle dit que l'attachement à l'Algérie dépendait du temps que chacun avait passé en Algérie et de leur souvenirs, cependant la plupart des gens portaient indépendamment de leur arrivée.

⁸⁸ Elle ne se souvient pas de la date exacte, mais elle croit que c'était en janvier.

Et pour ceux qui sont restés, son opinion semble claire : ils sont restés principalement provisoirement. Ils sont restés pour régler leurs affaires, leurs « histoires » par exemple si quelqu'un de la famille avait disparu. Dans ce cas ils cherchaient, attendaient des nouvelles et allaient auprès du Consul de France, par exemple. En plus des gens restaient aussi en attendant leur mutation. Elle ne connaît personnellement personne qui ait choisi de rester. Madame Deveaux sait qu'une famille dans son village est restée, en disant qu'ils aimaient bien les Arabes et étaient heureux avec eux. Ensuite elle a vu une émission à la télévision où on parlait de certaines personnes qui étaient restées et qui ont eu des enfants auxquels ils ont donné des prénoms arabes etc. Autrement elle peut imaginer que si certains ont choisi de rester, ils espéraient peut-être que la situation s'arrange et qu'ils pourraient vivre une vie normale.

5.2.3.3 La situation en Algérie et les autorités

D'après Madame Deveaux, même si les Arabes n'étaient pas pour l'Algérie française, tous n'étaient pas contents que les Français partent. Ceux qui travaillaient la terre, les femmes de ménage ou d'autres gens un peu âgés, ceux qui n'étaient pas de la nouvelle génération, ils ne voulaient pas que les Français partent. Parce que la présence des Français leur donnait du travail. Sa sœur avait une femme de ménage, une pauvre femme de peut-être soixante ans. Avant que sa sœur ne parte, elle a quitté sa villa et est allée ailleurs, alors elle a dit à sa femme de ménage : « Ecoute, on s'en va, t'as qu'à venir, tu prends ce que tu veux. » La femme a fait ainsi, elle a rempli un petit chariot avec quelques bricoles, mais il a fallu qu'elle rapporte tout, sinon le FLN l'aurait accusée d'être une voleuse.

Tous voulaient que la guerre se termine, mais il y a eu une injustice, parce qu'en Algérie personne n'a pu voter pour ou contre l'indépendance. La décision a été prise par les Français en France. Ensuite, le gouvernement français croyait que les rapatriés allaient venir progressivement, mais les accords n'ont pas été respectés. Les gens n'avaient peut-être pas lu tous les documents du cessez-le-feu, pourtant ils savaient qu'il y avait des accords et qu'il fallait arrêter les attentats, et malgré cela les accords n'ont pas été respectés.

Puis de Gaulle leur a menti. Il est arrivé au gouvernement général à Alger en disant, « je vous ai compris, l'Algérie restera française de Dunkerque à Tamanrasset », et puis quelques jours après à Oran, il a changé d'avis. Enfin, il savait ce qu'il voulait faire, mais il n'a pas voulu le

dire tout de suite. De Gaulle a sauvé la France quand il y a eu la guerre de quarante, mais il n'a pas aidé les Français d'Algérie au sujet de l'Algérie.

Ensuite, concernant l'assertion du *nouvel Observateur* qui disait que la plupart n'avaient rien à craindre parce que les Algériens savaient qui avait fait quoi, Madame Deveaux n'est pas très claire. « [...] peut-être qu'ils avaient des listes. » Ce qui est sûr c'est que les Algériens savaient que les Français étaient pour l'Algérie française, mais ceci ne signifiait pas que tous étaient dans l'OAS. Par contre, il semble qu'on enlevât un peu au hasard. Madame Deveaux se souvient d'une jeune fille qui faisait ses études à Alger, elle était probablement pour l'Algérie française, mais elle ne faisait pas de politique. Un jour en rentrant dans son village en Kabylie avec d'autres gens, sa voiture a été arrêtée, et elle a été tuée. En tout cas il est possible que certains n'eussent rien à craindre parce qu'ils n'avaient rien fait, mais elle ne croit pas que les gens aient eu envie de rester. « Vu qu'on était Français, on n'avait pas envie, parce que si on était resté en Algérie, il aurait fallu changer de nationalité. »

Dernier point, le grand exode aurait peut-être pu être évité si l'Algérie était restée française. Mais il fallait peut-être que l'indépendance arrive un jour, parce que les peuples évoluent.

5.2.3.4 Le retour

Après vingt-cinq ans, le mari de Madame Devaux a réussi à la convaincre de lui montrer l'Algérie. Il avait envie de voir son pays, donc ils ont fini par s'inscrire à un voyage organisé. Elle avait beaucoup de peine, mais y retourner l'a apaisée. Elle a revu sa maison, le cimetière et puis un jour qu'ils étaient libres, son mari et elle ont beaucoup visité. Ils ont pris un taxi qui les a emmenés pour la journée dans les petits villages et lieux qu'elle voulait montrer à son mari. D'abord le chauffeur ne voulait pas les prendre pour toute la journée et leur a dit de prendre des taxis différents, mais après quand il a compris que Madame Deveaux connaissait bien le pays et qu'elle préférait garder un taxi, il a fait une exception et il a arrêté le compteur. Du coup ils ont pu beaucoup visiter et elle a tout expliqué à son mari. La seule chose qu'ils n'aient pas pu faire, était de prendre des photographies de certains bâtiments, des bâtiments publics. L'année suivante elle voulait y retourner, mais la situation était plus tendue en Algérie, donc elle a préféré ne pas partir. Elle l'a fait une fois, elle a tourné la page, la nostalgie est toujours présente, mais elle ne sent plus le besoin d'y retourner.

5.3 Ceux qui sont restés en 1962

Les Pieds-noirs dont on entend peut-être le moins parler et dont les gens ont une tendance à oublier l'existence, sont les Pieds-noirs qui sont restés en 1962, après le cessez-le-feu. Les Pieds-noirs qui n'attendaient pas une mutation ou le règlement d'affaires personnelles, ont réellement fait le choix de rester.

Les deux Pieds-noirs de cette catégorie, sont restés en Algérie pour des raisons divergentes. Le premier était encore enfant le jour de l'indépendance donc certaines réactions il les a eues quand il a grandi. Le deuxième témoin est une femme, qui à l'époque était jeune et venait de se fiancer. Les deux témoins ont tous les deux fini par partir en France après une dizaine d'années.

5.3.1 Claude Barile

« [...] il fallait prendre la décision soit d'assumer la peur, soit de partir. »

Claude Barile est né à Alger en 1955 et a vécu dans un quartier qui s'appelait Belcourt, un petit quartier très populaire du centre d'Alger. Avec sa famille il est resté en Algérie, jusqu'en 1974. Son père et sa mère sont rentrés en 1979.

5.3.1.1 La vie

« [...] en Algérie on vivait en paix, en tranquillité et on s'est retrouvé en guerre avec nos frères, avec nos amis et on n'a jamais compris pourquoi. »

Les populations vivaient ensemble, côte à côte et les enfants pouvaient jouer ensemble. Le père de Monsieur Barile qui connaissait l'algérien (il parlait presque trois dialectes) et l'Algérie mieux que les Algériens et qui laissait ses enfants faire tout en Algérie, n'aurait pas contre pas accepté que sa fille se marie avec un Arabe. Les mariages mixtes n'étaient pas courants et étaient même très mal vus. A la campagne les relations entre agriculteurs et ouvriers étaient très proches. L'Algérie avait beaucoup plus de petits agriculteurs, beaucoup plus de pauvres qu'on ne peut imaginer. À Noël les Pieds-noirs donnaient des cadeaux aux enfants des ouvriers et pour le Ramadan, les Algériens apportaient de la soupe : la chorba. Il y avait donc une certaine « intimité » et « bonté » de chaque côté, qui a été détruite par des éléments extérieurs, surtout politiques

5.3.1.2 Les raisons de rester ou de partir

Monsieur Barile était trop jeune à l'époque pour faire un choix, mais son père a voulu rester, la famille est donc restée. Son père voulait rester parce qu'il considérait que sa vie était là-bas. Il était très attaché à l'Algérie, comme Monsieur Barile y est resté attaché. Il avait passé son enfance en Algérie et avait tous ses amis en Algérie. La décision de rester n'était pourtant pas complètement partagée par sa mère au début, mais en couple solide et solidaire ils sont restés. Et ils ont risqué énormément en restant.

Les autres qui sont restés, l'ont probablement fait soit pour les mêmes raisons que son père : ils pensaient que toutes leurs racines étaient là-bas et ils n'imaginaient pas qu'ils pouvaient avoir d'autres racines. Sinon parce qu'ils n'avaient pas de famille en France ou ailleurs et qu'ils estimaient que la seule famille qu'ils puissent avoir était effectivement la famille qu'ils avaient en Algérie et les amis qui restaient. Ou encore une troisième option, parce qu'il n'y avait pas de travail en France. Toutefois, ils ont tous pris un grand risque en restant, puisque rien n'était garanti. Ni la sécurité, ni le travail. Alors que de nombreuses entreprises sont parties et plusieurs ont emmené leur personnel, ceux qui ont choisi de rester se sont retrouvés sans travail.

Les gens qui sont partis avant 1962, autour de 1958/1960, étaient des gens qui avaient déjà prévu la fin inéluctable de l'Algérie française, contrairement aux Pieds-noirs qui sont restés jusqu'en 1962. Les Pieds-noirs restés jusqu'en 1962 avaient l'espoir que la situation pouvait s'arranger, en particulier après le Forum à Alger en 1958 où de Gaulle « les avait compris ». Puis une minorité de ceux qui sont partis avant, étaient les grandes fortunes, des gens qui ont pu prévoir le futur parce qu'ils étaient informés au niveau politique. Ces gens contrairement aux petits colons et aux fonctionnaires, ont pu vendre leurs terres à un prix acceptable et rapatrier leurs fortunes en France ou ailleurs, avant que la situation ne devienne catastrophique.

Ceux qui sont partis en 1962, sont partis pour une seule raison, ils avaient peur. Cette notion de peur est ce qui a régi la vie des Pieds-noirs après l'indépendance. Par ailleurs ils croyaient trouver mieux en France, mais ils se sont trompés. Parce que le retour a été une catastrophe sociale et humaine.

D'autres facteurs ont pu influencer le choix de partir ou de rester. L'origine ethnique et religieuse n'est pas exactement un de ses facteurs. Dans les départs des Pieds-noirs, on peut

retrouver des populations d'origine variée : Français, Espagnols, Italiens et de nombreux Juifs. Les Juifs et les Algériens vivaient en communautés sans problèmes particuliers, avec des relations de voisinage et des liens économiques harmonieux. La crainte de se voir confronter à un nouvel antisémitisme qui devenait virulent au Maghreb et au Moyen-Orient, a poussé les Juifs surtout d'origine Séfarade à quitter l'Algérie. Tous ne sont pas partis en France, ils sont partis un peu partout, entre autres en Espagne et en Israël.

Ensuite l'engagement politique a pu influencer le choix parce que les gens qui n'ont pas pris parti, ont réussi à supporter la situation plus longtemps jusqu'à l'indépendance et au-delà. Tandis que ceux qui ont pris parti pendant la guerre ont soit été persécutés et exécutés par l'OAS, soit assassinés par le FLN. Le fait de vivre dans une communauté mixte ou européenne n'a pas joué un rôle pour le départ ou non-départ des Pieds-noirs. Même si certaines communautés étaient plus mélangées, comme par exemple à Philippeville, la mixité se retrouvait à tous les niveaux : dans les quartiers riches, populaires, au niveau rural etc. Par contre il y avait une différence entre la campagne et la ville. La campagne était beaucoup plus exposée au danger et par conséquent la quasi-totalité de sa population européenne est partie. Dans la famille de Monsieur Barile d'ailleurs trois personnes, trois agriculteurs, ont été assassinées. Il nous raconte que la situation à la campagne était un peu compliquée parce que les Pieds-noirs étaient généralement très bien acceptés par leurs ouvriers car c'était des « petits colons » qui respectaient leurs ouvriers. Le problème s'est posé quand le FLN a commencé à envoyer des commissaires spéciaux pour contrôler les milieux ruraux. Après les amis ne sortaient plus ensemble et chacun se méfiait de tout le monde. « [...] quand les éléments extérieurs à cet univers sont arrivés pour contrôler politiquement les campagnes, c'était la catastrophe. »

Le métier, la profession et le niveau d'étude sont très liés au choix des Pieds-noirs de rester ou de partir, ceci parce que les gens qui avaient fait des études supérieures, ce qui n'était pas très courant à l'époque, n'ont pas eu beaucoup de difficultés à se réintégrer en France. Tandis que ceux qui n'avaient pas beaucoup de qualifications ont eu plus de difficultés, par conséquent l'Algérie s'est retrouvée avec un grand nombre de gens qui n'étaient pas très instruits.

Et dernièrement, en ce qui concerne l'assertion dans *Le nouvel Observateur* – que les Algériens savaient qui avait fait quoi donc la plupart ne risquaient rien, Monsieur Barile n'est pas d'accord. D'abord il nous fait une réflexion sur le terme « algérien ». Parle-t-on du FLN dans cette assertion ou de tous les Algériens ? Il dit que, à son avis, « tous » les Algériens ne

savaient pas qui avait fait quoi. La méfiance était totale et les relations tendues. Et c'est d'ailleurs pour cela aussi que les gens risquaient beaucoup en restant. Par contre dans chaque quartier la situation était différente. Pour son père par exemple, personne ne lui aurait fait du mal dans son quartier, mais quand il sortait du quartier, il devenait « n'importe qui ».

5.3.1.3 L'OAS et le FLN

Les rôles de l'OAS et du FLN ont été importants. Monsieur Barile nous présente l'OAS et la situation qu'elle et le FLN ont créée.

L'OAS était une organisation secrète formée par des éléments conservateurs, ayant un objectif déclaré, celui de conserver l'Algérie française. Leur contre-partie était le FLN, une entité militaro-politique, étant censé lutter contre l'OAS pour faciliter l'accès à l'indépendance algérienne. Pourtant les choses n'étaient pas si simples. Parmi ceux qui ont rejoint l'OAS, il y avait beaucoup de militaires qui l'ont fait après le putsch, des soldats qui étaient déçus par la politique de De Gaulle. D'autres qui l'ont rejointe étaient des gens qui avaient une certaine intégrité, des gens « avec de la foi », et d'autres encore qui étaient des bandits, des mafieux. Ce mélange de gens a conduit l'OAS à devenir une entité terroriste au lieu d'un « organisme » politique comme elle se voulait au départ. Et le problème a été que l'OAS n'attaquait pas seulement le FLN, elle attaquait aussi les Pieds-noirs qui étaient modérés. Le père de Monsieur Barile, par exemple, voulait rester et il avait pris le parti d'être ni pour ni contre l'Algérie algérienne. Il pensait n'avoir rien à se reprocher, mais n'ayant pas pris de position, cela n'était pas évident. Il a par conséquent été menacé et condamné à mort par l'OAS, mais il a réussi à s'en sortir. « [...] ce brave homme a continué à crier haut et fort qu'il souhaitait rester en Algérie par amour pour l'Algérie, non pas pour les Algériens, non pas pour la cause politique des Algériens etc., mais pour l'Algérie. » Beaucoup de gens comme son père ont également risqué leur vie parce qu'ils ne voulaient pas être sous l'autorité de l'OAS.

5.3.1.4 Les accords d'Évian

Même si Monsieur Barile était jeune quand les accords d'Évian ont été signés, il a depuis pu s'en faire une idée bien précise. D'après lui les accords auraient pu être une réussite. C'étaient des accords entre le droit français et le droit algérien pour la cohabitation dans l'indépendance qui allait être instaurée en douceur où tous avaient des droits ainsi que des devoirs préservés. Seulement cela n'a été que de la théorie. Avec du recul on voit que pour les Pieds-noirs, les

gens vraiment enracinés en Algérie cela a été une escroquerie, ils ont été victimes de l'histoire, tandis que pour l'Algérie, les accords ont permis d'entrer dans un processus d'indépendance. « Ça a été une injustice par rapport à tous ces hommes, ces femmes, ces enfants qui ont tout laissé là-bas, et d'un autre côté, ça a été justice à rendre à un peuple qui a été colonisé. »

5.3.1.5 Les éléments qui ont mené au grand exode

Ce qui a fait partir les gens était la peur d'après Monsieur Barile. La peur à cause des actions terroristes. Cependant il nous cite des éléments qui ont mené à la situation du grand exode.

Le premier élément « responsable » est la finance. L'Algérie était une colonie très riche, ce qui a suscité des transactions de très haut niveau. L'Algérie produisait beaucoup. Des matières premières, des hydrocarbures, du gaz, du minerai de fer, du phosphate, du vin (elle était un pays viticole), de l'eau minérale (ce qui très peu savent), des fruits et des légumes. Et ceci a créé des conflits d'intérêt entre certains financiers et grands capitaines de l'industrie française et des agriculteurs pieds-noirs. La première raison de l'exode a donc été cette tension qui est montée parce qu'il y avait tant d'intérêts financiers en jeu. Ensuite une erreur primordiale a été faite, celle de ne pas intégrer les Algériens au processus politique et économique local. Cela aurait dû être fait déjà pendant les années trente ou quarante, après qu'ils s'étaient battus pour la France pendant les guerres mondiales. En revenant ils se sont demandés pourquoi ils n'étaient pas des citoyens français à part entière, ce qui aurait impliqué qu'ils étaient intégrés dans le processus démocratique et social français. Les Algériens voyaient aussi que les Français n'étaient plus ouverts à un processus d'intégration. Au sein de l'Assemblée nationale algérienne, la participation des indigènes n'a jamais été effective. Il y avait un trop grand décalage par rapport à la vraie démocratie, ce qui a poussé les gens à se révolter.

Puis un autre élément, est le maintien de l'analphabétisme des Algériens. Très peu avaient accès aux études et dans les campagnes peu savaient lire et écrire. Ce qui limitait leur accès par exemple aux postes relativement importants dans la fonction publique, donc ils ne se reconnaissaient pas dans la vie quotidienne française. Ceci est la vue générale des causes de l'exode. « [...] mais dans cette vue générale, heureusement, il y a eu des gens qui ont cru à la modernité, qui ont cru à l'évolution, qui ont cru à la solidarité et qui sont intervenus en faveur des Algériens. » Ce qui a été un peu le cas dans la fonction publique ainsi que dans

l'enseignement et d'autres domaines encore. Quelques Algériens ont fait l'école des Mines en France ou Polytechnique par exemple, et ces gens ont constitué l'élite algérienne et sont devenus les futurs chefs de l'insurrection. Par ailleurs les officiers et sous-officiers d'origine algérienne, qui étaient dans l'armée française, qui avaient été décorés pour leur bravoure, en revenant de France, ils n'ont pas été reconnus comme tels – ces hommes ont été les premiers à prendre le commandement des groupes rebelles. Un des plus connus qui par la suite est devenu le premier président de l'Algérie indépendante, est Ahmed Ben Bella. Cette non-reconnaissance de participation aux guerres et de leurs sacrifices ont contribué à la révolte.

Tous ces éléments ont mené à une explosion. « [...] la guerre a duré huit ans, mais au moins pendant douze ans personne n'a voulu reconnaître qu'il y avait un problème algérien. » Et Monsieur Barile ajoute que le fait que l'Algérie ne fonctionne plus comme avant, et qu'il y a eu l'indépendance, arrangeait les financiers de même que les industriels, parce que le marché s'ouvrait vers la métropole et vers l'Europe.

5.3.1.6 Les réactions des autres Pieds-noirs et le retour en France

D'après ce que nous avons pu lire et constater dans certaines de nos rencontres, il y a des Pieds-noirs qui reprochent aux autres Pieds-noirs d'être restés après l'indépendance, ce que Monsieur Barile nous confirme aussi. Monsieur Barile raconte que sa famille en France s'attendait à ce qu'ils meurent en Algérie, parce qu'ils allaient crever de faim. Tandis que ses parents, étant travailleurs, s'en sont sortis. Lui et sa famille vivaient bien. Ils allaient à la pêche, ils se baignaient et tous les dimanches ils allaient à la chasse. « On a toujours reproché à mes parents par exemple, et à bien d'autres d'être restés, parce qu'on avait quelque part une vie encore agréable par rapport aux difficultés d'adaptation que subissaient ceux qui étaient rentrés en France (climat, culture, isolement...). »

Ensuite il dit qu'avec le fameux « valise ou cercueil », les gens n'avaient pas le choix, mais comme dans chaque guerre, on trouve des gens qui s'accrochent et qui ne veulent pas partir. Ceci dit, il pense que l'influence de la famille ainsi que le travail de la presse et la politique ont eu leur rôle dans le départ des gens.

Monsieur Barile lui-même, ainsi que plusieurs de son âge, ont fini par quitter l'Algérie pour faire des études supérieures, parce qu'en Algérie ils ne pouvaient ni faire des études, ni trouver du travail. En Algérie dans les années 70-75, il n'y avait pas de travail. Déjà c'était

difficile pour les Algériens, alors pour les Pieds-noirs qui voulaient avancer dans leur carrière là-bas, il était encore plus difficile. L'avenir professionnel pour les enfants des Pieds-noirs était limité, donc la plupart sont partis. Monsieur Barile est revenu deux fois en Algérie pour les vacances et puis il y est retourné pour le travail.

5.3.1.7 Éviter le grand exode

Non, pour Monsieur Barile le grand exode n'aurait pas pu être évité, parce que l'histoire de l'Algérie est intégrée dans la morale du vingtième siècle, ce qui signifie qu'il existait un esprit de liberté et de décolonisation. La vague de décolonisation n'a pas touché que l'Algérie, mais le monde entier. L'exode était donc inévitable. « L'Algérie a été facilement déstabilisable parce que justement elle est composée de plusieurs ethnies, contrairement à d'autres pays. »

5.3.2 Témoin 4

« Moi je sais que la France n'est pas mon pays. Je suis touriste encore. »

Nous aurions pu mettre le témoin 4 dans la catégorie de ceux qui sont partis en 1962 ou même dans une catégorie à part, avec Madame Deveaux qui est partie en vacances en 1962 et qui est revenue ensuite. Cependant notre choix a été d'inclure le témoin 4 parmi ceux qui sont restés, puisque quand elle est revenue en Algérie, elle n'est pas revenue en attendant une mutation ou pour régler ses affaires, elle est revenue pour y vivre.

Le témoin 4 est né à Alger en 1940 et a passé son enfance dans le Constantinois, à Bordj, plus précisément, dans le village de Bordj Bou Arréridj. Après elle est partie vivre à Alger, avant de quitter l'Algérie pour passer des vacances en France en juillet 1962, et définitivement en 1970.

5.3.2.1 La vie

*« [...] j'ai encore le souvenir des champs de blé, des coquelicots, des boutons
[...] »*

Le témoin 4 se rappelle qu'entre les populations il y avait des échanges, on discutait, on était amis à l'école, certains étaient voisins, il y avait des échanges de gâteaux aussi. Les Européens qui étaient dans les fermes, parlaient aussi l'arabe et elle reconnaît a posteriori que

c'était dommage ne pas être capable de parler l'arabe. Les relations entre les populations en Algérie variaient. Le témoin 4 sait que ses beaux-parents sont restés en bonnes relations avec une fille de leur jardinier, qu'ils avaient prise à la maison. Chez eux la fille du jardinier a entre autres appris à lire et à écrire et après leur départ ils ont gardé le contact.

Le témoin 4 a passé son enfance à Bordj et a quitté son petit village à l'âge de quinze ans parce que l'école s'arrêtait au brevet. Elle est restée à Alger jusqu'à son départ en 1962, continuant ses études, aussi ses études universitaires et rentrant chez elle à Bordj seulement pour les vacances, alors que sa famille y était toujours. Elle a commencé une licence d'italien et pour gagner de l'argent, elle gardait des enfants. Puis, un jour elle a découvert qu'on demandait des vacataires pour s'occuper de la bibliothèque dans un centre de recherche, qui se trouvait à côté du musée Bardo⁸⁹ à Alger. Du coup elle a fait des vacances là-bas. C'est là qu'elle a rencontré son futur mari.

Pour le témoin 4 dans le bled, tout se passait bien. Ses parents avaient une usine et ils avaient toujours eu des ouvriers arabes, ce qui s'était toujours très bien passé. « [...] on était quand même bien ressenti par la population. » Le 20 avril 1962, donc bien après les accords d'Évian, son frère a été assassiné. De 1954 à 1962 il avait passé ses journées avec les ouvriers arabes, comme il était entrepreneur des travaux publics, et rien ne lui était arrivé. Il a fallu une journée d'émeutes à Bordj pour que lui et un jeune d'environ dix-huit ans soient assassinés. À Alger le même jour, l'arrestation du général Salan⁹⁰ a eu lieu.

5.3.2.2 Les vacances

Début juillet 1962 le témoin 4 est partie en France pour les vacances, comme bien d'autres gens ont probablement fait, mais tous ne sont pas rentrés en Algérie. Son mari finissait ses études de préhistoire en 1962 et comme il n'avait pas pu passer ses examens à Alger en juin, il les a passés à Aix-en-Provence vers septembre. Il y avait eu une session pour ceux qui n'avaient pas pu passer leurs examens à cause de l'indépendance. Par conséquent il a fini sa licence en France. Ensuite ils sont rentrés en Algérie début 1963. De l'autre côté, ses beaux-parents par exemple qui avaient une ferme dans l'Algérois, avaient prévu des vacances en France, mais finalement ils sont restés en France, parce que leur ferme en Algérie a été pillée.

⁸⁹ Musée de préhistoire et ethnographie.

⁹⁰ Chef de l'OAS à ce moment-là.

5.3.2.3 Le retour en Algérie

Pourquoi le témoin 4 et son mari sont-ils retournés en Algérie ? La réponse est simple. Pour travailler. Un des chercheurs qui travaillait au laboratoire où ils étaient à Alger, a contacté toute l'équipe des chercheurs et a dit « voilà on rentre », le laboratoire existait encore, donc son mari a eu un poste au C.N.R.S. Le témoin 4 est donc retourné en Algérie avec son mari et le reste de l'équipe pour travailler et parce qu'elle allait se marier. Ils étaient une équipe de Pieds-noirs qui travaillaient dans des bureaux neufs à côté du musée Bardo. Elle ne s'est jamais posée la question si c'était dangereux ou comment sa famille a pu réagir à son retour en Algérie. Elle était jeune, elle et son mari avaient eu la chance de garder l'appartement de ses beaux-parents qui, n'avait pas été occupé⁹¹ et qui était situé au centre-ville d'Alger, elle connaissait bien la ville, c'était une belle ville. Ensemble ils ont passé sept ans en Algérie, ils ont eu des enfants, ils ont beaucoup voyagé aussi. D'ailleurs elle nous dit qu'elle a découvert l'Algérie seulement après l'indépendance. Avant elle n'avait pas beaucoup visité, elle connaissait surtout son « coin », Bordj. Tandis qu'après, comme il y avait des ethnologues et des préhistoriens dans l'équipe, ils ont fait beaucoup de missions dans le bled. Elle est allée d'une frontière à l'autre. Ils se sont déplacés comme ils voulaient, quand ils voulaient etc. sans problèmes. Ils n'ont jamais eu de problèmes de déplacement, ni d'interdictions ou quoi que ce soit. « On a fait ce qu'on a voulu, on n'a jamais rencontré des choses extraordinaires et en général on était toujours très bien accueilli partout où on est allé. »

Sa sœur qui à l'origine avait quitté l'Algérie avec ses parents, est aussi retournée en Algérie. Alors que le laboratoire avait besoin d'un dessinateur et qu'elle avait fait les Beaux-Arts, avait été professeur de dessin et n'avait pas de poste en France, elle a rejoint le laboratoire. « C'était une équipe constituée. Constituée et dynamique parce qu'au début on a vraiment occupé le terrain, ça oui, ça a été. On avait aussi un gars à la tête qui était quand même costaud. »

Elle-même n'a pas regretté d'être restée, ni d'être partie plus tard en France. Cependant elle se souvient de la famille et des amis pieds-noirs rentrés en France qui avaient des regrets, et elle leur disait qu'ils devraient revenir un peu en Algérie parce que « ça purgerait les circuits. »

⁹¹ Correspondance par courriel avec le témoin 4 où elle précise un fait à propos des départs précipités : [...] au cours de ce même été, le gouvernement algérien avait publié un décret sur les biens vacants ; de ce fait, certains pieds-noirs qui étaient seulement partis en vacances au début de l'été n'ont plus retrouvé leur maison car une bonne partie des habitants de la Casbah était descendue occuper les dits « biens vacants ».

5.3.2.4 Ceux qui sont restés et ceux qui sont partis

« À partir du moment où ils sont maîtres chez eux, il ne faut pas s'attendre à ce qu'on soit mieux traité. »

En ce qui concerne ceux qui sont restés, elle croit que la plupart sont restés pour régler leurs affaires. Le témoin 4 avait une tante et un oncle qui sont restés quelques années, parce qu'ils avaient des biens et qu'à Alger on risquait moins en restant, que dans le bled. À Alger il y avait presque toute l'infrastructure française, c'était une ville européenne, la proportion d'Arabes/Français était nettement inversée à la campagne : un Français pour dix Arabes. Elle a aussi vu une émission à la télévision au sujet de l'Algérie, où une femme qui est restée après l'indépendance a été interviewée. Une dame âgée, très bien intégrée dans son quartier, tout le monde s'occupait d'elle etc. Et le témoin 4 admet qu'à un certain âge, on ne fait pas bouger les gens et qu'il est compréhensible que des gens bien intégrés dans leurs villages soient restés.

Les parents du témoin 4 sont aussi restés en Algérie quelques années après l'indépendance tandis que sa belle-sœur, la femme de son frère, ayant trois enfants en bas âge, est partie en France. Étant directrice d'un collège, elle a pu être réintégrée dans l'enseignement en France. Les parents du témoin 4 ont été obligés de rester quelques années pour essayer de vendre leur moulin ainsi que pour régler les affaires de son frère : les chantiers, le matériel etc. Autrement elle croit que la plupart sont partis et ceux qui restaient étaient en ville, sauf peut-être ceux qui étaient d'Oran. Mais généralement il était plus facile de rester en ville qu'à la campagne, parce qu'on n'était plus défendu et il y a eu trop de massacres. Déjà quand l'armée était présente, beaucoup de monde a été assassiné, alors après, quand on avait fini d'enterrer de nombreuses personnes sans arrêt, que les accords étaient signés et l'Algérie était indépendante, il n'était pas question de rester. Ceux qui sont partis en 1962 savaient qu'ils ne seraient plus traités de la même façon qu'avant et surtout qu'ils ne seraient plus défendus, comme à Oran le 5 juillet 1962 quand l'armée a laissé les gens être massacrés sans rien faire. Elle nous raconte aussi l'histoire d'un village qui a fini par quitter l'Algérie en bloc, avec le curé en tête et dont la plupart des habitants se sont installés à Carnoux, dans le sud de la France.

Ceux qui sont partis avant 1962, ont senti le vent tourner et sont partis, comme l'ont fait aussi deux cousins du témoin 4, qui n'avaient « rien à perdre ». Ceux qui se sont dit « bon,

maintenant c'est fichu, autant partir pour avoir le temps de se reconstruire en France », ils sont partis avant que les prix n'augmentent et tant qu'il y avait des possibilités d'acheter en France. Ils sont partis avant pour avoir le temps de s'installer.

Parmi les autres facteurs qui auraient pu influencer le choix de rester ou de partir, on a déjà mentionné que le fait de vivre en ville ou à la campagne avait une importance pour le choix du départ ou non-départ. Ensuite à propos des origines le témoin 4 ne croit pas que cet élément ait joué un rôle. Les gens sont partis où ils ont pu, s'ils avaient des relations dans leur pays d'origine, ils se rapatriaient dans leur pays d'origine. Le métier ou la profession n'a pas influencé leur choix, parce que l'on trouvait du travail, de toutes les manières.

À la question de savoir si l'opinion politique a pu influencer le choix des Pieds-noirs, elle dit qu'elle croit que certains sont restés par idéologie, par exemple s'ils étaient favorables au FLN. Être neutre était difficile. Il y avait les prudents qui ne disaient rien, comme entre autres son oncle. Lui, il ne se prononçait pas, pour ne pas attirer l'attention, mais être neutre était difficile, « c'était trop viscéral. » En général elle pense que la plupart des Pieds-noirs étaient contre l'indépendance, ce qu'elle voit a posteriori comme une erreur. Si les Pieds-noirs avaient été plus ouverts, et non pas bloqués sur une position, s'il y avait eu un « chef d'orchestre », si on avait donné plus de droits aux Arabes, alors, il y aurait peut-être eu un moyen terme, une indépendance où les Pieds-noirs seraient restés. Peut-être dans ce cas, ils auraient pu éviter l'exode. Peut-être.

[...] je pense que les Pieds-noirs n'étaient pas prêts, mais n'étaient pas prêts parce qu'on n'a jamais abordé ce sujet. C'était ou l'Algérie française ou pas du tout. [...] Il n'y a pas eu l'intermède du milieu et quelqu'un qui porte ce projet vraiment pour motiver les gens et les faire réfléchir.

5.3.2.5 Les accords d'Évian et d'autres facteurs politiques

Le témoin 4 ne se souvient plus de ses réactions lors de la signature des accords d'Évian, seulement que c'était fichu. Puis elle se rappelle que son père en tant qu'industriel avait reçu un petit fascicule avec les accords et tout ce qui serait garanti. Quand son frère est mort, il avait ajouté des commentaires sur le fascicule, comme le fait que ce qui était écrit n'était pas vrai ainsi que la date de l'assassinat de son frère.

D'après le témoin 4, les accords n'ont pas fonctionné, n'ont pas été respectés à cause de ceux qui les avaient signés : le gouvernement français et le FLN.

Vers la fin de la guerre d'Algérie les attentats se multipliaient. « Ça sautait tous les jours, toutes les nuits. » Beaucoup de monde critiquait l'OAS, ce qu'elle ne ferait jamais, parce que l'OAS était seule à défendre les Pieds-noirs. En général les attentats de l'OAS étaient ciblés, ce qu'a pu confirmer son beau-père après avoir rencontré des responsables de l'OAS. Pourtant elle admet que vers la fin de la guerre, les attentats étaient peut-être moins ciblés, d'après ce qu'elle a pu voir elle-même une fois, dans une rue d'Alger. « Y avait une bonne vieille Fatma [...], le gars, il est arrivé par derrière, à bout portant par contre. Il y a tiré une balle, elle est tombée, lui il a renfilé le pistolet, puis il est parti. »

Ensuite, au sujet de De Gaulle, le témoin 4 pense qu'il n'a pas été très honnête, mais qu'il a peut-être anticipé ce qui allait arriver, en donnant l'indépendance à tous les pays d'Afrique. En plus c'était « le vent de l'histoire ». La décolonisation s'est faite partout.

Concernant l'assertion dans *Le nouvel Observateur*, si les Algériens savaient qui avait fait quoi, sous-entendu que la plupart n'avaient rien à craindre, le témoin 4 répond que ce sont des bêtises. Après l'assassinat de son frère, sa famille a eu des excuses du FLN. Peut-être que le FLN était au courant de certains qui étaient favorables à l'OAS. Cependant elle pense que même si le FLN avait à l'origine des cibles bien précises, il n'y a qu'à compter les morts pour comprendre que d'autres aussi ont été tués. « Vous arrêtez une voiture sur la route, vous les faites sortir dans le champ, vous les massacrez. »

5.3.2.6 Le retour en France

« [...] au bout de sept ans, on en avait marre. »

Au début il y avait encore l'infrastructure française, puis la ville a été de plus en plus envahie par le bled. Alors en 1970 elle est rentrée en France avec le reste de l'équipe. Ils avaient bien avancé, ils avaient fait ce qu'ils pouvaient en Algérie, le directeur venait d'avoir un poste de professeur à la faculté d'Aix, donc ils sont tous partis, sans se poser la question. « C'était toute l'équipe, la façon de travailler [...] » Elle ne sait pas si les gens lui ont reproché d'être restée ou si le fait d'être restée était mal vu. En tout cas elle a été bien accueillie par les autres Pieds-noirs et l'intégration n'a pas été difficile comme elle était au CNRS. Son laboratoire

était très dynamique, ils ont beaucoup publié et ils ont été bien accueillis à la faculté d'Aix par un autre laboratoire où il y avait aussi beaucoup de Pieds-noirs, notamment du Maroc.

L'image que les gens ont des Pieds-noirs, elle ne sait pas d'où elle vient. Peut-être que c'est dû à la jalousie.

6 Récapitulation et synthèse

Dans ce chapitre nous allons faire un récapitulatif et une synthèse surtout des informations obtenues lors de nos entretiens, mais également en les mettant en contexte et les confrontant aux ouvrages consultés et d'autres sources. Nous tenterons également de répondre à nos quatre hypothèses pour en vérifier la validité. Quant aux motifs pour partir avant 1962, en 1962 et de rester en 1962, il est évident qu'ils sont différents, mais à travers les hypothèses suivantes, nous allons voir en quoi ils se distinguent.

6.1 La terreur et les émeutes

Notre première hypothèse, « Le grand exode en 1962 était dû à une peur collective, partiellement créée par le FLN et l'OAS. Beaucoup de Pieds-noirs se sentaient menacés et craignaient pour leur vie », est l'hypothèse la plus évidente et la plus facile à confirmer, même si certains détails ne correspondaient pas à l'opinion de tous. Il est bien entendu connu qu'un grand nombre de Pieds-noirs sont partis en 1962 à cause de la peur, cependant nous avons voulu voir par nous-même si c'était un mythe ou une réalité. Les raisons évoquées de cette peur collective varient un peu, mais les documents consultés ainsi que la plupart de nos témoins, sont d'accord sur certains éléments qui ont poussé à cette peur collective.

Ils semblent presque tous être d'accord pour dire que la terreur et les attentats, surtout la fusillade dans la rue d'Isly le 26 mars 1962 ainsi que le massacre à Oran le 5 juillet 1962 sont sinon les facteurs déclencheurs du départ, au moins les deux événements qui ont fait le plus peur et qui ont par conséquent poussé les gens à partir. « Le vingt-six mars, c'est là où les gens, où qu'ils habitent, même ceux qui n'habitaient pas à Alger, ont dit, c'est fini. »⁹² Ensuite d'autres éléments ayant provoqué cette peur, ont été mentionnés. Dans les livres l'accent est souvent mis sur la peur de subir des violences, la peur des enlèvements, la peur d'être tué, ce qui sont des conséquences surtout de la terreur et des attentats de l'OAS et du FLN. D'autres éléments plus spécifiques ressortent dans nos entretiens, expliquant pourquoi les gens se sentaient menacés et avaient peur pour leur vie.

Monsieur Gibergue mentionne que le fait que les accords d'Évian n'étaient pas respectés, que la France quittait l'Algérie et que le FLN faisait le plus possible pour que les Européens partent, créait un sentiment d'insécurité. Surtout à la campagne. Et ce développement de

⁹²Monsieur Gibergue, entretien, 16 janvier 2013.

l'insécurité est la faute de De Gaulle. Le témoin 6 ajoute que le choix des Pieds-noirs était désormais entre la valise ou la mort, parce que le gouvernement les avait abandonnés. Monsieur Randalas croit qu'il y avait cet « ensemble d'insécurité » qui régnait et qui poussait les gens à partir. De même il ajoute que beaucoup de monde partait dans la panique. Madame Deveaux insiste sur la peur due aux enlèvements principalement et le témoin 4 mentionne que les Pieds-noirs savaient qu'ils ne seraient plus traités de la même façon qu'avant et surtout qu'ils ne seraient plus protégés, ce qu'ils ont pu constater eux-mêmes à Oran, quand l'armée n'est pas intervenue.

Ensuite il est sûr que d'autres raisons ont pu pousser les gens à partir, qui n'étaient pas liées à la peur, ou une peur qui n'était pas liée aux nombreux attentats de l'OAS et du FLN (bombes, plastiquages, la terreur ressentie à la campagne). Monsieur Barile nous a déjà donné une petite liste de causes sous-jacentes qui auraient pu amener à l'exode – un ensemble de causes qui ont provoqué une réaction chez les Algériens et la volonté d'indépendance, ce qui in fine a suscité une situation catastrophique qui a provoqué la peur des Pieds-noirs. D'ailleurs le non-fonctionnement de l'Algérie qui se dirigeait vers l'indépendance arrangeait plusieurs personnes, entre autres les financiers. Tout avait été mis en place en quelque sorte pour que la France se débarrasse de l'Algérie, mais le gouvernement ne s'était pas bien préparé à un retour si massif en France. Monsieur Méttert donne d'autres exemples sur ce qui a provoqué le départ massif, comme les avertissements donnés par les Algériens et la menace que de nombreux gens sentaient quand des Algériens essayaient de racheter ou de récupérer leurs maisons ou leurs magasins. Également l'obligation de prendre la nationalité algérienne.⁹³ Ensuite, comme nous l'avons déjà abordé, Daum donne aussi d'autres raisons possibles qui peuvent expliquer l'exode, comme le manque de compatibilité avec une nouvelle Algérie en ce qui concernait leurs professions, un changement d'environnement ou même ne souhaitant pas vivre en égalité avec les Algériens, ce qui sous-entendait un changement.

Le rôle de l'OAS et du FLN dans cet exode est l'élément le plus ambigu. D'après ce que nous avons pu lire, le FLN et l'OAS ont pu influencer chacun de son côté la perception du danger. Ils étaient responsables des nombreux attentats et de la terreur qui dominaient en Algérie en cette période. Les deux organisations ne se sont pas seulement attaquées à « l'ennemi ». Par exemple, les persécutions faites par le FLN après l'indépendance ont affecté la population européenne ainsi que la population algérienne. De même, l'OAS n'a pas seulement attaqué le

⁹³ Les Européens n'étaient pas forcés à prendre la nationalité algérienne tout de suite.

FLN, mais aussi les Pieds-noirs, ceux qui essayaient de se sauver en quittant le pays. En conséquence on pourrait dire que l'OAS et le FLN ont fortement contribué à l'exode. Ce qui est confirmé par les livres et principalement par notre témoin Monsieur Barile. Cependant, quand nous avons parlé avec les rapatriés, la majorité dit que le FLN a eu une part de responsabilité importante dans le grand exode et la majorité admet aussi que l'OAS a fait des attentats. Pourtant ils ne sont pas nombreux à dire que l'OAS a « influencé » leur départ ou le départ d'autres Pieds-noirs, et ils ne sont pas non plus nombreux à la critiquer pour ses actions. Nombreux sont ceux qui semblent même être de l'opinion que l'OAS a « aidé » les Pieds-noirs et que sans elle la situation aurait probablement été pire. En conséquence, même si le FLN et l'OAS ont eu un rôle évident dans le grand exode, tous n'ont pas ressenti leur terreur de la même façon.

Sans considérer les théories multiples qui peuvent s'ajouter aux raisons du départ des Européens d'Algérie, la quasi-totalité avoue qu'il s'agissait d'une peur collective et qu'ils se sentaient menacés et craignaient pour leur vie.

6.2 Un choix personnel

Notre deuxième hypothèse, « Ceux qui sont restés étaient mieux intégrés avec les Algériens musulmans et étaient prêts à faire un effort pour s'intégrer dans la nouvelle Algérie », est une des hypothèses les moins évidentes parce qu'elle n'est ni confirmée, ni totalement infirmée.

Notre première constatation est que si les Européens d'Algérie sont partis ou restés, ce n'est pas nécessairement lié à l'intégration et leurs liens avec les Algériens musulmans. D'après ce que nous avons pu tirer du livre de Daum, ainsi que de nos interviews, les raisonnements sont les suivants :

Une des raisons principales de rester, ce qui est attesté à la fois par notre témoin, Monsieur Barile, ainsi que par des témoins chez Daum, est la simple envie de rester. L'envie de rester dans le pays où on est né, où on a vécu son enfance, où on se sent bien et où on a sa famille et ses amis. En plus certains gens ne voyaient pas pourquoi ils devraient ou seraient obligés de quitter leur pays. Ceci ne voulant par conséquent pas dire que ceux qui sont restés n'avaient pas peur. La plupart des témoins de Daum ne disent pas avoir eu peur en restant, mais Monsieur Barile nous précise qu'en restant les gens prenaient un grand risque et qu'il n'y avait pas forcément une absence de peur, on choisissait seulement de la subir. Parce que dans

le quartier de chacun, les gens se connaissaient et personne ne craignait rien, au moins si on n'avait rien fait, tandis qu'en sortant de son quartier, on était « n'importe qui ». Ensuite plusieurs témoins sont persuadés que la majorité de ceux qui sont restés, avaient incontestablement un certain âge, ce qui voulait dire qu'ils avaient « moins à perdre » et probablement moins envie de bouger et de devoir se refaire une vie. Monsieur Gibergue croit aussi que pour certains le déracinement aurait été tellement dur qu'ils en seraient morts. Ce que le témoin 6 semble pouvoir confirmer, en ce qui concerne son grand-père. Elle pense qu'il est mort de chagrin. Par ailleurs il y en a qui sont probablement restés par conviction idéologique. Peut-être qu'ils étaient pour l'indépendance et avaient même aidé le FLN. D'autres encore, comme le dit Monsieur Barile, sont restés parce qu'ils n'avaient pas de famille ailleurs ou encore ne voulaient pas partir parce qu'il n'y avait pas de travail en France.⁹⁴ Parmi les quelques autres théories récurrentes chez nos témoins, il y a le fait que les Européens sont restés principalement pour régler leurs affaires, ce qui pouvait prendre quelques années ou qu'ils restaient parce qu'ils pensaient que ça allait être possible. Ce qui sous-entend dans les deux cas qu'ils sont restés temporairement et n'y sont plus aujourd'hui. Ils ont fini par rentrer quand ils ont « compris » que ce n'était pas possible de rester.

Nos deux témoins qui sont restés jusqu'en 1970 et 1974, ne sont pas non plus restés parce qu'ils étaient particulièrement bien intégrés ou attachés aux Algériens musulmans. Le témoin 4 qui est rentrée en France en 1970, est, comme nous le savons déjà, restée en Algérie parce que son mari y avait eu un poste. Tandis que Monsieur Barile est resté car son père voulait rester, parce qu'il se sentait attaché à l'Algérie et ne se voyait pas vivre ailleurs. Tout de même on pourrait se poser une question. Même si le contact avec les Algériens n'était pas l'élément décisif, le fait de parler l'arabe et de pouvoir communiquer avec la population algérienne, a-t-il pu influencer le choix de certains et le sentiment d'encore appartenir à une Algérie qui n'était plus française ? En ce qui concerne le père de Monsieur Barile, il s'entendait bien avec les Arabes, il connaissait bien l'Algérie et d'ailleurs il parlait plusieurs dialectes arabes algériens. De plus la famille de Monsieur Barile vivait en Algérie depuis plusieurs générations. De l'autre côté le témoin 4 avait vécu à la campagne avec sa famille et pendant ses années à Alger, surtout quand elle est revenue en 1963, son milieu se composait principalement de Pieds-noirs.

⁹⁴ En ce qui concerne le travail, certains disent qu'au début les possibilités de trouver un emploi étaient meilleures en Algérie et d'autres disent que c'était plus facile en France. La seule chose que nous pouvons constater au sujet de nos témoins, qui avaient l'âge de travailler en 1962, est qu'ils ont tous trouvé un emploi dans le pays où ils étaient.

Ce qui paraît être certain d'après quasiment tous nos témoins, c'est que la campagne était très dangereuse, par conséquent la plupart de ceux qui sont restés étaient de la ville ou en tout cas, ils sont restés en ville après l'indépendance. Il est possible que ce soit le hasard, mais en regardant les témoignages de Daum, il s'avère que quatre personnes sur six qui sont toujours en Algérie, vivent soit à Alger, soit à Oran.

Tout de même ceux qui sont restés, même en n'étant pas restés parce qu'ils étaient mieux intégrés avec les Algériens musulmans, ni avec l'intention particulière de s'intégrer dans la nouvelle Algérie, ont probablement compris que pour pouvoir rester, il fallait accepter des changements et s'adapter. Vu que le pays changeait, ayant envie de rester, ils n'ont peut-être pas pu vivre exactement comme avant. Après il y avait aussi certaines personnes, comme le maire d'Alger, Jacques Chevallier, qui ont fait le pas d'opter pour la nationalité algérienne.⁹⁵ Ceux qui parlaient bien l'arabe et qui avaient l'habitude de fréquenter les Algériens musulmans ont probablement eu plus de facilités à s'intégrer dans la nouvelle Algérie que d'autres. Par exemple, le témoin de Daum, Monsieur Bonifacio – son père avait une boutique de motos dont la clientèle était surtout algérienne, donc après l'indépendance il avait un certain avantage, parce qu'il n'a pas perdu sa clientèle, au contraire elle a augmenté.

En conséquence cette hypothèse n'a pas été confirmée, malgré l'effort que certains Européens ont pu faire pour s'intégrer dans la nouvelle Algérie, parce que leurs motivations pour rester ne semblent pas avoir été encouragées par un contact proche avec les Algériens.

6.3 La fin inéluctable

Quant à notre troisième hypothèse, « Ceux qui sont partis avant 1962 avaient compris avant les autres que la situation en Algérie allait se dégrader pour déboucher sur l'indépendance », nous avons pu la confirmer et l'infirmer, mais les raisons nous étonnent, peut-être encore plus que pour notre deuxième hypothèse.

⁹⁵ Malgré les enthousiastes, la nationalité algérienne ne s'obtenait pas automatiquement pour les Européens nés en Algérie avant l'indépendance. Au début il fallait faire un choix. Le même choix, les Français ont dû le faire en France. C'était lié au délai de trois ans accordé par les accords d'Évian. « Les Français d'Algérie ne seront pas considérés tout-à-fait comme des étrangers. Ils jouiront pendant trois années, des droits civiques algériens en attendant qu'ils fassent leur option définitive de nationalité » (Annuaire de l'Afrique du Nord, I, 1962, p. 687 et documents in tome II.) dans Etienne, *Les Européens d'Algérie et l'indépendance algérienne*, p. 235

Parmi les réponses à propos des départs avant 1962, Monsieur Gibergue précise que ceux qui sont partis avant, vivaient à la campagne et sont partis parce qu'il y avait de l'insécurité. Autrement s'ils vivaient en ville, ils étaient riches ou étaient engagés dans la politique, donc ils voyaient que la situation se dégradait et ils ont préféré préparer leur départ. Le témoin 6 dit comme lui que ceux qui sont partis avant ont vécu des attentats, seulement elle ne limite pas ses attentats à la campagne, comme elle est la preuve que la ville était affectée par ce type d'incidents. Les autres témoins semblent être d'accord pour dire que les raisons les plus courantes étaient l'insécurité, le désir d'assurer ses biens et le fait d'être prévoyant. Selon Monsieur Métert, il y en avait aussi qui ont eu leurs parents massacrés à Sétif et Guelma et qui craignaient que les révoltes ne recommencent.

Ce qui nous surprend est que les témoins partis avant 1962 venaient de milieux très différents : un témoin vivant en ville, étant d'une famille d'origine juive et espagnole, avec un père communiste qui souhaitait l'égalité de toutes les populations. Tandis que l'autre témoin était d'origine française, son père était agriculteur et habitait à la campagne dans un village « typique » de colons et dans une commune mixte. Les deux familles ont quitté l'Algérie parce qu'elles avaient peur et craignaient pour leur vie, ce que nous avons cru être la raison « réservée » aux départs de 1962. Dans le cas du témoin 6, qui vivait à Oran, il y a eu une bombe dans son école, ainsi qu'un couvre-feu et dans le cas de Monsieur Gibergue, son village a été attaqué par les rebelles et tous sont partis. Ces deux cas individuels montrent également que l'insécurité n'existait pas uniquement à la campagne. Les deux témoins ont pourtant une chose en commun. Alors que les événements en Algérie n'étaient pas vécus de la même façon, dans les cas de nos témoins, toute leur famille n'a pas quitté l'Algérie au même temps. La plupart ont fini par partir en 1962. Peut-être un autre élément qui lie les deux témoins est le type de quartier qu'ils habitaient – un quartier « chaud ».

D'après nos témoins qui sont nos sources principales pour cette hypothèse, on peut constater que bien qu'il y ait eu des gens bien informés, des riches qui sont partis avant que la situation ne devienne encore plus insupportable et catastrophique, la raison principale était la peur. On était moins pris par une peur collective, on prenait plus de choix individuels. Nous n'avons cependant pas pu confirmer notre hypothèse en totalité, étant donné que ceux qui sont partis n'avaient pas forcément compris que l'Algérie française allait s'écrouler, mais ils avaient compris que pour eux ce serait trop dangereux de rester.

6.4 Conclusion des hypothèses

Finalement, nous pouvons constater qu'aucune de nos hypothèses n'a été complètement confirmée, puisque chacune d'entre elles comprend certains détails divergents selon les témoins et nos autres sources. Dans la première hypothèse, les entretiens et la théorie semblent être presque conformes, avec quelques opinions divergentes au sujet de l'OAS et du FLN. Dans l'hypothèse deux, les entretiens et la partie théorique paraissent conformes aussi, en infirmant l'hypothèse. Et la troisième hypothèse se base sur les entretiens qui la confirment partiellement. De ce fait nous avons l'hypothèse une et trois qui ont été presque confirmées et l'hypothèse deux qui a été infirmée.

7 Conclusion

Depuis quarante-cinq ans, les rapatriés ont toujours soutenu l'idée qu'ils avaient été « obligés » de quitter l'Algérie au moment de l'indépendance en 1962, car, menacés physiquement par les « Arabes », ils n'auraient pas eu d'autre choix. Pourtant, à la fin de la guerre, deux cent mille pieds-noirs ont décidé de demeurer dans le nouvel Etat.⁹⁶

Le sort des Pieds-noirs est un fait historiquement important et très complexe. À travers ce mémoire nous avons essayé de voir les raisons qui ont poussé les Pieds-noirs à faire des choix diamétralement opposés. Nous avons pu confirmer ou infirmer nos hypothèses par nos entretiens principalement, mais aussi par les autres sources consultées nous avons pu mieux comprendre la vie, les opinions et les choix des Pieds-noirs.

Quant à ceux qui sont partis avant 1962, chacun a été « motivé » ou poussé par la situation dans laquelle il se trouvait. Ils ont fait le choix de partir tandis que les autres avaient toujours l'espoir que la situation en Algérie s'arrange. Ceux qui sont partis avant étaient soit informés au niveau politique et avaient des biens qu'ils souhaitent sauver, soit ils avaient vécu des situations traumatisantes, que la plupart des Pieds-noirs ont eu « l'occasion » de connaître seulement vers la fin de la guerre.

Les Pieds-noirs partis en 1962, qui font partie du « grand exode » sont ceux que le monde a tendance à comprendre le plus, ceux qui sont partis à cause de la raison la plus évidente – la peur. Cette peur créée par l'insécurité due à la terreur, aux attentats, aux enlèvements, aux avertissements. Une peur aussi due à la violation des accords d'Évian qui devaient les protéger. Une peur également due à la trahison de l'homme qui devait sauver l'Algérie française – de Gaulle – ainsi que l'abandon par le gouvernement français et l'armée. Les Pieds-noirs étaient soudainement « abandonnés à eux-mêmes ». Peut-être leur peur est aussi liée à l'inconnu. Ou une autre possibilité est l'effet de « boule de neige ». En voyant la famille et tous les Européens se précipiter vers les ports et les aéroports, cela ne donne pas envie de rester, mais provoque une peur collective.

⁹⁶ Daum, Sans valise ni cercueil, les pieds-noirs restés en Algérie : <http://www.monde-diplomatique.fr/2008/05/DAUM/15870>

En dépit du sentiment de trahison et d'abandon par le Général de Gaulle et le gouvernement français, ainsi que des accords qui n'ont pas été respectés et deux organisations : l'OAS et le FLN, qui terrorisaient les populations, de nombreux Européens sont restés en Algérie après l'indépendance. Il paraît même qu'ils sont 200 000 à être restés. Nous avons pu constater que les Européens ne sont pas restés ni par amour pour le peuple algérien, ni parce qu'ils étaient particulièrement bien intégrés avec les Algériens. Alors pourquoi ne sont-ils pas partis comme « les autres » ? Il s'avère que contrairement à ceux qui sont partis en 1962, pour ceux qui sont restés, il n'y a pas de cadre ou de circonstances très spécifiques qui les rassemblent, sauf peut-être la volonté de rester dans leur pays. Cependant ceux qui sont partis ne voulaient pas non plus partir. Ceux qui sont restés sont restés par amour pour leur pays, parce qu'ils pensaient n'avoir rien à craindre, parce qu'ils n'avaient pas peur ou parce qu'ils avaient décidé de subir la peur, parce que la famille et les amis étaient en Algérie, parce qu'ils étaient pour l'indépendance, parce qu'ils s'entendaient bien avec les Algériens, parce qu'ils avaient un travail, et ainsi la liste continue à l'infini. Ceux qui sont restés ont fait un choix personnel, un choix motivé par d'autres éléments que la peur. Comme Monsieur Barile l'a dit, en cas de guerre il y a toujours quelqu'un qui s'accroche. Qui sait, peut-être que la réponse est si simple que cela. Ils ont fait des choix opposés, parce qu'il y a toujours quelqu'un qui s'accroche. Ou peut-être encore que ceux qui sont restés étaient la minorité qui n'avait pas besoin de la présence de la France en Algérie pour pouvoir y vivre.

Après avoir lu et consulté de nombreux ouvrages et d'autres sources, ainsi qu'avoir sollicité sept entretiens avec des rapatriés très différents : vivant en ville, à la campagne, communauté mixte, commune mixte, communauté plutôt européenne, de famille juive, communiste, pour/contre et neutre par rapport à l'indépendance, il est encore impossible de mettre en avant des caractéristiques communes à tous. Cependant, il nous semble possible de donner quelques suggestions d'éléments qui ont pu pousser les Pieds-noirs dans deux directions différentes. Le premier élément est le vécu : assassinats et enlèvements dans la famille. Le deuxième élément est le sentiment personnel de sécurité ou insécurité. Le troisième élément est lié au lieu où on habitait, si c'était en ville ou à la campagne et si le quartier où on vivait était sûr. Et finalement le choix de s'accrocher à son pays et espérer qu'il serait possible de rester ou non. De ce fait ceux-ci sont des éléments parmi plusieurs qui ont pu être des raisons pour le choix fait, mais les vraies raisons demeurent dans chaque individu.

Au final, une question nous vient à l'esprit. Ceux qui sont restés semblent pour la plupart avoir vécu une vie assez agréable, par conséquent, le fait qu'un si grand nombre soit partie, a-t-il facilité la situation de ceux qui sont restés ?

Bibliographie

Livres :

- Ben Khedda, B. (1986). *Les Accords d'Évian*. Paris : Publisud.
- Cardinal, M. (1988). *Les Pieds-Noirs*. Paris : Belfond.
- Cointet, M. (2012). *De Gaulle et l'Algérie française*. Paris : Perrin.
- Darmon, P. (2009). *Un siècle de passions algériennes : Une histoire de l'Algérie coloniale (1830-1940)*. Paris : Fayard.
- Daum, P. (2012). *Ni valise ni cercueil : les Pieds-noirs restés en Algérie après l'indépendance*. Paris : Actes Sud.
- Debré, M. (1993). *Entretiens avec le général de Gaulle : 1961-1969*. Paris : Albin Michel.
- Droz, B., Lever, É. (1991). *Histoire de la guerre d'Algérie (1954-1962)*. Paris : Seuil.
- Etienne, B. (1968). *Les Européens d'Algérie et l'indépendance algérienne*. Paris : Éditions du Centre national de la recherche scientifique.
- Jordi, J.-J. (2009). *Les Pieds-noirs*. Paris : Cavalier bleu.
- Jordi, J.-J. (2011). *Un silence d'État : Les disparus civils européens de la guerre d'Algérie*. Paris : Sotéca.
- Malek, R. (1995). *L'Algérie à Évian : Histoire des négociations secrètes 1956-1962*. Paris : Seuil.
- Mannoni, P. (2000). *Les Français d'Algérie : Vie, mœurs, mentalités de la conquête des Territoires du Sud à l'indépendance*. Paris : L'Harmattan.
- Mercier, C. (2003). *Les pieds-noirs et l'exode de 1962 : à travers la presse française*. Paris : L'Harmattan.
- Meynier, G. (2002). *Histoire intérieure du F.L.N., 1954-1962*. Paris : Fayard.

- Meynier, G. (2004). Le PPA-MTLD et le FLN-ALN, étude comparée. Dans M. Harbi, B.Stora (dir.), *La Guerre d'Algérie. 1954-2004, la fin de l'amnésie*. (p. 417-450). Paris : Robert Laffont.
- Morin, V. (2008). Les « pieds-noirs » : des immigrés de la décolonisation. Dans N. L. Green, M. Poinot (dir.), *Histoire de l'immigration et question coloniale en France*. (p.111-116). Paris : La Documentation française.
- Pervillé, G. (2007). *La guerre d'Algérie : (1954-1962)*. (Collection Que sais-je ?). Paris : PUF.
- Pervillé, G. (2012). *Les accords d'Évian (1962) : Succès ou échec de la réconciliation franco-algérienne (1954-2012)*. Paris : Armand Colin.
- Pervillé, G. (2002). *Pour une histoire de la guerre d'Algérie : 1830-1962*. Paris : Picard.
- Peyrefitte, A. (1994). *C'était de Gaulle*. (tome 1). Paris : Fayard.
- Sérigny, A. de. (1974). *L'abandon : Échos d'Alger*. (tome II). Paris : Presse de la Cité.
- Soulet, J.F. (2012). *L'histoire immédiate : Historiographie, sources et méthodes*. (2^e éd.). Paris : Armand Colin.
- Stora, B. (1997). *Appelés en guerre d'Algérie*. Paris : Découvertes Gallimard histoire.
- Stora, B. (2012). *De Gaulle et la guerre d'Algérie*. Paris : Pluriel.
- Stora, B. (2004). L'impossible neutralité des Juifs d'Algérie. Dans M. Harbi, B.Stora (dir.), *La Guerre d'Algérie. 1954-2004, la fin de l'amnésie*. (p. 285-316). Paris : Robert Laffont.
- Stora, B. & Quemeneur, T. (2010). *Algérie 1954-1962 : Lettres, carnets et récits des Français et des Algériens dans la guerre*. Paris : Les Arènes.
- Vikør, K, S. (2007). *Maghreb blir fransk, 1850-1912 : Maghreb – Nordafrika etter 1800*. Oslo : Det Norske Samlaget.

Revues :

- Guerre d'Algérie : Numéro spécial été 62 ; *Harkis et pieds-noirs : le souvenir et la douleur*, n° 4, 2002, Sotéca.
- Historia – Thématique, n° 76, 2002. *La face cachée de la guerre d'Algérie : L'OAS : Les Secrets d'une organisation clandestine*.
- Le nouvel Observateur, n° 2469, 2012. *Algérie : L'histoire oubliée*.
- Nice-Matin et Var-Matin : Hors série histoire – mars, 2012. *Pieds-noirs : Exilés d'Algérie 1962/1970 du rapatriement à la reconstruction*.

DVD/Audiovisuels :

- Cassan, C., Havenel, M. (2012). *La Valise ou le Cercueil* [Film documentaire]. France : Reportage 34.
- Feinstein, C. (2012). *Les Disparus*, « Histoire d'un silence d'Etat » [Film documentaire]. Marseille, France : 13 Production.
- france3provencealpes. (2012, 25 janvier). *Enquêtes de Régions : Les Pieds Noirs, 50 après* [Vidéo en ligne]. http://provence-alpes.france3.fr/evenements/index.php?page=article&numsite=7328&id_article=21629&id_rubrique=7412
- Perez, G. (2007). *Les Pieds-noirs – histoire d'une blessure* [Film documentaire]. Paris, France : France Télévision.
- Pontecorvo, G. (1966). *La battaglia di Algeri* [guerre, drame]. Paris, France : Carlotta Films.
- Rotman, P. (2002). *L'ennemi intime. Violence dans la guerre d'Algérie* [Film documentaire]. Paris, France : France Télévision.

Archives du Centre de Documentation Historique sur l'Algérie (CDHA) :

Presse écrite :

- Du 1^{er} novembre 1954 au 18 mars 1962. (1962, 20 mars). *Le Monde*, p. 14
- J.-L.G. (1978, 4 décembre). Français et Algériens apprendront-ils à se parler ?
- Il y a dix ans à Alger. La fusillade de la rue d'Isly. (1972, 25 mars). *Le Monde*, p. 12
- Les accords conclus entre la France et le F.L.N. à Évian. (1962, 21 mars). *Le Monde*, p. 3
- Les accords conclus le 18 mars 1962 à Évian. (1962, 21 mars). *Le Monde*, p. 4

Témoignages par Jean Monneret :

- CAS- 965.5 CAR
- CAS- 965.5 HER
- CAS- 070 LAF
- CAS- 965.5 MAS
- CAS- 965.5 PAU
- CAS- 324 ROT
- CAS- 965.3 SAI
- CAS- 324 SOU

Internet :

- ANOM :
http://anom.archivesnationales.culture.gouv.fr/ark:/61561/au112snp.classification=Guerre_d_Algerie
- Assemblée-nationale.fr : <http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/biographies/IVRepublique/soustelle-jacques-emile-yves->

[03021912.asp](#)

- Daum, P. (2008). Sans valise ni cercueil, les pieds-noirs restés en Algérie. *Le Monde diplomatique* : <http://www.monde-diplomatique.fr/2008/05/DAUM/15870>
- CDHA : <http://www.cdha.fr/lassociation>
- ECPAD. Le plan Challe, Février 1959. *ECPAD* : <http://www.ecpad.fr/le-plan-challe-fevrier-1959>
- EL Moudjahid : <http://www.elmoudjahid.com/fr/static/apropos>
- Fellagha : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/fellagha/>
- Gonin, J-M. (2012, 27 janvier). Les pieds-noirs, 50 ans après. *Le Figaro* : <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2012/01/27/01016-20120127ARTFIG00422-les-pieds-noirs-50-ans-apres.php>
- Johnson, D. (1993, 24 mars). Obituary : Pierre Laffont. *The Independent* : <http://www.independent.co.uk/news/people/obituary-pierre-laffont-1499519.html>
- Ldh Toulon. (2006). Le code de l'indigénat dans l'Algérie coloniale : <http://www.ldh-toulon.net/spip.php?article527>
- Les accords d'Évian : http://www.tlfg.ulaval.ca/axl/afrique/algerie-accords_d%27Evian.htm
- Manifestation Pieds Noirs 2012 : <http://manifpn2012.canalblog.com/archives/2011/09/04/21937125.html>
- Ni valise ni cercueil : les Pieds-noirs restés en Algérie après l'indépendance : <http://www.nivalise-nicercueil.com/>
- Pervillé, G. Le site de Guy Pervillé : http://guy.perville.free.fr/spip/article.php3?id_article=27
- Pervillé, G. (2005). Pour en finir avec les « Pieds-noirs »! (2004) : http://guy.perville.free.fr/spip/article.php3?id_article=34

- Thénault, S. (2005). Le basculement dans la guerre : <http://www.ldh-toulon.net/spip.php?article749>
- Universalis.fr : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/jacques-massu/>

Cours :

(2013). Méthodologie du mémoire. Recueil inédit, Université de Grenoble

Entretiens :

- Barile. C, entretien, 04 janvier 2013
- Deveaux. M, entretien, 10 janvier 2013
- Gibergue. A, entretien, 16 janvier 2013
- Méttert. L, entretien, 10 janvier 2013
- Randalas. H, entretien, 28 janvier 2013
- Témoin 4, entretien, 16 janvier 2013
- Témoin 6, entretien, 17 janvier 2013

Mémoire de master :

- Bakken, B. (2010). *L'idéalisme défie : La loyauté des officiers des Sections administratives spécialisées (SAS) au gouvernement de Gaulle (1958-1962)*. (Mémoire de master). Oslo : Université d'Oslo.
- Whal, L. (2003). *Le problème harki : une histoire occultée en France*. (Mémoire de master). Oslo : Université d'Oslo.

Annexe :

En chiffres :

Les pieds-noirs

922 000 Français d'Algérie au recensement de 1954 (pour 7 860 000 musulmans).

79% sont nés sur le sol algérien.

82% vivaient dans les villes.

335 000 actifs

(92 000 fonctionnaires,

56 000 cadres moyens ou supérieurs,

60 000 commerçants, artisans ou membres de professions libérales,

90 000 ouvriers).

72% des Français d'Algérie ont un revenu inférieur de 15 à 20% à celui de la métropole.

Un sur deux venait d'une famille étrangère (Espagne, Italie...) à la fin du XIX e siècle.⁹⁷

⁹⁷ Douan, B. (2012). Rapatriés à perpétuité. *Le nouvel Observateur*, 2469(3), 50-51.

L'attaque de Rouached⁹⁸

ER

de la Liberté
se : 373-80 à 85

Judi
10
Mai
1956

45^e Année
16.149

L'OFFENSIVE DE PRINTEMPS DES HORS-LA-LOI SE POURSUIT

Echec complet d'une attaque rebelle généralisée dans le Constantinois

46 villages ont été attaqués simultanément



le récit du reportage qui faillit se
lar, Lasalle et Monteil

De violents combats se sont déroulés dans les rues de Rouached

Constantine (AFP). — Alors que l'action des bandes rebelles semblait ces temps derniers en légère régression, on a assisté brusquement la nuit dernière à une véritable offensive généralisée des hors-la-loi.

Quarante-six villages ou postes militaires du Constantinois ont en effet été attaqués par des groupes importants et dotés, dans de nombreux cas, d'armes automatiques.

L'effort des rebelles a particulièrement porté sur les arrondissements de Bougie, Djidjelli et Mila.

L'attaque de ROUACHED

Rouached, petit village entre Constantine et Mila, fut à un certain moment envahi et de violents combats se déroulèrent dans les rues où des maisons flambaient. Mais là, comme partout ailleurs, les hors-la-loi ont été finalement repoussés avec de lourdes pertes.

Et l'on peut affirmer que l'offensive déclenchée la nuit dernière s'est soldée pour les rebelles par un échec complet. La situation fut cependant en certains endroits, par moments, très sérieuse, et ce n'est que grâce au courage et à l'allant de nos sol-



SUITE EN PAGE 4

BILLET

LE CAS DE MM. BOUSQUET ET BOYER-BANSE

Dans nos bureaux parisiens, nous avons reçu la visite de M. Boyer-Banse qui, à l'issue des pénibles incidents d'Alger, vient d'être l'objet, ainsi que M. le professeur Bousquet, d'un arrêté d'interdiction de séjour en Algérie.

M. Boyer-Banse nous a déclaré que ni lui ni M. Bousquet n'avaient été les instigateurs de la manifestation du 8 mai au matin et qu'au surplus ils n'y avaient même pas assisté.

D'autre part, il nous a fait connaître son intention de donner incessamment une conférence de presse dans le but d'éclaircir l'opinion publique sur la position de l'« Union française nord-africaine » qu'il préside, tandis que de son côté M. le professeur Bousquet se réservera d'expliquer sa position personnelle.

Avant de nous quitter, M. Boyer-Banse nous a déclaré que « dans les dramatiques circonstances actuelles, il se considère comme un élément de modération ».

Nous savons M. Robert Lacoste très attaché au principe de la liberté individuelle, quand il ne s'agit pas de « naufrageurs ».

Source : CDHA

⁹⁸ Echec complet d'une attaque rebelle généralisée dans le Constantinois. 46 villages ont été attaqués simultanément. (1956, 10 mai). *L'Écho d'Alger*. Première page.

Les questions d'entretiens

Les questions en commun :

- Nom, date de naissance, nationalité d'origine, lieu de résidence, date du départ
- L'OAS et le FLN, quel rôle ont-ils joué, d'après vous, dans le grand exode ?
- Qui est, selon vous, le principal responsable du grand exode ?
- Pensez-vous qu'un ou plusieurs des éléments suivants ont pu influencer ou même jouer un rôle décisif dans le choix de partir ou non partir :
 - origine ethnique
 - engagement politique
 - le fait de vivre dans une communauté européenne ou mixte
 - Le fait d'habiter la campagne ou la ville
 - métier/profession et niveau d'études
 - date de l'arrivée en Algérie
- « En un mois, des centaines de milliers de personnes ont fui. La plupart ne risquaient rien. Les Algériens savaient qui avait fait quoi. »⁹⁹ Que pensez-vous de cette assertion ?
- Selon vous, aurait-on pu éviter le grand exode et éventuellement comment ?
- Avez-vous d'autres remarques, des choses à ajouter ou à préciser ?

Pour ceux qui sont restés en 1962 :

- En 1962 après le cessez-le-feu, pourquoi êtes-vous resté en Algérie et pourquoi pensez-vous que beaucoup, comme vous, sont restés ?
- Selon vous, pourquoi un grand nombre a quitté l'Algérie en 1962 ?

⁹⁹ *Le nouvel Observateur*, p. 49

- Certains Pieds-noirs ont quitté l'Algérie avant 1962, pourquoi pensez-vous qu'ils sont partis avant ?
- Pourquoi êtes-vous finalement parti ?
- Ceux qui sont partis, vous ont-ils reproché d'être resté ?

Pour ceux qui sont partis en 1962 :

- En 1962, après le cessez-le-feu, pourquoi êtes-vous parti et pourquoi pensez-vous qu'un grand nombre, comme vous, a quitté l'Algérie ?
- Certains Pieds-noirs ont quitté l'Algérie avant 1962, pourquoi pensez-vous qu'ils sont partis avant ?
- Des études récentes montrent que tous les Pieds-noirs n'ont pas quitté l'Algérie après le cessez-le-feu, pourquoi croyez-vous qu'ils sont restés ?

Pour ceux qui sont partis avant 1962 :

- En 1962, il y a eu le cessez-le-feu, pourquoi avez-vous quitté l'Algérie avant 1962 et pourquoi pensez-vous que des Pieds-noirs ont choisi comme vous ?
- Selon vous, pourquoi un grand nombre a quitté l'Algérie en 1962 ?
- Des études récentes montrent que tous les Pieds-noirs n'ont pas quitté l'Algérie après le cessez-le-feu, pourquoi croyez-vous qu'ils sont restés ?